

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Le Régime Douanier
et les Echanges Commerciaux
du Territoire de la Sarre

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Novembre 1929 à 14 heures

PAR

FERDINAND BELLET

PRÉSIDENT : M. LESCURE

ASSESSEURS : MM. TRUCHY

MAUNIER

LIBRAIRIE PICART

59, Boulevard Saint-Michel

PARIS (v°)

1929

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Le Régime Douanier
et les Echanges Commerciaux
du Territoire de la Sarre

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Novembre 1929 à 14 heures

PAR

FERDINAND BELLET

PRÉSIDENT : M. LESCURE

ASSESSEURS : MM. TRUCHY

MAUNIER

LIBRAIRIE PICART
59, Boulevard Saint-Michel
PARIS (v°)

1929

*La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation,
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



A Monsieur Jean LESCURE, Professeur
à la Faculté de Droit de Paris, qui a bien voulu
accepter la présidence de cette thèse, avec
l'expression de ma respectueuse reconnaissance.

A mes Chefs,

Monsieur André VICAIRE, Ingénieur des
Mines ;

Monsieur Alphonse WAGENER, Docteur-
Ingénieur ;

qui ont bien voulu me faciliter ce travail
et m'aider de leurs conseils.

Meis et amicis.

INTRODUCTION

Nous nous sommes proposé dans la présente étude d'examiner la situation créée pour le Territoire du Bassin de la Sarre au point de vue des échanges commerciaux, par le changement de régime douanier intervenu le 10 janvier 1925 en exécution des dispositions du Traité de Versailles. Nous avons étudié successivement les principes sur lesquels repose le nouveau régime, les modifications qui lui ont été apportées par les différents accords douaniers franco-allemands et enfin la valeur des échanges commerciaux du Bassin de la Sarre avec la France et avec l'Allemagne depuis 1925.

Afin de permettre de se rendre compte des changements que le régime de 1925 a amenés au statut douanier sarrois, nous avons cru bon de faire précéder notre étude de quelques notes sur le système douanier de 1920 à 1925. Nous avons tiré une grande partie de nos renseignements sur ce sujet de l'ouvrage si documenté de M. ALLOT sur le Territoire de la Sarre.

Nous tenons, d'autre part, à remercier très vivement ici-même toutes les personnes qui ont bien voulu nous aider dans notre tâche en mettant à notre disposition les renseignements et statistiques dont nous avons besoin et, en particulier, la Chambre de Commerce Franco-Sarroise et la Direction des Douanes Françaises à Sarrebruck.

Sarrebruck, Mai 1929.

I. Le régime douanier du Territoire de la Sarre avant le 10 janvier 1925

Les questions concernant le Territoire de la Sarre font l'objet dans le Traité de Versailles de la Section II de la partie III et d'une annexe à cette section. Le régime des échanges commerciaux du Bassin est réglé par le paragraphe 31 de l'annexe qui est rédigé ainsi :

« Le Territoire de la Sarre tel qu'il est délimité à l'art. 43 du présent Traité sera soumis au Régime Douanier français. Le produit des droits de douane sur les marchandises destinées à la consommation locale sera attribué au budget dudit Territoire déduction faite de tous frais de perception.

« Aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant dudit territoire à destination de l'Allemagne, ni sur les exportations allemandes à destination des industries du Territoire du Bassin de la Sarre.

« Les produits naturels ou fabriqués, originaires du Bassin en transit sur le territoire allemand, seront libres de toutes taxes douanières. Il en sera de même pour les produits allemands en transit sur le territoire du Bassin.

« Pendant cinq ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, les produits originaires et en provenance du Bassin jouiront de la franchise d'importation en Allemagne et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin, des articles destinés à la consommation locale sera également libre de droits de douane.

« Au cours de ces cinq années, pour chaque article en provenance du Bassin et dans lequel sont incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise, le Gouvernement Français se réserve de limiter les quantités qui seront admises en France, à la moyenne annuelle des quantités

expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913, telle qu'elle sera déterminée à l'aide de tous renseignements et documents statistiques officiels. »

Comme on le voit en lisant les deux derniers alinéas, le régime transitoire appliqué pendant les cinq premières années peut se caractériser ainsi : liberté de principe complète du côté de l'Allemagne et régime de contingentement du côté de la France. Les auteurs du Traité avaient estimé qu'il était nécessaire de ménager une période de transition pour permettre à l'économie sarroise de procéder à l'évolution nécessitée par le changement d'orientation qu'on lui faisait faire. Cette première période dura du 10 janvier 1920, date de la mise en vigueur du Traité de Versailles au 10 janvier 1925. Examinons rapidement la situation du Territoire au point de vue douanier à cette époque.

Tout d'abord, le principe est posé que la Sarre appartient au système douanier français. Les opérations de contrôle à ses frontières sont effectuées par les fonctionnaires de l'Administration des Douanes Françaises; il n'existe pas de corps de douaniers sarrois. Toutes les lois douanières françaises sont valables pour la Sarre tandis que les autres dispositions législatives appliquées par la Douane Française mais ne présentant pas le caractère spécifiquement *douanier* ne sont pas applicables de plein droit au Bassin. Il en est ainsi, en particulier, pour les prescriptions françaises ayant trait aux taxes fiscales, aux monopoles, etc.

Ce principe fondamental posé, la période transitoire de cinq ans sera caractérisée par les règles suivantes :

a) Les marchandises originaires d'Allemagne et destinées à la consommation locale seront introduites en franchise dans le Bassin;

b) Les produits fabriqués en Sarre avec des matières pre-

mières allemandes n'entreront en franchise en France que dans la limite de contingents annuels.

Il faut ajouter à ces deux principes, une troisième mesure qui diffère cependant des deux précédentes en ce qu'elle présente le caractère permanent et survivra au régime transitoire; l'interdiction apportée par le paragraphe 31 du Traité de frapper d'une taxe d'exportation les produits métallurgiques ou le charbon destinés à l'Allemagne.

De plus, du fait que la Sarre appartient au système douanier français, elle est appelée à profiter des conventions commerciales passées entre la France et les autres puissances. Le principe est indiscutable, mais son application a soulevé quelques difficultés et en 1925 certains pays refusaient encore d'assimiler complètement les produits sarrois aux produits français; le cas s'est présenté notamment pour l'Angleterre et l'Italie et il a fallu d'assez longues négociations pour régler la question en sauvegardant les intérêts de la Sarre.

Dans l'étude qui va suivre, nous appellerons frontière Nord celle qui sépare la Sarre du Reich et frontière Sud celle qui existe entre elle et la France.

Régime de la frontière Nord. — Tous les produits sarrois entrent en Allemagne en franchise. Dans l'autre sens, bien que le Traité de Paix ne soit pas explicite à ce sujet, on a admis comme rationnel que l'exemption des droits ne fût accordée qu'aux produits d'origine allemande et non à toutes les marchandises venant d'Allemagne. Afin de différencier ces deux catégories de produits, on a exigé pour obtenir l'immunité douanière la présentation d'un certificat d'origine émanant des autorités locales (Chambres de commerce ou municipalités) et indiquant le nom des destinataires. Les autres marchandises paient les droits, non pas du tarif général auquel sont soumis les produits originaires d'Allemagne, mais ceux du tarif applicable à leur

pays d'origine. Quant aux produits fabriqués en Allemagne avec des matières premières étrangères, ils ne sont admis au bénéfice de l'immunité que lorsque la transformation qu'ils ont subie leur a fait perdre leur caractère initial ou si le travail qui y est incorporé représente plus de 50 % de leur valeur au moment du passage de la frontière.

Cependant, si le principe de la franchise était indiscutable, il y avait lieu d'exercer un certain contrôle sur les importations allemandes pour éviter qu'en prévision du changement de régime en janvier 1925 les Allemands ne transforment la Sarre en un vaste entrepôt de marchandises qui seraient expédiées ensuite en franchise vers la France. Il s'agissait donc de vérifier que les marchandises introduites étaient bien destinées à la consommation locale comme il est prévu au Traité de Versailles.

D'accord avec l'Administration des Douanes, la Commission de Gouvernement fut donc amenée le 20 mars 1923 à assurer un contrôle par l'organe de l'Office des Importations et Exportations (Ein-u. Ausfuhramt). Les marchandises allemandes ne pouvaient désormais bénéficier de la franchise que si elles étaient munies d'un certificat d'origine et d'un certificat de destination. Par ce dernier, le bénéficiaire déclarait que les marchandises introduites étaient destinées à la consommation locale en Sarre et qu'elles ne seraient pas revendues dans un pays autre que l'Allemagne ou le Territoire de la Sarre, même par l'intermédiaire de tiers, sauf autorisation spéciale ou versement des droits correspondants. Les autorisations furent accordées très libéralement jusqu'au début de 1924 où il fut décidé, en prévision du changement de régime douanier, que les importations au courant de cette année ne pourraient dépasser de plus de 10 % la moyenne de celles des années 1920, 1921 et 1922. De plus, chaque firme ne pouvait faire venir d'Allemagne

en franchise que des produits semblables à ceux qu'elle en avait reçus au cours de la période de référence.

Comme son nom l'indique, l'Office des Importations et Exportations exerçait également un contrôle sur les exportations sarroises en Allemagne. En effet, afin d'éviter l'introduction de marchandises autres que sarroises sur son territoire, l'Allemagne avait décidé d'exiger au passage de la frontière la présentation d'un certificat d'origine émanant du Commissaire du Reich résidant à Sarrebruck. Au moment de l'occupation de la Ruhr, la douane interalliée se substitua à l'administration allemande pour les Territoires Occupés et l'Ein-u. Ausfuhramt fut appelé à remplacer le Délégué du Reich pour les envois destinés à ces régions; ce dernier restant uniquement compétent pour les expéditions en Allemagne non occupée.

La taxe de 1,30 % sur le chiffre d'affaires n'était pas perçue à la frontière Nord mais le Service des Douanes prêtait son concours à l'Administration Sarroise des Contributions Indirectes. Nous étudierons ce point plus loin.

Régime de la frontière Sud. — Les marchandises d'origine française étaient exemptées de toutes espèces de droits à leur entrée dans le Bassin. Celles qui avaient acquitté des taxes indirectes en France étaient dégrévées de la valeur de ces taxes au moment de leur exportation et des mesures étaient prises pour que le Service Sarrois des Contributions Indirectes pût percevoir toutes les taxes applicables dans le Bassin.

Pour le trafic dans la direction opposée, la question était plus compliquée car il fallait empêcher l'introduction en France de marchandises allemandes passées en Sarre et n'admettre au régime de faveur que les produits sarrois. On avait donc institué des certificats d'origine délivrés par l'Administration municipale ou l'une des deux Chambres de Commerce de Sarrebruck après avoir été visés par le Service Technique des Douanes. Les produits originaires de la Sarre ou qui y était fabriqués avec

des matières premières sarroises bénéficiaient de la franchise absolue de tous droits, par contre, les marchandises fabriquées en Sarre avec des matières premières ou des demi-ouvrés originaires d'Allemagne ne bénéficiaient de la franchise que dans le cadre de certains contingents prévus par le paragraphe 31 du Traité et égaux à la moyenne des importations sarroises en France pendant les années 1911, 1912 et 1913.

Les demandes de contingents devaient être adressées par les exportateurs au Service Technique des Douanes avec pièces justificatives à l'appui.

Que se passait-il pour les marchandises contingentées lorsque la limite du contingent était dépassée ? Devait-on taxer la totalité du produit en jeu ou seulement les matières premières ou demi-produits d'origine allemande qui y étaient incorporés ? On s'arrêta à la deuxième solution, la plus libérale. La question a été tranchée par le décret du 6 mai 1923 qui substituait de plus aux contingents individuels des contingents globaux par produit. Ces derniers étaient répartis entre les intéressés par les soins de la Commission de Gouvernement.

Nous donnons ci-après la liste des contingents annuels d'importation (Voir Tableau.)

Enfin, les marchandises qui n'étaient ni proprement sarroises, ni fabriquées avec des matières premières d'origine allemande devaient payer les droits dont elles étaient passibles suivant leur origine.

Les produits prohibés. — Nous venons d'examiner le régime appliqué aux produits ordinaires. Il faut maintenant considérer le cas des marchandises soumises par l'Administration des Douanes Françaises à des mesures spéciales. Pour les tabacs tout d'abord, dont l'importation en France est interdite, on laissa l'entrée libre par la frontière Nord en maintenant la prohibition à la frontière Sud, prohibition qui s'étendait également aux tabacs sarrois. La même règle était appliquée aux alcools pour lesquels l'Etat Français possède un monopole.

T A B L E A U

*des contingents annuels d'importation en France des produits fabriqués en Sarre
dans lesquels sont incorporés des matières premières ou demi-ouvrés venant
d'Allemagne en franchise.*

NUMÉRO DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	CONTINGENT ANNUEL
		kilogr.
164 bis	Levure de distillerie	10.169
		hectol.
172 ter	Bière	23.251
		kilogr.
192	Goudron de houille	5.703.000
207	Fers et aciers (blooms et billettes).... 7.940.000 kg.	33.651.692
	Laminés (fers et aciers laminés)..... 25.711.692 kg.	
207 ter	Acier fin pour outils	88.277
208	Fil machine	119.600
209	Feuillards	2.654.000
210	Tôles de fer et d'acier	4.084.000
210 ter	Larges plats	3.216.308
211	Tôles émaillées, plombées, zinguées	151.000
212	Fil de fer	683.610
213	Rails, traverses, éclisses	4.570.300
215	Essieux	5.000
219	Ferrailles	79.000
020	Sulfate d'ammoniaque	869.458
044	Acide chlorhydrique ordinaire	2.261.748
073	Acide sulfurique	132.185
0180	Benzol	707.000
296	Bleu de Prusse	19.862
312	Savons autres que ceux de parfumerie	199.200
331	Briques réfractaires en terre commune	17.175.406
336	Autres poteries en terre commune, non ver- nissées ni émaillées	3.091
339	Poteries cuites en grès, tuyaux émaillés ou vernissés	824.360
340	Poteries cuites en grès autres; appareils sanitaires émaillés	12.878
342	Carreaux et pavés céramiques : En terre commune, non vernissés ni émaillés	1.164.000
	Cuits en grès	1.547.430
345 et 346	Faïences fines	774.491
349	Verres bruts, coulés en verre ordinaire, tuiles	68.420
350	Gobeletterie de verre et de cristal	552.523
	Verres à vitres	2.494.273
351	Verres à vitres décorés	12.355
352	Verres de montre bruts	251.743

NUMÉRO DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	CONTINGENT ANNUEL
359	Bouteilles ordinaires	324.000
359 <i>quater</i>	Bouteilles champenoises	50.000
359 <i>quiquiès</i>	Bouteilles à bague percée	1.346.400
465 <i>ter</i>	Objets en carton moulés décorés	10.300
510	Rouleaux compresseurs à benzine	1.073.000
512	Machines à vapeur fixes, pompes	47.130
512 <i>bis</i>	Pompes, ventilateurs	1.666
525 <i>bis</i>	Mécanique générale - Appareils de levage..	603.498
525 <i>sexiès</i>	Mécanique générale - Appareils non dé- nommés	134.036
526 <i>ter</i>	Chaudières en tôle de fer ou d'acier tubulai- res ou semi-tubulaires	2.490
526 <i>quinqiès</i>	Chaudières-récipients	26.892
526 <i>sexiès</i>	Radiateurs pour calorifères	472.000
532	Calorifères à vapeur et à eau chaude	3.849
533	Pièces détachées de machines en fonte	372.723
533 <i>sexiès</i>	Pièces détachées de machines en fer ou en acier	892.152
535	Pièces détachées de chaudières et d'appareils similaires en tôle emboutie	741
535 <i>bis</i>	Pièces détachées en cuivre	14.564
537	Pièces de machines de plusieurs métaux	146.099
543	Outils	18.708
543 <i>bis</i>	Grillages	41.920
553	Tôles perforées en fer et en acier	62.020
553 <i>bis</i>	Tuyaux cylindriques droits pour canalisa- tions de 7 ^{mm} et plus	6.894.105
554	Tuyaux cylindriques droits pour canalisations de moins de 7 ^{mm} et raccords de cana- lisation	2.596.000
555	Fonte d'ornement	70.000
557 <i>bis</i>	Ouvrages en fonte montée émaillée	12.000
558	Poterie de fonte moulée	5.300
558 <i>ter</i>	Constructions métalliques, petits ouvrages non dénommés en fer et en acier	105.998
561	Constructions métalliques en fer ou en acier	3.071.699
562 <i>bis</i>	Ferrures de wagons	1.140.036
	Câbles	321.390
	Chaines en fer	29.686

NUMÉRO DU TARIF	DESIGNATION DES MARCHANDISES	CONTINGENT ANNUEL
566	Boulons bruts	1.828.300
	Rivets	286.543
567	Raccords de toutes espèces	934
567 bis	Tubes emboutis ou sans soudure	1.610.970
567 ter	Récipients sans soudure pour gaz comprimés	12.100
568	Articles de ménage	380.938
577	Ouvrages en étain	354
578	Ouvrages en zinc	622
		pièces
605	Cages de pianos	60
		klogr.
614	Wagonnets de terrassement	566.585

Il était toutefois admis par l'Administration Française que les prohibitions d'entrée ou de sortie n'étaient pas absolues et qu'elles pouvaient faire l'objet de dérogations. Afin de ne pas obliger les Sarrois à adresser à Paris chacune de leurs demandes, le Ministère des Finances institua le 23 août 1920 à Sarrebruck, une Commission des Dérogations, présidée par le Secrétaire Général de la Commission de Gouvernement et composée, en outre, d'un représentant de la Douane et d'un délégué des Mines Domaniales Françaises. Cette commission était chargée de statuer sur les demandes concernant les prohibitions d'entrée ou de sortie.

Produits soumis à des taxes indirectes. — A la frontière Nord, la Douane n'intervenait pas dans le prélèvement des taxes, mais ne donnait mainlevée qu'après accord avec la Régie Sarroise. A la frontière Sud, les marchandises passaient librement, mais une marque spéciale apposée sur la lettre de voiture signalait au Chemin de fer que la marchandise en question ne devait pas être délivrée sans avoir été contrôlée par l'Administration Sarroise des Contributions Indirectes.

Tourisme. — A la frontière Nord, les bicyclettes et motocyclettes sortant de Sarre étaient munies d'un plomb de douane qui permettait de les réimporter. Les automobiles étaient accompagnées d'un passavant qui jouait un rôle analogue.

A la frontière Sud, les bicyclettes et motocyclettes d'origine française ou ayant payés les droits faisaient l'objet de passavants. Les machines étrangères étaient admises en France après souscription d'un acquit-à-caution. Les mêmes règles étaient appliquées aux automobiles.

Conclusion. — Il résulte de ce qui précède que le régime appliqué pendant la première période de cinq années permettait au Bassin de la Sarre de commercer en toute liberté avec le Reich tandis que du côté Sud si l'importation de produits français en Sarre était tout à fait libre, l'introduction des marchandises sarroises en France était soumise à certaines règles et n'était autorisée que dans le cadre de contingents annuels. Autrement dit, pendant cette première période, la Sarre bien qu'incorporée théoriquement au système douanier français pouvait entretenir des relations commerciales plus étroites avec le Reich qu'avec la France.

II. Le régime douanier à partir du 10 janvier 1925

Le régime provisoire de cinq ans prévu par le paragraphe 31 du Traité de Paix prenait fin le 10 janvier 1925 et à partir de cette date, la Sarre était complètement incorporée au territoire douanier français. Par conséquent, la frontière Nord était fermée aux produits allemands qui devaient — en l'absence de tout traité de commerce avec l'Allemagne — acquitter les droits du tarif général, tandis que le trafic à la frontière Sud devait

s'effectuer en franchise, le cordon douanier étant supprimé. Nous disons intentionnellement « devait », car, du fait que les législations fiscales française et sarroise étaient très différentes, il fallut procéder à une mise au point et établir des conventions entre les deux pays sur ce sujet. Ce ne fût donc que le 1^{er} octobre 1925 que le cordon douanier de la frontière Sud fût définitivement aboli.

Il importe d'examiner maintenant les dispositions qui furent adoptées par les deux pays pour les marchandises prohibées ou soumises au paiement d'impôts indirects. Ces questions délicates furent réglées par la Loi française du 19 juillet 1925 qui sanctionnait les deux Conventions intervenues entre la France et la Sarre le 10 janvier 1925, l'une au sujet des Tabacs, l'autre concernant les autres produits prohibés ou soumis au paiement de taxes indirectes. Le commencement de ces deux conventions est fait dans la Circulaire numéro 362 du 29 septembre 1925 de la Direction Générale des Douanes et c'est à ce texte qu'il faut se rapporter pour avoir une vue exacte de la question.

La circulaire 362 du 29 septembre 1925

a) *Principes généraux* : La circulaire déclare tout d'abord que le cordon douanier de la frontière franco-sarroise disparaîtra définitivement le 1^{er} octobre 1925. Elle pose ensuite en principe que bien que la France et la Sarre ne forment plus désormais qu'un Territoire Douanier unique, elles restent soumises chacune individuellement à la législation fiscale qui leur est propre. En ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires, elle n'est perçue qu'une fois à la frontière Nord de la Sarre. Son taux est le même dans les deux pays, soit 1,3 % (1).

(1) Il n'en sera pas toujours ainsi, car le Gouvernement sarrois n'augmenta pas cette taxe dans les mêmes proportions que le Parlement français. Elle est actuellement de 1,6% en Sarre au lieu de 2% en France.

b) *Prohibitions* : Les prohibitions françaises sont applicables à l'entrée en Sarre sauf celles qui ont un caractère purement fiscal : cartes à jouer, tabacs, allumettes, alcools, ouvrages en métaux précieux hors titres dont l'entrée par la frontière Nord n'est pas interdite. Pour les médicaments, certaines dérogations peuvent être accordées. Par contre, à la frontière Sud ces prohibitions subsistent et les produits qu'elles frappent ne peuvent pénétrer en France. Le contrôle est effectué, non plus par l'Administration des Douanes, mais par la Régie Française. Les marchandises de cette catégorie sont les suivantes : alcools et liqueurs, alcools dénaturés, vins de liqueur, mistelles et vermouths, moûts de vendanges, raisins et marcs de raisin, figues ou raisins secs exclusivement destinés à la distillerie ou à la fabrication du vin, vins de raisins secs, vins piqués, cassés ou moisis, saccharine, spécialités pharmaceutiques dont la formule n'est pas publiée, cartes à jouer, cartouches de guerre ou de chasse pleines, bois préparés pour allumettes, ouvrages en métaux précieux ne remplissant pas les conditions fixées par la législation française.

c) *Marchandises importées de l'étranger en Sarre* : Les Douanes Françaises doivent s'abstenir de percevoir les taxes intérieures tandis que l'Administration Sarroise prélève pour son compte les taxes sarroises. Afin d'éviter les fraudes, la Douane ne donnera mainlevée de la marchandise que sur présentation d'un titre de mouvement délivré par la Régie Sarroise. La Sarre perçoit des impôts sur les produits suivants : bière, alcool, acide acétique, vanilline et denrées coloniales, essences et pétroles répondant à la définition donnée de ces produits par la législation française pour l'application du droit de consommation de 24 francs, mais à l'exception du benzol; eaux minérales, limonades et autres boissons préparées artificiellement, concentrées ou non, produits destinés à la fabrication des limonades concentrées, sels, cartes à jouer, saccharine, tabac et ses

succédanés, vins, moûts de raisons et autres boissons semblables, y compris les cidres et poirées, sucres et glucoses, allumettes.

Ces produits ne peuvent entrer dans le Bassin que sous couvert d'un acquit-à-caution même si les droits ont déjà été payés en France.

d) *Marchandises échangées entre Sarre et France* : C'est le régime de l'exportation qui est appliqué dans les deux sens. Les produits sont accompagnés par des acquits-à-caution jusqu'à leur destination définitive. La Sarre a été amenée à créer un modèle spécial d'acquit-à-caution pour ses exportations vers la France.

Pour ce qui est des ouvrages en métaux précieux, ils doivent être dirigés sur le bureau de garantie de Strasbourg aux fins de poinçonnement et d'essai. D'autre part, les briquets sont à expédier à l'entrepôt de tabac du département de destination où ils seront estampillés.

Les titres de mouvement créés en France sont remis par les destinataires au service sarrois des Contributions Indirectes qui les décharge. Les acquits-à-caution sarrois sont déchargés par les Services français de la Régie après paiement des droits.

e) *Bicyclettes, motocyclettes et automobiles* : Les bicyclettes dont les propriétaires sont porteurs de la carte sarroise de légitimation peuvent circuler en France dans un rayon de 50 kilomètres de la frontière. Les plaques de contrôle françaises sont valables dans tout le Territoire de la Sarre.

Les automobiles et motocyclettes dont les conducteurs sont en mesure de présenter un permis de police établi par l'Administration sarroise sont dispensés en France du paiement de tout droit et de l'accomplissement de toute formalité. Il en est de même en Sarre des automobiles et motocyclettes accompagnées d'un permis de circulation M. 23 C. ou d'une plaque de contrôle.

e) *Métaux précieux* : Les objets à bas titre de 8 à 14 carats dont la fabrication est licite en Sarre peuvent y être introduits mais on ne peut les faire entrer en France sous peine d'amende. Seuls sont admis à l'expédition de Sarre en France les objets à haut titre qui sont dirigés sur Strasbourg au bureau de garantie.

Pour le trafic de France en Sarre, il n'y a pas de règles spéciales.

f) *Taxe de 26 % perçue au titre des Réparations* : La taxe de 26 % n'est pas prélevée à la frontière Nord du Bassin sur les marchandises expédiées à des destinataires résidant dans la Sarre.

g) *Taxe sur le chiffre d'affaires* : Nous avons dit précédemment que la taxe de 1,3 % était perçue à la frontière Nord pour les marchandises importées en Sarre. Il est bon d'ajouter que la taxe pour les produits vendus et consommés dans la Sarre même restait à l'origine fixée à 1,1 % et que le taux était le même pour les produits sarrois livrés en France. Au contraire, les produits français introduits dans le Bassin par la frontière Sud acquittaient en France, la taxe de 1,3 %. Actuellement les taux des taxes ont été augmentés, mais les principes de perception sont restés les mêmes.

h) *Taxe de luxe* : La taxe de luxe existe également en Sarre mais les marchandises qui y sont soumises ne sont pas les mêmes qu'en France.

Nous donnons ci-après une liste des produits sarrois soumis au paiement de taxes fiscales. (Voir liste.)

i) *Commission des dérogations* : Celle-ci continue à exister et dévire en particulier les licences d'exportation pour les benzols et les ferrailles.

LISTE

des marchandises dont le passage à la frontière conventionnelle franco-sarroise est soumis à un contrôle fiscal.

Dénomination des Marchandises	L'IMPORTATION	
	en Sarre	en France est
Essence d'absinthe ou produits	contrôlée (1)	contrôlée
Bière	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Alcool de toutes sortes	soumise à l'impôt	prohibée (2)
Alcool dénaturé	contrôlée	prohibée (3)
Appareils de distilleries et pièces détachées	contrôlée	contrôlée
Métaux précieux (or, argent et platine):		
a) revêtus du poinçon français	libre	libre
b) satisfaisant aux prescriptions françaises relatives au titre	contrôlée (1)	contrôlée (4)
c) ne satisfaisant pas aux prescriptions françaises relatives au titre	contrôlée (1)	prohibée
Vinaigre (vinaigre de fermentation) et produits contenant du vinaigre (moutarde, conserves, etc...)	contrôlée (1)	soumise à l'impôt
Acide acétique (esprit de bois, etc...) et produits contenant de l'acide acétique (moutarde, conserves, etc...)	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Briquets (briquets de poche, allume-gaz, etc...)	contrôlée (1)	soumise à l'impôt(5)
Levure :		
a) sèche	contrôlée (1)	contrôlée
b) alcoolisée	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Café et succédanés du café (chicorée, malt, café de glands et autres)	contrôlée (1)	soumise à l'impôt
Bougies et articles similaires, ainsi que les mèches trempées dans la cire ou la stéarine	contrôlée (1)	soumise à l'impôt et contrôlée
Acide carbonique, liquide, en bouteilles d'aciers et sous présentation quelconque pour la vente au détail	contrôlée (1)	soumise à l'impôt et contrôlée

Dénomination des Marchandises	L'IMPORTATION	
	en Sarre	en France
	est	
Denrées coloniales (café en grains et en gousses; café grillé ou moulu; cacao en grains et gousses; cacao moulu et beurre de cacao; chocolat contenant plus de 55% de cacao; chocolat contenant 55% et moins; chocolat au lait contenant 10% de cacao au maximum; poivre, piment ou ses succédanés contenant du poivre ou du piment; amones (graines de paradis) ou cardamones, cannelle, clous de girofles, cassia et noix de muscade; fleurs de muscade et macis; vanille; vanille succédanés (vanilline); thé, y compris les fleurs et boutons de thé	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Huiles minérales de toutes sortes (benzine, benzol, goudron d'huile, pétrole lampant, huile de schiste, goudron minéral, fuel oil, gas oil, huile de gaz, gasoline, huile lampante, ligroin, huile de graissage minérale, graisse minérale, huile de parafine, huile de térébenthine, pétrole, éther de pétrole, huile de lavage, road oil, essences lourdes, huile de lavage, road oil, essences lourdes, huile de vaseline): obtenues d'huile brute autres	soumise à l'impôt contrôlée (1)	soumise à l'impôt soumise à l'impôt
Eaux minérales, naturelles ou artificielles, limonades et autres boissons comportant de l'acide carbonique, ainsi que les matières premières destinées à leur préparation (poudres, sels, extraits pour la fabrication des eaux minérales)	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt

Dénomination des Marchandises	L'IMPORTATION	
	en Sarre	en France
Parfumerie et cosmétique :		
a) contenant de l'alcool	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
b) autres, à l'exception des dentifrices, à savoir : extraits, essences,, parfums, pâtes d'amandes, crèmes de beauté, poudres de riz, onguent, sachets parfumés, poudre pour sachets parfumés, fards — sans tenir compte du prix de vente de détail: savons liquides ou solides pour la toilette (savons en pains, savons d'amandes, savons à barbe en bâtons ou en poudre) dont le prix de détail dépasse 3 francs l'unité	contrôlée (1)	soumise à l'impôt
Spécialités pharmaceutiques (produits dont la composition est secrète):		
a) contenant de l'alcool	soumise à l'impôt	prohibée
b) autres	contrôlée (1)	prohibée
Phosphore	contrôlée (1)	contrôlée
Sel (sel de cuisine)	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Sel dénaturé	contrôlée	soumise à l'impôt
Poudre à tirer et explosifs (dynamite) et cartouches chargées ..	contrôlée (1)	et contrôlée prohibée (2)
Cocons de soie, destinés à la filature	contrôlée (1)	contrôlée
Cartes à jouer	soumise à l'impôt	prohibée
Saccharines de toutes sortes	soumise à l'impôt	prohibée (2)
Tabacs et dérivés	et contrôlée soumise à l'impôt	prohibée (6)
Vins de toutes sortes et matières premières destinées aux vins:		
a) vins de liqueur, vins vinés, vermouth, figes, raisins secs et de Corinthe pour la préparation des vins, vins de figes, de raisins secs et de Corinthe, vins gâtés ..	soumise à l'impôt et contrôlée (7)	prohibée

Dénomination des Marchandises	L'IMPORTATION	
	en Sarre	en France
b) autres vins (vins de raisins, cidres et poirés, vins de baies et drupes, de miel, vins artificiels, moûts et fruits destinés au pressoir ainsi que raisins	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Froments	contrôlée (1)	prohibée
Sucres de toutes sortes (canne et glucose) et sucreries	soumise à l'impôt	soumise à l'impôt
Allumettes (allumettes en bois, allumettes bougies)	soumise à l'impôt	prohibée (6)
Boîtes d'allumettes, vides; copeaux préparés pour allumettes	contrôlée (1)	prohibée (6)

Remarques concernant l'importation en Sarre

1) Soumise à l'apuration de l'acquit-à-caution français accompagnant l'expédition.

2) Soumise à l'impôt sur présentation d'une autorisation d'importation exceptionnellement délivrée.

3) Soumise à l'impôt et au contrôle fiscal sur présentation d'une autorisation d'importation exceptionnellement délivrée.

4) Sous condition d'expédition au bureau d'estampille de garantie de Strasbourg, pour estampillage.

5) Sous condition d'expédition au dépôt des manufactures des tabacs du département du destinataire pour apposition des vignettes fiscales.

6) Soumise au contrôle fiscal sous condition d'expédition à la régie française

7) Les fruits pour pressoir, les figues, les raisins secs et les raisins de Corinthe sont soumis à l'apuration de l'acquit-à-caution français accompagnant l'expédition.

Extrait du Bulletin n° 43 de la Chambre de Commerce franco-sarroise — 1. V. 1928.

III. La fermeture de la frontière Nord, 10 janvier 1925

Le 10 janvier 1925 arriva sans qu'aucun accord commercial ait pu être conclu entre la France et l'Allemagne. Des négociations étaient ouvertes à Paris depuis le 1^{er} octobre 1924 pour la conclusion d'un Traité de Commerce entre les deux pays mais n'avaient encore abouti à aucun résultat. Le changement de régime douanier intéressait, en effet, non seulement la Sarre, mais l'Alsace et la Lorraine qui suivant une disposition du Traité de Versailles, avaient joui également pendant une période de cinq années à partir de la ratification du Traité du régime de la franchise à l'entrée en Allemagne pour leurs produits. La situation était sérieuse pour toute l'industrie des départements recouvrés, mais particulièrement grave pour les Forges Lorraines qui vendaient une importante partie de leur production dans le Reich.

En l'absence de toute convention, les produits sarrois furent frappés à l'entrée en Allemagne des droits du tarif général, c'est-à-dire qu'il devenait extrêmement difficile de les placer sur ce marché. La situation était grave pour l'industrie sarroise qui se voyant fermer son principal débouché, ne pouvait trouver de compensation immédiate sur le marché français pour deux raisons : tout d'abord parce qu'elle ne s'était pas suffisamment orientée de ce côté et de plus parce que la France ne pouvait absorber brusquement tout l'excédent de production sarrois. Si donc, les choses restaient telles qu'elles étaient, il semblait probable que l'industrie sarroise serait amenée rapidement à restreindre sa production et à licencier de nombreux ouvriers. Il en résulterait évidemment aussitôt une agitation dans le pays qui pourrait être habilement utilisée comme propagande contre le Traité de Versailles.

Il semble donc que les Allemands aient eu là une très bonne occasion d'exploiter le côté politique de la situation à leur

avantage et on peut s'étonner qu'ils n'en n'aient pas profité à fond. Cependant d'autres facteurs avaient aussi leur importance. Nous verrons, en particulier, dans un chapitre spécialement consacré à cette industrie quelle était la situation spéciale des Forges et les raisons qui poussaient les Allemands à ne pas refuser catégoriquement l'entrée des produits métallurgiques sarrois dans le Reich. Mais, d'une façon générale, les dirigeants de l'Allemagne virent bien le danger qu'il y aurait à abandonner les Sarrois à leur sort et à les rejeter vers la France. Ils eurent peur du reproche d'indifférence que ceux-ci auraient pu leur adresser et comprirent de plus qu'il serait bien difficile de rétablir des liens économiques rompus même provisoirement. Le Ministre des Finances du Reich fût donc amené très rapidement à prendre une mesure de faveur au profit des produits métallurgiques sarrois, mesure qui fût d'ailleurs rapidement étendue à la presque totalité des marchandises fabriquées par l'industrie sarroise. Il décréta la « Stundung » des droits de douane; c'est-à-dire le moratoire *sine die* des taxes qui devaient être perçues au passage de la frontière allemande. Cette mesure était prise pour un mois par décision ministérielle, mais fût en fait renouvelée de mois en mois jusqu'à la conclusion de l'accord commercial définitif franco-allemand au sujet de la Sarre. Au fur et à mesure de la mise en vigueur des accords provisoires, les produits dont la situation se trouvait réglée se voyaient retirer le bénéfice de la « Stundung ». Il en résulta que, comme le régime contractuel nouveau consistait quelquefois dans l'octroi du tarif minimum, il était moins avantageux que l'ancien. Sauf le fait que les droits étaient moratoriés et non annulés, le régime de la « Stundung » fût le plus avantageux de tous ceux qui furent appliqués aux produits de l'industrie sarroise pour leur importation en Allemagne à partir de la fermeture de la frontière Nord.

Il faut bien spécifier, en effet, que la perception des droits

de douane étaient différée *sine die* mais n'était pas supprimée. Chaque importateur se faisait ouvrir un compte dans les directions de douane allemandes contrôlant les bureaux d'entrée utilisés (Trêves, Wurzburg, etc.), au débit duquel étaient portées les sommes correspondantes aux droits non versés. Ces sommes devaient être garanties par des cautions.

Ce système, s'il était très avantageux pour l'industrie sarroise, n'en était pas moins fort habile de la part des Allemands car il constituait un moyen de pression de premier ordre pour les négociations à venir. En effet, les sommes moratoriées devinrent rapidement considérables et la plupart des importateurs auraient été dans l'impossibilité absolue de les régler si elles leur avaient été réclamées brusquement. C'était une grave menace suspendue en permanence sur les entreprises sarroises qui était de nature à influencer les pourparlers en cours pour la conclusion du Traité de Commerce et des accords métallurgiques privés.

L'industrie sarroise vécut tout entière sous le régime du moratoire jusqu'à la conclusion de l'accord commercial du 5 août 1926. Mais certains produits sarrois profitèrent de ce régime jusqu'au 1^{er} avril 1928.

Annulation des droits moratoires

Bien que cette question ne doive être étudiée au point de vue chronologique que plus tard à propos de l'accord du 6 novembre 1926, nous avons cru intéressant de rassembler dans ce chapitre tout ce qui concerne la « Stundung » et nous indiquons ci-après de quelle façon cette question fut liquidée.

A la suite de l'accord du 6 novembre 1926 qui instituait la franchise pour les produits métallurgiques livrés en Allemagne, le Ministre des Finances du Reich, par sa circulaire du 27 novembre, prononça l'annulation des droits moratoriés à condi-

tion qu'ils se soient appliqués à des produits d'origine sarroise. Le Gouvernement allemand accorda même le remboursement des droits perçus par erreur sur les marchandises jouissant de la « Stundung ». De plus, comme certaines formalités et recherches pouvaient faire traîner les choses en longueur, le Reichswirtschaftsministerium fut même amené par décision du 8 avril 1927, à déclarer qu'en matière de « Stundung », le délai de forclusion ordinaire de deux ans pour le remboursement des taxes perçues par les Douanes ne jouerait pas et que le délai de réclamation ne serait pas limité.

IV. La position adoptée par les milieux économiques sarrois au sujet du changement de régime douanier

Avant de retracer la suite des longues et laborieuses négociations entre Français et Allemands pour aboutir à un accord commercial au sujet de la Sarre, il nous a semblé intéressant de rappeler l'attitude prise par les milieux économiques sarrois dès la fin de 1924, au sujet de la fermeture de la frontière Nord. La position très nette qu'ils adoptèrent alors permet de comprendre la confusion qui régna dans le Bassin au point de vue économique au début de 1925 et l'atmosphère trouble au milieu de laquelle s'ouvrirent les premières conversations. Les idées et vœux des cercles industriels et commerciaux de la Sarre sont très clairement établis dans un mémoire publié par la *Handelskammer* (Chambre de Commerce allemande) de Sarrebruck que nous allons examiner rapidement ci-après : (1)

Cette étude débute par un avant-propos dans lequel il est dit que la Sarre jouit depuis cinq ans d'un régime transitoire

(1) *Saar-Wirtschaftszeitung*, N° 39 du 2 octobre 1924.

qui est destiné à lui permettre de nouer des relations commerciales avec la France. Malgré les efforts loyaux de la population, ces tentatives ont complètement échoué et il est prouvé aujourd'hui que le Bassin ne peut se tourner vers l'Ouest au point de vue économique. Vient ensuite un chapitre intitulé « La dépendance économique de la Sarre vis-à-vis de l'Allemagne », dans lequel on s'efforce de prouver avec chiffres à l'appui que le Territoire de la Sarre est étroitement lié au Reich au point de vue économique. On rappelle que l'Allemagne du Sud est son débouché naturel et qu'avant la guerre 90 % de la production sarroise étaient placés en Allemagne. En 1922 même, les expéditions en Allemagne des principaux produits sarrois ont représenté suivant les catégories 52,66 % à 97,10 % des ventes totales. L'auteur déclare ensuite que les produits sarrois ne pourront être placés sur le marché français qui est déjà sursaturé, en particulier, au point de vue métallurgique et que la situation géographique du Bassin lui interdisant presque l'exportation, la fermeture de la frontière Nord correspondrait à l'arrêt de nombreuses usines et au licenciement d'ouvriers. Enfin, la séparation de la Sarre du Reich au point de vue commercial serait profondément ressentie par toutes les classes de la population qui sont habituées aux produits allemands. Par goût, par tradition, par « culture » et même par nécessité absolue lorsqu'il s'agit de produits médicaux et pharmaceutiques, les Sarrois sont amenés à s'approvisionner en Allemagne. Ce chapitre se termine par la phrase suivante : « Il n'est pas possible de faire supporter aux produits allemands importés les droits du tarif minimum français ».

Viennent ensuite quelques lignes destinées à prouver que le marché français ne peut absorber l'excédent de production sarrois surtout pour les aciers et les produits céramiques. En particulier, pour ces derniers, l'auteur cite une protestation de la

Chambre syndicale de cette industrie contre l'entrée des produits sarrois en France.

Le mémoire expose, enfin, les desiderata de la Sarre dont le principal est le maintien du *statu quo* jusqu'au 10 janvier 1935, date à laquelle le statut politique de la Sarre sera définitivement fixé. Il demande de plus des améliorations de détail au régime actuel, en particulier, l'extension de la notion de « consommation locale », la simplification des formalités administratives d'importation, un règlement large du trafic frontalier, la modification de nombreuses prescriptions douanières; il se prononce contre tout régime de contingentement en poids ou en valeur des importations allemandes en Sarre. Il fait remarquer, d'autre part, que la nécessité de contrôler les passeports et les différences existant entre France et Sarre au point de vue de la législation fiscale sur les impôts indirects rendront la suppression de la frontière Sud presque impossible.

Nous ne jugeons pas utile de réfuter ici de très nombreux arguments mis en avant dans ce mémoire ni de le discuter en détail; nous aurons, en effet, l'occasion de revenir plus loin sur ce sujet. Nous nous bornerons pour le moment à faire remarquer que si le rapport cherche à prouver que le marché français est insuffisant pour la Sarre, il ne dit en aucune manière qu'il lui est inutile. Ce point qui n'avait guère d'intérêt dans la question discutée à cette époque est au contraire aujourd'hui d'une importance particulière au moment où certaine presse sarroise s'efforce de démontrer que l'on peut sans inconvénient aucun pour la Sarre rompre brutalement son union douanière avec la France.

**V. Les premières négociations commerciales franco-allemandes
au sujet de la Sarre et l'accord du 11 juillet 1925**

Nous avons déjà dit que les négociations pour la conclusion d'un traité de commerce franco-allemand s'étaient ouvertes à Paris, le 1^{er} octobre 1924. Lorsque l'échéance du 10 janvier 1925 arriva, non seulement aucune solution même provisoire n'avait été trouvée pour la Sarre, mais les négociateurs ne s'étaient pas encore saisis de cette question. Il est bien certain que, déjà très difficile à régler quant à son fond, elle était délicate à attaquer au seul point de vue de la procédure à employer. En effet, tandis que, du fait de l'Union Douanière existant entre la Sarre et la France, cette dernière se trouvait logiquement devoir défendre les intérêts sarrois, les milieux économiques du Bassin et, en particulier, la *Handelskammer* s'étaient adressés aux plénipotentiaires allemands pour présenter leurs doléances et défendre leur point de vue. D'un autre côté, la Chambre de Commerce franco-sarroise se trouvait en liaison avec la délégation française et enfin les questions relatives à la métallurgie avaient été laissées à part et faisaient l'objet de discussions privées entre industriels des trois pays intéressés. Devant cette confusion, la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre avait donc décidé de conserver la neutralité que lui imposait son rôle de fidéicommissaire de la Société des Nations et de rester en dehors du débat tant que l'on ne ferait pas appel à elle.

Avant de commencer à négocier, une question de principe était d'ailleurs à résoudre : le Reich pouvait-il accorder à la Sarre au point de vue douanier un régime de faveur sans que les autres puissances signataires du Traité de Versailles soient autorisées à réclamer les mêmes avantages. Plusieurs juristes furent consultés sur ce point qui émirent des opinions différentes. En particulier, une personnalité anglaise consultée par

le Ministère des Affaires Etrangères de Berlin déclara que la situation de la Sarre, par rapport au Reich, était tout à fait spéciale et qu'elle autorisait l'adoption d'un régime d'exceptions. Comme on le verra par la suite, c'est cette dernière opinion qui prévalut.

C'est pour la première fois, le 11 mars 1925, que les milieux politiques et économiques sarrois prirent officiellement contact avec la délégation française, M. SERRUY, alors directeur des Accords Commerciaux au Ministère du Commerce, qui dirigeait sous la haute autorité du Ministre les pourparlers pour le Traité de Commerce franco-allemand reçut, en effet, ce jour-là une délégation qui lui fût présentée par MM. MORIZE, membre français, et KOSSMANN, membre sarrois de la Commission de Gouvernement de Sarrebruck, et qui comprenait des délégués de la *Handelskammer* (Chambre de Commerce de Sarrebruck), du Groupement des Intérêts Economiques Sarrois, du Comité du Commerce et de l'Artisanat, de la Chambre de l'Agriculture, de la Chambre de Commerce franco-sarroise ainsi que deux délégués des syndicats ouvriers. Il est intéressant d'examiner en détail le compte rendu de cette entrevue car les points de vue respectifs du Gouvernement Français et des milieux économiques sarrois au sujet du statut douanier de la Sarre y furent exposés en détail.

M. SERRUYS commença par déclarer que les intérêts sarrois seraient défendus par le Gouvernement français aussi bien que ceux d'une région française. Il proposa ensuite de se rendre à Sarrebruck pour recueillir sur place les vœux des milieux économiques sarrois. Il déclara enfin qu'il était nécessaire d'étudier spécialement la question des importations allemandes en Sarre, en particulier, de celles des machines destinées à l'industrie du Bassin.

Après une brève allocution de M. KOSSMANN qui fit valoir que

l'établissement d'un régime d'entente au sujet de la Sarre pouvait faire beaucoup pour l'établissement de relations amicales entre la France et l'Allemagne, M. von BOCH, Président de la *Handelskammer* donna lecture d'une note dans laquelle était exposé le point de vue des milieux économiques allemands de la Sarre. Il y était dit tout d'abord que la délégation de la *Handelskammer* se plaçait sur le terrain du Traité de Versailles et n'envisagerait pas le retour à l'état transitoire qui existait avant le 10 janvier, mais qu'elle était inquiète de ce que rien n'eût encore été fait pour la Sarre depuis le début des pourparlers et de ce que ce pays ne fût pas représenté officiellement aux négociations. La Sarre n'étant pas un département français et n'ayant pas de délégation parlementaire en France, il aurait été nécessaire d'adjoindre aux plénipotentiaires français une personnalité de la Commission de Gouvernement. D'autre part, ajoutait M. von BOCH, il est indispensable que la Sarre puisse placer en franchise en Allemagne tous les produits qu'elle ne peut vendre en France et à l'exportation et ceci s'applique spécialement à ceux des industries houillère, métallurgique, céramique et de la verrerie. Enfin, il y a lieu de faire en sorte que la Sarre puisse recevoir en franchise, dans une mesure à examiner, les marchandises allemandes dont elle a besoin.

M. SERRUYS répondit entre autres choses à M. von BOCH que la collaboration directe de négociateurs sarrois était très délicate par suite des liens très étroits que plusieurs d'entre eux avaient avec la délégation allemande. Le fait que lui-même se rendrait à Sarrebruck prouvait suffisamment aux Sarrois que leurs intérêts seraient examinés et défendus sérieusement.

M. HILLEBRANDT, délégué ouvrier, déclara ensuite qu'il s'associait aux paroles de M. von BOCH parce que le régime d'instabilité actuelle servait de prétexte aux patrons pour refuser automatiquement toute augmentation des salaires et, qu'en défini-

tive, c'était la classe ouvrière qui supportait les conséquences du régime présent d'incertitude. Il insista ensuite sur la nécessité de trouver une solution large pour le trafic frontalier étant donné le nombre considérable d'ouvriers sarrois habitant les régions prussienne et bavarroise voisines. M. von GEMMINGEN attira alors l'attention sur la question particulièrement importante des produits métallurgiques. Il déclara qu'il était d'une importance capitale pour les Forges Sarroises de pouvoir exporter en Allemagne. M. SERRUYS lui répondit qu'il connaissait tout l'intérêt de cette question qui se résume dans la valeur du droit de douane dont le Reich frappera les aciers sarrois et lorrains. Malheureusement jusqu'à présent, les Maîtres de Forges allemands s'étaient montrés intransigeants et ultra-protectionnistes. M. SERRUYS n'hésita pas à déclarer que s'ils persistaient dans cette voie la France considérerait cela comme une mesure de guerre commerciale. Il ajouta enfin que la Sarre et la Lorraine devaient avoir le même régime et que l'une ne devait pas obtenir d'avantages refusés à l'autre. Le Gouvernement français était d'accord pour que la Sarre pût exporter librement ses produits sidérurgiques en Allemagne, mais il n'admettrait jamais que ce pays jouisse d'un régime de faveur au détriment de la Lorraine.

M. SERRUYS déclara ensuite que le Gouvernement français s'efforcerait de maintenir l'activité de l'industrie sarroise mais que si, au cours des négociations la France n'arrivait pas à obtenir de traitement spécial pour la Sarre, elle s'opposerait formellement à ce que ce régime de faveur fût accordé spontanément par l'Allemagne. Il insista sur ce point et pria les personnes sarroises présentes de répéter ces propos à la délégation allemande.

M. DROUARD, Secrétaire général de la Chambre de Commerce franco-sarroise, indiqua, enfin, le point de vue de l'orga-

nisme qu'il dirigeait. Il se prononça pour la suppression absolue de la frontière Sud et l'unification des taxes fiscales intérieures française et sarroise. Il réclama l'assimilation complète des produits sarrois aux produits français par les puissances étrangères et, en particulier, le règlement des difficultés qui avaient surgi à ce sujet avec l'Angleterre et l'Italie. Il signala qu'il serait opportun d'autoriser les firmes sarroises à soumissionner aux adjudications françaises et de modifier la réglementation actuellement en vigueur pour les brevets et marques de fabrique, en particulier au point de vue des films cinématographiques et des lampes électriques. M. DROUARD ajouta qu'il y avait également lieu de régler d'une manière convenable les échanges commerciaux par la frontière Nord et il réclama des facilités d'exportation en Allemagne pour les principaux produits de l'industrie sarroise, aciers, céramique, verrerie et des facilités d'importation en Sarre pour les matières premières et machines ou pièces de rechange destinées à l'industrie. Il mentionna, enfin, pour terminer, la question du trafic frontalier.

Nous nous sommes assez longuement étendus sur cette réunion du 11 mars 1925 car cela nous a permis de connaître les différents courants d'opinion relatifs à la question du statut commercial de la Sarre. Il nous reste maintenant à voir comment on arriva peu à peu à la solution définitive.

L'accord commercial du 11 juillet 1925

La première convention commerciale franco-allemande au sujet de la Sarre fût signée à Paris, le 11 juillet 1925, par M. CHAUMET, Ministre du Commerce, et M. TREDELENBURG, Secrétaire d'Etat, Chef de la Délégation allemande. Elle devait être mise en vigueur pour une période de quatre mois 8 jours après l'échange des ratifications. A cet accord étaient annexées trois listes de produits contingentés profitant d'un régime de faveur pour les échanges germano-sarrois.

La répartition des contingents indiqués sur les différentes listes devait se faire par les soins de la Commission de Gouvernement qui avait tout d'abord à soumettre un plan de partage aux intéressés, ces derniers ayant à faire connaître leurs observations dans un délai maximum de huit jours.

Toute réclamation ayant pour but soit d'obtenir un contingent refusé, soit de faire exclure un tiers du partage devait être transmise à un Comité de trois membres composé du Président du Tribunal Régional de Sarrebruck, d'un délégué de la Commission de Gouvernement et d'une personne choisie par cette dernière sur une liste de trois noms. Si les Mines Domaniales étaient intéressées à la répartition, elles pouvaient faire adjoindre au comité un représentant de leurs intérêts. Le Comité statuait à la majorité des voix dans les dix jours. Le plan de répartition était à communiquer aux Gouvernements Français et Allemand. Il ne pouvait être modifié pendant la période pour la durée de laquelle il avait été établi. Les fractions de contingents non utilisées étaient annulées. Toute cession était interdite.

La liste A concernait l'importation des marchandises allemandes dans la Sarre. Elle comprenait soixante-dix positions. Les produits qui y étaient repris jouissaient du tarif minimum en règle générale et exceptionnellement de la franchise. Pour chaque poste de la liste était prévu un contingent annuel. Les principales marchandises reprises à cette liste étaient quelques produits chimiques, le papier, le bois, les instruments de musique, les jouets et certaines catégories de bétail.

La liste B était relative aux exportations sarroises vers le Reich et comptait quatre-vingt-huit positions parmi lesquelles nous relevons les produits métallurgiques avec un contingent annuel de 636.000 tonnes, sans y comprendre les demi-produits et les tuyaux; la céramique, les verres, les cuirs, le matériel électrique et la bière. Toutes les marchandises de cette liste

jouissaient de la franchise complète dans la limite des contingents annuels prévus.

La liste C était de nature spéciale et s'appliquait aux machines et pièces de rechange nécessaires à l'industrie locale. Elle comptait quarante-trois positions et les produits qui y étaient repris jouissaient suivant les cas de la franchise, du tarif minimum diminué de 30 % ou du tarif minimum ordinaire. Il n'était pas prévu de contingents. L'article 5 de la convention s'exprimait de la façon suivante au sujet des produits de la liste C :

a) « Les importateurs devront présenter à l'appui de leur déclaration de mise à la consommation une autorisation d'importation spéciale, laquelle ne pourra être délivrée qu'à des établissements industriels ou agricoles, à des laboratoires industriels ou autres, à des services publics ou à des petits artisans établis en Sarre au 10 janvier 1925 depuis au moins deux ans et pour leur usage propre.

b) Les machines, mécaniques et appareils, devront être destinés à entrer dans un groupe ou dans un ensemble de machines, mécaniques ou appareils d'origine allemande du type identique, abstraction faite cependant des détails accessoires de la construction étant entendu qu'il devra être établi au préalable, que l'emploi de machines, mécaniques ou appareils de fabrication sarroise ou française porterait atteinte à la bonne marche de l'entreprise ou à la sécurité de la main-d'œuvre.

« Il ne pourra être accordé d'autorisations pour des machines, mécaniques ou appareils qui ne seraient pas destinés à entrer dans les groupes ou ensembles ci-dessus mentionnés que si leur importation apparaît comme essentiellement nécessaire au maintien de l'activité de l'employeur.

« En outre, les bénéficiaires des autorisations d'importation devront prendre l'engagement de conserver dans leur entre-

prise, à moins d'autorisation spéciale, les machines mécaniques et appareils importés pendant au moins deux ans à compter de l'introduction, faute de quoi les droits normaux majorés de l'intérêt légal de retard deviendraient immédiatement exigibles. »

Cet article contenait d'autres dispositions que nous résumons plus loin et que nous estimons inutile de reproduire intégralement. Nous avons cependant tenu à donner le texte même des passages les plus importants car il s'agit là d'une véritable innovation en matière douanière. L'introduction de certains produits en franchise est subordonnée à des conditions de destination et d'emploi dont le bénéficiaire doit faire la preuve.

Il est du reste prévu un contrôle de ces importations. Tout d'abord, les bénéficiaires doivent se plier à la vérification sur place par des agents des Douanes des conditions énumérées ci-dessus et, en outre, au cas où le directeur des Douanes de Sarrebruck trouverait les justifications fournies insuffisantes, il devrait soumettre le cas à une commission de quatre experts désignés de la façon suivante : l'un par l'importateur, le second par le président du Tribunal Régional de Sarrebruck, le troisième par le Directeur des Douanes de Sarrebruck, le quatrième par le Ministre Français du Commerce. Ce dernier exerce de droit les fonctions de Président. Les décisions sont prises à la majorité et consignées par écrit et motivées.

Il est enfin prévu dans le même article 5 de l'accord que la France autorisera l'exportation temporaire et le retour en franchise des machines et appareils d'origine allemande dont la réparation en Allemagne apparaîtrait nécessaire.

L'article 7 indique enfin que les contractants s'engagent à ne pas faire obstacle par l'application de lois et règlements, en particulier au point de vue des prohibitions, au régime spécial des échanges entre la Sarre et l'Allemagne tel qu'il résulte de la présente convention.

Le protocole de signature joint au présent arrangement comporte deux clauses très importantes :

1° Les Gouvernements français et allemand sont d'accord pour ne procéder à l'échange des instruments de ratification qu'après qu'ils auront constaté par un échange de lettres qu'une entente entre les industries métallurgiques de la France et du Territoire de la Sarre est intervenue dans des conditions auxquelles ils peuvent donner leur commun agrément.

De plus, le Gouvernement allemand s'engage pendant la durée de l'accord à ne pas élever les droits de douane sur les produits métallurgiques, ni à les frapper de prohibition d'entrée;

2° Les avantages consentis à la Sarre ne pourront s'étendre à un autre Etat qui se baserait pour les réclamer sur la clause de la nation la plus favorisée. Au cas où un Etat tiers protesterait sur ce point, des négociations entre la France et l'Allemagne seraient ouvertes pour trancher le point litigieux.

La première de ces clauses empêcha l'accord du 11 juillet d'être jamais mis en vigueur car la convention préalable entre métallurgistes ne pût être établie à cette époque. Nous verrons pour quelles raisons dans un chapitre consacré spécialement au régime des produits métallurgiques. Les ratifications nécessaires furent obtenues successivement du Parlement français et du Reichstag, mais elles ne furent d'aucun effet.

Ceci est un témoignage de plus de la particularité et de la complexité des questions relatives au Territoire de la Sarre : il est assez rare, en effet, de voir une convention officiellement établie et signée par les plénipotentiaires de deux grandes nations, ratifiée par les assemblées législatives de ces nations dont la mise en vigueur est subordonnée à la signature d'un accord privé.

D'un autre côté, la deuxième réserve prouve que le régime

appliqué à la Sarre a un caractère spécial et fait exception aux règles habituelles du droit commun, en matière de traité de commerce, puisqu'il fait dérogation à la clause générale de la nation la plus favorisée.

VI. Les accords commerciaux des 5 août et 6 novembre 1926 et du 31 mars 1927

L'accord commercial du 11 juillet 1925 n'ayant jamais pu être mis en vigueur à cause de l'intransigeance des métallurgistes allemands, il fallût attendre plus d'un an avant de pouvoir doter la Sarre d'un statut commercial qui devait malheureusement être beaucoup moins complet que celui qui avait été tout d'abord établi. La convention d'août 1926 n'était qu'une ébauche sommaire du régime commercial dont le Territoire de la Sarre avait besoin.

Cet accord fut signé à Paris par M. BOKANOWSKI, alors ministre du Commerce, et M. POSSE, Directeur Ministériel. Il devait entrer en vigueur sitôt après sa ratification par les pouvoirs législatifs français et allemand et avoir une durée de six mois. Il comprenait tout d'abord une liste A pour les importations allemandes en Sarre comptaient cinquante et une positions du tarif douanier français pour lesquelles l'Allemagne bénéficiait de la franchise ou du tarif minimum dans la limite de contingents fixés pour une période de six mois. Les principales marchandises reprises à cette liste étaient les bois, certains produits chimiques et les jouets.

En compensation de ces avantages, la Sarre pouvait exporter en franchise (sauf le tabac qui ne bénéficiait que d'une réduction des droits) dans le Reich, 29 marchandises indiquées sur

une liste B et faisant l'objet de contingents. Il n'était plus question de produits métallurgiques auxquels le traité ne faisait pas allusion.

Enfin, la liste C de l'accord du 11 juillet 1925, concernant les machines et appareils destinés à l'industrie sarroise disparaissait complètement. C'était la contre-partie de la suppression de la franchise pour les produits métallurgiques. Devant l'intransigeance des Maîtres de Forge allemands, le Gouvernement français se voyait obligé de refuser toute concession aux produits de l'industrie mécanique allemande. Cela donne une preuve de plus de l'importance de la question métallurgique quand on parle de la Sarre : faute d'accord entre les industries sidérurgiques, toute l'économie sarroise devait attendre deux ans son régime commercial définitif. Le Reich, pour sa part, avait bien pu pallier à ces inconvénients en instituant le moratoire des droits de douane, mais la France possédait heureusement une arme efficace en main grâce à la possibilité de frapper les marchandises allemandes des droits du tarif général.

Dans le protocole de signature qui était annexé à l'accord, il était spécifié que la France ne pourrait admettre de voir le Reich accorder définitivement aux produits sarrois un régime de faveur qui serait refusé aux marchandises françaises. Elle acceptait, toutefois, des mesures d'exception provisoires. En un mot, elle reconnaissait le régime de la « Stundung », à la condition qu'il gardât son caractère temporaire. Enfin il était indiqué comme pour l'accord de 1925 qu'aucun pays tiers ne pouvait réclamer pour lui les avantages consentis à la Sarre.

L'accord du 6 novembre 1926

Comme nous l'avons vu, l'accord d'août 1926 était essentiellement incomplet. Peu de temps après sa mise en vigueur, les métallurgistes des différents pays producteurs d'acier se mirent d'accord sur plusieurs conventions dont nous parlerons en

détail dans le chapitre spécial que nous consacrerons à ces questions et signèrent le contrat de l'Entente Internationale de l'Acier, qui entra en vigueur le 1^{er} octobre 1926. Cette dernière groupait les industries sidérurgiques de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de la Sarre.

La question des produits métallurgiques se trouvant donc réglée grâce à des conventions privées, il devenait possible d'établir un nouvel accord commercial pour la Sarre qui se rapprocherait de celui du 11 juillet 1925. Des négociations furent ouvertes à Berlin entre deux délégations conduites respectivement par M. SERRUYS et M. POSSE, et aboutirent à la signature de l'accord commercial franco-allemand du 6 novembre 1926.

Ce dernier doit être considéré comme le complément de l'accord du 5 août 1926 résultant de la signature des conventions entre métallurgistes. Cependant l'ensemble des deux accords de 1926 ne donnait pas encore à la Sarre un statut aussi complet que l'accord mort-né de 1925.

La nouvelle convention devait être valable jusqu'au 31 mars 1927, mais il était prévu dans le protocole de signature que les Hautes Parties Contractantes convenaient de reprendre des pourparlers le 1^{er} mars 1927 de manière à pouvoir parfaire les textes existants dans le cas où un Traité de Commerce franco-allemand pourrait être mis en vigueur le 1^{er} avril 1927.

Les innovations introduites portaient essentiellement sur le régime des exportations métallurgiques sarroises et celui des machines et appareils allemands importés dans la Sarre pour les besoins de l'industrie. On profita cependant de ces pourparlers pour combler quelques lacunes de la liste A de l'accord du 5 août et on établit une nouvelle liste de huit positions portant sur les bois et les couteaux.

Pour l'exportation des produits sidérurgiques, on dressa

trois listes : la liste B 1 relative aux produits dits syndiqués, c'est-à-dire à ceux dont la vente en Allemagne est assurée par des comptoirs; la liste B 2 concernant les produits non syndiqués de la grosse métallurgie et, enfin, la liste B 3 ayant trait aux produits de l'industrie métallurgique de transformation. Nous aurons l'occasion d'examiner plus loin la composition détaillée de ces listes.

Pour l'importation des machines allemandes en Sarre, on établit deux listes : C 1 et C 2. Les conditions d'admission des marchandises reprises à la première étaient sensiblement les mêmes que pour celles de la liste C de l'accord du 11 juillet 1925; on avait, toutefois, supprimé pour l'importateur la nécessité de prouver qu'il ne pouvait trouver en France ou en Sarre de matériel équivalent. Il devait remplacer cette preuve négative par la preuve positive que le matériel demandé était indispensable à la marche de son industrie. La liste C 1 comptait trente-deux positions bénéficiant du tarif minimum ou du tarif minimum diminué de 30 %, sans indication de contingents. La liste C 2 comprenait vingt-trois positions jouissant du tarif minimum, mais pour la plupart dans le cadre de contingents annuels.

La différence qui existait entre les deux listes était la suivante : la première était destinée à satisfaire les besoins de l'industrie locale et les marchandises qui y figuraient devaient entrer dans un ensemble mécanique de machines allemandes du même type, tandis que la deuxième avait pour but de donner satisfaction aux consommateurs et revendeurs et la clause précédente n'était pas appliquée. L'importateur devait seulement s'engager par écrit et sous serment à ne revendre les machines importées, sauf autorisation du Directeur des Douanes, qu'à des personnes établies dans le Territoire de la Sarre, faute de quoi il devrait acquitter les droits du tarif géné-

ral. Pour éviter les fraudes, les acheteurs devaient remettre au vendeur l'engagement écrit de conserver les dites marchandises dans leurs ateliers pendant au moins deux ans, sous peine de payer les droits du tarif général. En somme la liste C 2 se rapportait à des machines moins importantes que la liste C 1 et destinées en principe plutôt au commerce qu'à l'industrie. On avait pu, en conséquence, lui appliquer un régime moins rigoureux.

La répartition des contingents des listes B 1 et B 2 était faite directement par la Commission de Gouvernement. Pour les autres, elle avait lieu d'après la méthode mise en vigueur par l'accord du 11 juillet 1925.

L'accord du 6 novembre 1926 marque une date importante dans l'histoire de l'économie sarroise car il règle le sort de son industrie principale, la métallurgie. A partir de ce moment, le système de la « Stundung » disparaît pour de nombreux produits. C'est un grand pas de fait dans la voie du statut commercial définitif du Bassin.

L'accord complémentaire du 31 mars 1927

Comme cela avait été prévu dans le protocole de signature de l'accord du 6 novembre, les négociations destinées à compléter le statut commercial de la Sarre furent reprises à Paris au début de mars 1927 et aboutirent à la signature de l'accord complémentaire du 31 mars 1927 qui n'était qu'un corollaire des deux précédents. Il était conclu pour une durée de trois mois jusqu'au 30 juin et devait entrer en vigueur après sa ratification par les Chambres françaises et le Reichstag. Il comprenait quatre listes : la liste A s'appliquait, cette fois, aux exportations de produits sarrois en Allemagne et ne comprenait que deux positions (vins) qui jouissaient du traitement de la nation la plus favorisée dans le cadre de contingents fixés pour la durée de l'accord.

La liste B concernait les importations allemandes en Sarre et prévoyait le tarif minimum intégral ou diminué dans une certaine proportion pour soixante-cinq articles (bois de mine, produits chimiques, matériel électrique, pièces de machine, etc.) également contingentés.

La liste C avait un caractère très particulier : pour faciliter à l'industrie sarroise l'accomplissement d'importants travaux neufs pour lesquels elle avait besoin de matériel allemand, les négociateurs avaient décidé d'énumérer dans cette liste les machines et appareils en question et de leur accorder le tarif minimum. Le contingent d'importation se rapportait à un nombre de pièces déterminé et destinées à des bénéficiaires nommément indiqués dans le texte de l'accord : forges de Dilling, de Burbach, de Neunkirchen; Société des tramways de Sarrebruck et Usine à gaz de Sarrebruck. Le matériel importé se composait surtout d'appareillage électrique.

Enfin, une liste D apportait quelques modifications aux listes des accords des 5 août et 6 novembre 1926.

Il était prévu au protocole de signature que les importations de vins devraient être accompagnées de certificats de contingentement spéciaux délivrés par le Ministère de l'Agriculture.

**VII. La mise en vigueur du Traité de Commerce franco-allemand
du 17 août 1927 et l'accord commercial sarrois
du 23 février 1928**

Tous les accords commerciaux concernant la Sarre venaient à expiration le 30 juin 1927. On avait espéré que le Traité de Commerce franco-allemand aurait pu être conclu pour cette date et qu'il serait, en conséquence, possible de compléter les conventions relatives à la Sarre. Il n'en fût malheureusement pas ainsi et l'échéance arriva sans qu'aucune solution fût trou-

vée si bien qu'à partir du 1^{er} juillet 1927, la Sarre retomba sous le régime du droit commun : elle se trouvait ainsi ramenée à la situation du mois de janvier 1925 alors que la frontière Nord venait d'être fermée.

Cette situation ne pouvait durer et le 13 juillet 1927, M. BOKA-
NOWSKI et M. POSSE signèrent un arrangement réglant la prolon-
gation des conventions douanières sarroises. Il était stipulé que
tous les accords en vigueur étaient maintenus, mais que si le
31 juillet 1927, le Traité de Commerce franco-allemand n'était
pas conclu ou ratifié, la France pourrait dénoncer toutes les
conventions pour le 31 août 1927. Après cette date, le préavis de
dénonciation était fixé à un mois. Le même droit était reconnu
à l'Allemagne à partir du 1^{er} octobre 1927. Il était de plus indi-
qué dans cet arrangement qu'à partir du 1^{er} septembre 1927,
tous les contingents seraient établis pour un mois sans que les
fractions non utilisées soient reportables sur le mois suivant
sauf pour les produits repris à l'accord du 6 novembre 1926.

Les droits de douane perçus entre le 1^{er} et le 15 juillet furent
restitués. L'Administration des Douanes Françaises avait d'ail-
leurs simplement demandé aux importateurs sarrois de
consigner le montant des taxes exigibles.

Le Traité de Commerce franco-allemand fut signé le 17 août
1927 et entra en vigueur le 6 septembre. Il se trouvait régler le
régime des échanges germano-sarrois pour un certain nombre
de produits et apporter des modifications aux conventions sar-
roises. Certaines étaient avantageuses pour le Bassin tandis que
d'autres lui étaient par contre nettement défavorables. En par-
ticulier, pour les produits repris à la liste B du Traité il se pro-
duisait une assez sensible élévation des droits de douane du
fait qu'ils étaient soumis aux taxes du nouveau tarif français.
Il y avait donc lieu maintenant que les échanges commerciaux
franco-allemands aient fait l'objet d'un règlement contrac-

tuel, de reprendre des négociations pour aménager le statut commercial définitif du Territoire de la Sarre.

Les premiers pourparlers s'ouvrirent à Paris au début d'octobre 1927, sous la direction de MM. SERRUYS et WEYMANN, Directeur des Douanes allemandes, mais ils furent interrompus à plusieurs reprises et n'aboutirent finalement que le 23 février à la signature d'un nouvel accord commercial franco-allemand au sujet de la Sarre, qui annulait et remplaçait toutes les conventions précédentes. Il forme aujourd'hui la base des relations commerciales de la Sarre avec le Reich et il importe de l'étudier en détail.

a) *Importation des produits allemands en Sarre* : Ces produits font l'objet de deux listes A et A 1 et jouissent suivant les cas de la franchise, du tarif minimum ou du tarif minimum diminué dans une certaine proportion, dans le cadre de contingents annuels. La liste A compte 145 positions du tarif douanier français parmi lesquelles nous relevons les bois, le bétail, les pierres, la fonte hématite et les ferro-alliages, certains produits chimiques, les briques réfractaires, les chaussures, les montres, les poêles, les meubles, les jouets, etc. La liste A 1 n'a que quinze positions parmi lesquelles les papiers, les isolateurs électriques, les roulements à billes, etc.

La différence entre les deux listes est la suivante : tandis que la première concerne les marchandises destinées à la consommation sarroise, la deuxième s'applique à celles qui entrent dans des fabrications destinées à être exportées en Allemagne ou ailleurs. Pour ces dernières, une déclaration est nécessaire car elles bénéficient, en somme, d'un régime d'admission temporaire sans caution. Elles ne peuvent être introduites que par des industriels ou artisans établis en Sarre depuis au moins deux ans. La réexportation doit avoir lieu dans un temps déterminé.

b) *Exportation de produits sarrois en Allemagne* : Nous nous trouvons en présence de quatre listes. La liste B se rapporte aux produits non métallurgiques et comprend : 130 positions jouissant en majeure partie de la franchise parmi lesquels : le tabac, les déchets de cuivre et de zinc, les ouvrages en bois, les meubles, le carton et le papier, les briques, les carreaux de faïence, la porcelaine, les verres et cristaux, les chaudières, appareils électriques, bicyclettes et motocyclettes. Un contingent annuel est fixé pour chaque position.

Les listes B 1, B 2 et B 3 ont trait aux produits métallurgiques qui jouissent tous de la franchise dans le cadre de très vastes contingents. Comme dans l'accord du 6 novembre 1926, la liste B 1 se rapporte aux produits syndiqués et la liste B 2 aux produits non syndiqués. La liste B 3 comprend les fabrications de l'industrie de transformation : tôles étamées ou ondulées, boulons, ferrures, essieux, ressorts, etc.

c) *Importation en Sarre de produits allemands (listes C)* : L'accord comporte deux listes C 1 et C 2 établies suivant les mêmes principes que pour l'accord du 6 novembre 1926. Les marchandises qui y sont reprises bénéficient du tarif minimum ou d'un tarif minimum réduit et sont contingentées. Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer à plusieurs reprises le genre de marchandises faisant l'objet de ces listes.

d) *Répartition et contrôle des contingents* : Pour les listes B 1 et B 2, la Commission de gouvernement procède elle-même aux répartitions. Pour les autres listes, le partage se fait sous sa Direction. Le comité de quatre membres, dont nous avons déjà parlé à propos de l'accord du 11 juillet 1925, continue à fonctionner. Il ne faut pas le confondre avec la Commission de trois membres qui est uniquement chargée de trancher les réclamations formulées au sujet des contingents et est composée du Président du Tribunal de Sarrebruck et de deux magistrats

étrangers désignés par la France, d'une part, et l'Allemagne, de l'autre, et remplace le comité prévu au début de l'accord du 11 juillet 1925. Cette commission décide à la majorité, dans un délai de quinze jours, à partir du moment où elle est saisie.

La répartition des contingents doit toujours être terminée six semaines avant l'époque où ceux-ci commencent à courir. Toute modification en cours de période est interdite. Au bout de quatre mois, la Commission de Gouvernement est autorisée à procéder à un nouveau partage des contingents non attribués.

Afin de pouvoir opérer un contrôle sur les mouvements des marchandises contingentées, il est prescrit que toute expédition de Sarre vers l'Allemagne doit être accompagnée d'un certificat émanant du Délégué du Reichswirtschaftsministerium tandis que tout envoi allemand en Sarre fera l'objet d'un bulletin de contingentement délivré par le Directeur des Douanes à Sarrebruck.

L'exportation temporaire avec retour en franchise des machines et appareils d'origine allemande qui doivent être réparées en Allemagne est autorisé.

Les contingents sont prévus pour une durée de un an à compter du 1^{er} janvier et divisés en deux périodes de six mois. Les quantités non employées au cours du premier semestre sont reportables de droit sur le deuxième, mais les contingents annuels ne sont pas reportables (Art. IX).

e) *Dispositions générales* : L'article X prévoit des dispositions spéciales plus larges pour le trafic frontalier. L'article XI stipule que chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à ne pas faire obstacle aux dispositions de l'arrangement par des lois ou décrets, notamment pour ce qui est des prohibitions. L'article XII rappelle que le présent accord annule ceux des 5 août et 6 novembre 1926 et du 31 mars 1927 auxquels ils se substitue.

La convention conclue jusqu'au 1^{er} avril 1929 pouvait être dénoncée à partir de cette date pour le 30 juin. Passée cette époque, elle peut l'être par les deux parties à chaque instant avec un préavis de trois mois pour prendre fin à l'expiration d'un semestre. Cependant, si les conditions spéciales qui ont amené l'accord des parties sur les articles IV et V viennent à disparaître, chacune a le droit de dénoncer les dits articles avec préavis de deux mois. Cette dénonciation entraînera la suppression totale des listes B 1 et B 2, des listes B 3, C 1 et C 2, sauf pour les positions reprises sur une liste X et comprenant vingt-neuf marchandises de C 1 et vingt-trois produits de C 2 et, enfin, des positions de la liste A énumérées à la liste Y. Autrement dit, les négociateurs ont prévu le cas de la dénonciation des conventions métallurgiques privées et voulu éviter qu'elles n'amènent la suppression complète de l'accord. Leur disparition aurait surtout comme contre-partie le retrait de l'importation en Sarre à des conditions spéciales des machines et appareils allemands destinés à l'industrie locale. On aperçoit là encore une fois le même principe directeur compensant les exportations de produits métallurgiques sarrois en Allemagne par des importations de mécanique allemande en Sarre. Si le cas prévu se produisait, des négociations s'ouvriraient de suite pour examiner les répercussions du nouvel état de choses sur l'accord en général.

g) *Protocole de signature* : Il est prévu au protocole de signature que si un petit producteur demande à bénéficier d'un contingent sur les listes B 1 ou B 2 qui sont en principe réservées aux grandes Forges, la Commission de Gouvernement le lui accordera et le déduira de la part d'un des principaux bénéficiaires.

Enfin, on retrouve la clause habituelle disant qu'aucun Etat tiers ne peut réclamer le bénéfice des avantages accordés au Territoire de la Sarre. S'il en était autrement, des négociations

seraient ouvertes et l'avantage contesté ne resterait en vigueur que 45 jours après la date de la réclamation.

Comme on le voit, la Sarre est dotée depuis la signature de cet accord d'un statut commercial très complet qui a même donné une satisfaction presque absolue aux Allemands. Ceux-ci ont, en effet, déclaré que, sauf sur certains points, comme, par exemple, l'exportation des cuirs, ils estimaient que la présente convention était avantageuse dans son ensemble. Il est bien évident que la Sarre jouit actuellement d'un régime commercial extrêmement favorable puisqu'elle peut exporter librement en franchise la plus grande partie de ses produits et qu'elle reçoit d'Allemagne à des conditions très avantageuses toutes les marchandises dont elle a besoin. En effet, en dehors de l'accord du 23 février 1928, elle profite également du Traité de Commerce franco-allemand du 17 août 1927 qui prévoit qu'à partir du 15 décembre 1928, toutes les marchandises allemandes entreront en France en acquittant seulement les droits de notre tarif minimum. Liberté presque complète du côté de l'Allemagne, d'une part, union douanière avec la France de l'autre, c'est là vraiment une situation privilégiée.

Coup d'œil d'Ensemble sur la Situation douanière de la Sarre du 10 Janvier 1925 à l'heure actuelle

Avant de passer à l'examen d'autres questions et pour donner un résumé de tout ce que nous venons d'exposer sur les modifications successives du statut douanier de la Sarre depuis le 10 janvier 1925, nous croyons intéressant de retracer en quelques lignes les principaux changements intervenus :

I. Du 10 janvier 1925 au 5 août 1926, régime institué par le Traité de Versailles, c'est-à-dire application dans un sens et dans l'autre, à la frontière Nord, des droits des tarifs généraux. Toutefois, pour l'exportation des produits sarrois, l'Allemagne institue le régime de la « Stundung » ou du moratoire *sine die* des droits de douane. L'accord commercial du 11 juillet 1925 bien que ratifié ne peut être mis en vigueur par suite de l'échec des pourparlers métallurgiques privés.

II. Du 5 août au 6 novembre 1926, avantages douaniers pour certaines marchandises à l'exclusion des produits métallurgiques sarrois et de la mécanique allemande.

III. Du 6 novembre 1926 au 23 février 1928 le régime de faveur est étendu aux produits ci-dessus à la suite de la fondation de l'Entente Internationale de l'Acier.

IV. A partir du 23 février 1928, régime actuellement en vigueur comportant des avantages douaniers considérables pour la Sarre.

VIII. La métallurgie de la Sarre et son importance pour le commerce extérieur du pays

Dans l'étude des échanges commerciaux de la Sarre avec la France et avec l'Allemagne il est indispensable de faire une place spéciale aux produits métallurgiques. En effet, ils représentent non seulement une fraction considérable des exportations de la Sarre, mais ils sont avec la houille le produit fondamental, l'industrie de base du Bassin. Il faut ajouter à cela que la métallurgie européenne a su, depuis plusieurs années, s'organiser fortement sous l'égide de l'Entente Internationale de l'Acier et que les échanges de produits métallurgiques entre la France, la Sarre, l'Allemagne et le Luxembourg, en particulier, font l'objet de plusieurs conventions privées qui sont autant de corollaires du Pacte de l'Acier. Il résulte de tout ceci que les questions douanières touchant ces produits sont moins affaires de Gouvernements qu'objet de négociations privées. On en a eu une preuve bien nette à propos du premier accord commercial franco-sarrois du 11 juillet 1925 qui, ratifié par le Parlement français et le Reichstag ne fût jamais mis en vigueur parce que les Maîtres de Forge Allemands refusèrent d'accepter les propositions de leurs collègues français et que la convention métallurgique privée dont l'accord commercial devait dépendre, ne vit le jour à ce moment.

Pour pouvoir bien comprendre la situation des Forges Sarroises au point de vue de la vente de leurs produits sur les différents marchés et l'importance que présente pour la Sarre cette question sidérurgique, il est indispensable de donner auparavant quelques précisions sur leurs conditions de vie et de travail.

L'industrie métallurgique sarroise compte présentement cinq grandes Forges productrices de coke, de fonte et d'acier et quelques usines travaillant des demi-produits d'acier. Les cinq

grandes Forges sont par ordre d'importance de production :

Les Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (A.R.B.E.D.);

Division de Burbach qui possède 8 hauts fourneaux et occupe 6.700 ouvriers;

Neunkircher Eisenwerk, autrefois Gebrüder Stumm, avec 6 hauts fourneaux et 6.000 ouvriers;

Roechlings'che Eisen-u. Stahlwerke, à Volklingen, avec 7 hauts fourneaux et 7.000 ouvriers;

Forges et Aciéries de Dillingen, avec 4 hauts fourneaux et 6,200 ouvriers;

Halbergerhütte, à Brebach, avec 6 hauts fourneaux et 4.800 ouvriers.

Les quatre premières fabriquent de l'acier qu'elles laminent, tandis que la dernière coule des tuyaux en fonte. L'ensemble représente 31 hauts fourneaux et 31.000 ouvriers.

Parmi les usines travaillant l'acier en demi-produits, on trouve :

La fabrique de tôles d'Hostenbach, dépendant de l'A.R.B.E.D.;

La fabrique de tubes sans soudure de Bous qui appartient à la Société des Aciéries et Usines à Tubes de la Sarre et dispose également d'une aciérie Martin, à Burbach;

La fabrique de tubes de Homburg qui a une communauté d'intérêts avec Neunkirchen;

L'usine de Saint-Ingbert qui possède des laminoirs et appartient au groupe franco-luxembourgeois de l'H.A.D.I.R. (Hauts Fourneaux et Aciéries de Differdange-Saint-Ingbert et Rumlange);

Les Aciéries Sarroises, autrefois Dingler Karcher qui font des moulages d'acier;

Les Aciéries électriques de Voelklingen qui appartiennent à la famille Roechling et fabriquent des aciers spéciaux.

Ce deuxième groupe d'usines occupe un total de 10.000 ouvriers, il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner l'histoire de ces différentes entreprises que les événements politiques ont amenés à changer de mains à plusieurs reprises depuis la fin de la guerre. Nous nous bornerons donc à rappeler que, toutes, sauf les Etablissements Roechling, de Volklingen, ont eu à une certaine époque et ont encore pour la plupart des participations françaises. Nous les classerons en trois groupes d'après leur situation actuelle :

A) *Société à majorité non-allemande :*

Forges et Aciéries de Dilling;
A.R.B.E.D. Burbach et Hostenbach;
Halbergerhütte, Brebach;
Usines à tubes de Bous et Gussthalwerk de Burbach;
Laminoirs de Saint-Ingbert.

B) *Société à majorité allemande :*

Neunkircher Eisenwerk;
Humburger Eisenwerk.

C) *Société complètement allemandes :*

Roechling'sche Eisen-u. Stanlwerke, à Voelklingen;
Edelstahlwerk Roechling;
Aciéries Sarroises Dingler Karcher, à Sarrebruck.

L'origine et le développement des Forges Sarroises. — Si la métallurgie sarroise est aujourd'hui située sur le charbon, il ne faut pas oublier que la création de cette industrie est due avant tout à l'existence, dans la Sarre, d'un gisement de minerai de fer peu important et épuisé depuis longtemps. La mise en exploitation des houillères sarroises est bien postérieure à la fondation des premières Forges et l'industrie sidérurgique de ce pays a changé de caractère au cours des siècles : bâtie sur le minerai, elle s'est développée plus tard malgré l'épuisement

du gisement, par suite de la mise en exploitation des mines de charbon. On peut, en conséquence, distinguer, quant à leur origine, deux groupes d'usines : les Forges de Dilling, Neunkirchen et Halberg, créées à la fin du dix-septième siècle pour profiter du minerai de fer local et celles de Burbach et de Voelklingen édifiées dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, pour utiliser le charbon sarrois.

A l'heure actuelle, les Forges Sarroises se trouvent toutes dans la même situation : elles emploient le coke fabriqué avec le charbon sarrois et reçoivent leur minerai de fer de Lorraine. La plus grande partie de leur production se compose d'acier Thomas (plus de 75 %), c'est-à-dire d'acier fabriqué avec la minette phosphoreuse du Bassin de Briey. Cette double source de matières premières a une première conséquence très grave pour les Forges Sarroises; elle les oblige à produire cher, à avoir des prix de revient élevés : en effet, d'une part, le charbon sarrois très riche en matières volatiles n'est pas à proprement parler un charbon à coke et son rendement en tonnage à la cokéfaction est mauvais; de plus, le coke qu'on en retire est friable et peu résistant. Il en résulte qu'il ne peut être utilisé que dans des hauts fourneaux de faible capacité, d'où augmentation relative de la main-d'œuvre et des frais de fabrication. D'autre part, du côté du minerai, nous trouvons un autre facteur défavorable : le transport. Les forges bâties sur le minerai sont certainement avantagées par rapport à celles qui sont construites sur le charbon car, pour une tonne de fonte qu'elles fabriquent, elles ne transportent que 1,2 tonne de coke, tandis que les autres doivent faire venir de loin 3,5 tonnes de minette. Pour les usines sarroises, à l'heure actuelle, le transport du minerai double le prix départ mine. Donc, pour ces deux premières causes déjà, les usines sarroises ont de hauts prix de revient. Il faut ajouter à cela que les salaires des ouvriers métallurgistes sarrois sont de 30 % plus élevés que ceux de leurs collè-

gues de Lorraine et, qu'enfin, le matériel des Forges Sarroises est, en général, beaucoup moins moderne que celui des usines des bassins voisins.

Désavantagée, par rapport à ses concurrentes lorraine et westphalienne, du côté des prix de revient, la métallurgie de la Sarre l'est également de celui des prix de vente à l'exportation; ses produits doivent être embarqués à Anvers ou à Dunkerque et, comme, ils ne peuvent gagner ces ports par la voie d'eau, ils ont à supporter toute la différence de transport résultant de leur plus grand éloignement de la mer. Du fait que les cotations à l'exportation se font franco port d'embarquement, tout le désavantage de transport est à la charge du producteur. Donc, tant que la situation actuelle subsitera, c'est-à-dire aussi longtemps que l'on n'aura pas rapproché artificiellement les Forges Sarroises de la mer en leur accordant des tarifs de transport encore plus réduits que ceux dont elles bénéficient actuellement, celles-ci seront obligées de rechercher le placement de la plupart de leurs produits sur les marchés voisins : la France et l'Allemagne. Il existe bien un marché intérieur proprement sarrois, mais vu l'exiguïté du Territoire du Bassin, il est incapable d'absorber actuellement plus de 10 % de la production sidérurgique.

Avant la guerre, les deux débouchés essentiels des produits métallurgiques sarrois étaient l'Allemagne du Sud et l'Alsace-Lorraine. La répartition des expéditions était alors la suivante :

Allemagne sauf Alsace-Lorraine	Sarre	Alsace-Lorraine	Export
1.114.848 t.	81.571	56.892	273.191

pour l'année 1913, soit en pourcentage :

Allemagne sauf Alsace-Lorraine	Sarre	Alsace-Lorraine	Export
73%	5%	4%	18%

On voit donc que les Forges Sarroises étaient forcées de vendre près de 80 % de leur production sur le marché intérieur voisin. Si l'ouverture d'un débouché vers la France, en 1919, était favorable aux Forges Sarroises, la fermeture de la frontière Nord, en 1925, présentait, par contre, une sérieuse menace pour leur prospérité.

Il est important de rappeler, d'autre part, que jusqu'en 1919, les Forges Sarroises possédaient d'étroites liaisons avec les Forges Lorraines : La Société Roechling avait construit la Carls-hütte, à Thionville, qui a été reprise par la Société Lorraine Minière et Métallurgique, tandis que le Neunkircher Eisenwerk possédait l'usine d'Uckange qui appartient maintenant à la Société des Forges de Nord et Lorraine et que l'usine de Dilling travaillait en étroite liaison avec celle de Redange.

Ces relations, entre usines, n'étaient pas seulement d'ordre financier, mais également d'ordre technique, les hauts fourneaux lorrains livrant aux Aciéries Sarroises la fonte qu'elles ne pouvaient pas fabriquer elle-même en quantité suffisante. Ce point était important à mentionner pour montrer que les modifications territoriales qui ont suivi la guerre ont eu une influence directe sur la situation technique de la métallurgie sarroise et que celle-ci se trouvait à l'armistice complètement désorganisée à tous points de vue.

Il reste, enfin, dans ce domaine un dernier point à signaler : l'usine de Dilling s'était spécialisée longtemps avant la guerre dans la fabrication des tôles de très forte épaisseur pour cuirasses de navire. Elle était la seule usine allemande avec Krupp, à fabriquer ces produits et en tirait d'importants bénéfices. La disparition presque complète de la marine de guerre allemande après la guerre et l'abandon par tous les pays de la construction des gros cuirassés ayant porté un coup fatal à ces produits, il a fallu que Dilling cherche à transformer ses installations et

adopte de nouvelles fabrications. Elle se trouvait particulièrement désorientée en 1919.

Nous constatons donc qu'après l'armistice la sidérurgie sarroise, qui se trouvait déjà dans une situation désavantagée vis-à-vis de ses rivales puisque ses zones de débouchés étaient beaucoup plus réduites, subissait le contre-coup direct de la guerre et voyait ses conditions de production et de vente profondément modifiées.

La situation en 1919 : Comme dans tous les autres pays, mais en Sarre plus qu'ailleurs, les années qui suivirent immédiatement la guerre furent des périodes de production métallurgique très réduite. Le tableau suivant en témoigne :

Années	Production de fonte	Production d'acier	(tonnes)
1913	1.526.000	2.060.000	
1919	631.065	713.060	
1920	609.595	729.050	
1921	917.170	920.052	
1922	1.154.638	1.262.038	

Donc, cinq ans après la fin des hostilités, la production d'acier sarrois n'atteignait que 60 % du tonnage d'avant guerre.

Il était d'autant moins difficile de placer cette production réduite qu'au marché allemand d'autrefois était venu s'ajouter le marché français. Sans parler de l'Alsace et de la Lorraine débouchés naturels des aciers sarrois, les produits des Forges prirent pied rapidement dans presque toute la France et, en particulier, dans le Sud-Est et la région parisienne. Les Usines de Voelklingen, Hostenbach, Bous et Dilling, situées sur la frontière Ouest du Bassin jouissaient même de l'avantage d'être reliées à des gares communes aux réseaux Sarrois et Alsacien-Lorrain et pouvaient profiter ainsi des tarifs spéciaux français pour le transport des produits métallurgiques (P.V. 14/114). Il

résultait de cet état de choses une situation désavantagée injuste pour les autres Forges et on parvint à établir un tarif d'ensemble franco-sarrois commun (P.V. 214) permettant à toutes les usines Sarroises de jouir des mêmes avantages.

La fermeture de la frontière Nord : Le 10 janvier 1925, la frontière Nord du Bassin fut fermée en exécution des dispositions du Traité de Versailles, tandis que le commerce avec la France devenait complètement libre. Comme aucun accord n'était intervenu entre les Gouvernements français et allemand, les produits métallurgiques sarrois se trouvaient soumis à leur entrée en Allemagne, aux droits du tarif général allemand, environ 25 Reichsmark par tonne d'acier, soit 150 francs. Sur un produit qui valait à ce moment environ 600 francs départ usine, cette taxe était presque prohibitive et devait amener pratiquement l'arrêt des exportations sarroises en Allemagne.

S'il en avait été ainsi, comme les Usines Sarroises n'auraient pu arriver à placer assez vite tout leur excédent de production sur le marché français et comme, d'autre part, la grande exportation ne leur était possible que dans de faibles limites, elles auraient été amenées rapidement à réduire leur production et à licencier des ouvriers. Nous avons vu à propos du régime de la « Stundung » que cette situation n'était pas spéciale à l'industrie sidérurgique et pour quelles raisons l'Allemagne avait renoncé à s'en faire un instrument de propagande politique contre le Traité de Versailles. Il faut ajouter aux motifs d'ordre général que nous avons déjà signalés, un facteur particulier à la sidérurgie : les usines transformatrices de l'Allemagne du Sud, clientes naturelles et très anciennes des Forges Sarroises ne tenaient nullement à perdre ces fournisseurs de toujours au moment où se trouvaient également coupées leurs relations avec les Usines Lorraines. Elles craignaient de se voir contraintes de s'approvisionner en Westphalie et de devoir subir sans pouvoir les discuter les conditions dictées par les Forges

de cette région. Un mouvement poussé par les Chambres de Commerce du Wurtemberg, du Duché de Bade et de Bavière et soutenu par la presse s'institua donc en faveur de l'entrée en franchise dans le Reich des produits métallurgiques sarrois. Voilà, certes, une des causes principales de l'institution des « Stundungs » ; la cause prépondérante même sans doute puisque cette faveur fut accordée tout d'abord exclusivement aux produits sidérurgiques.

La situation des Forges Sarroises à cette époque se trouvait donc la suivante : liberté complète de livraison sur le marché français et régime des droits moratoriés *sine die* du côté de l'Allemagne, c'est-à-dire franchise totale, mais accumulation des droits non payés dans un compte et menace d'avoir à les acquitter brusquement un jour sur un simple décret du Ministre des Finances du Reich.

Les premières négociations métallurgiques internationales :

Le changement de régime douanier du 10 janvier 1925 touchait non seulement l'industrie sarroise, mais encore ses concurrentes lorraine et luxembourgeoise. En effet, le Traité de Versailles avait prévu que pendant les cinq années suivant la ratification, l'Alsace, la Lorraine et le Luxembourg, qui faisaient partie autrefois du Zollverein allemand pourraient exporter leurs produits en franchise dans le Reich, afin de leur permettre d'adapter leur économie aux conditions nouvelles : réincorporation à la France pour les provinces recouvrées et union douanière avec la Belgique pour le Grand-Duché de Luxembourg. Comme ces régions sont avant tout des bassins métallurgiques, le marché sidérurgique de l'Europe occidentale se trouvait de ce fait d'autant plus complètement bouleversé que la Lorraine et le Luxembourg expédiaient jusque là une très forte proportion de leur production en Allemagne. De plus, les forges de ces régions faisaient partie jusqu'en 1919 du système douanier allemand possédaient avant l'armistice des liens financiers et tech-

niques très étroits avec les Forges de Westphalie. Pour ne citer que quelques exemples, nous nous bornerons à rappeler que l'usine d'Hagondange avait été créée peu de temps avant la guerre par le groupe Thyssen, que celle de Rombas faisait partie d'un important groupe de Westphalie, que l'usine luxembourgeoise de Belval, reprise par l'Arbed, appartenait à la Société de Gelsenkirchen et que celle de Differdange (Luxembourg), rachetée par le groupe Hadir (Hauts Fourneaux et Aciéries de Differdange-Saint-Ingbert et Rumelange) était auparavant la propriété de la Compagnie Deutsch-Luxemburg. Aux transformations qui avaient suivi immédiatement la paix, venait s'ajouter au bout de cinq ans la privation des débouchés allemands. On conçoit donc, facilement, que les maîtres de Forges de ces différents pays se soient préoccupés d'établir des accords internationaux privés permettant à leurs usines de retrouver partiellement au moins les débouchés perdus.

Il semble à première vue étonnant quand on examine ce vaste problème que les Allemands aient accepté de négocier à ce sujet et qu'ils n'aient pas simplement opposé une fin de non-recevoir aux propositions de leurs collègues français et luxembourgeois, trop heureux de profiter des difficultés dans lesquelles les modifications territoriales consécutives à la guerre avaient placé leurs concurrents. Leur position semblait d'autant plus forte que dès après la fin de la guerre, l'industrie de la Ruhr avait profité de la baisse du mark pour développer considérablement ses installations et que la sidérurgie allemande était parvenue à reconquérir une capacité de production presque égale à celle d'avant guerre qui s'était trouvée diminuée de près de 60 % en 1919. Mais il ne faut pas oublier que, en dehors des considérations politiques qui entraient en jeu pour la Sarre, la sidérurgie allemande se trouvait à cette époque très menacée par la concurrence lorraine et luxembourgeoise sur son propre marché intérieur. En effet, tandis qu'en Allemagne, la

période de réorganisation financière et industrielle consécutive à la stabilisation du mark avait amené une forte hausse des prix de revient, la baisse continue du franc provoquait au contraire une diminution des frais de fabrication calculée en or des Forges françaises, belges et luxembourgeoises. Il résultait de cet état de choses que le marché allemand occidental était envahi par les produits métallurgiques des Forges lorraines et luxembourgeoises et que les Usines de Westphalie avaient du mal à vendre leur production. C'est donc dans le désir de se défendre contre la violente concurrence occidentale qu'il faut chercher la raison déterminante qui a amené les Maîtres de Forges allemands à participer au Pacte de l'Acier.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner en détail l'ensemble des pourparlers métallurgiques. Nous nous bornerons à parler de ceux qui intéressent directement la Sarre. La première difficulté qui se présenta fut l'antagonisme existant entre les intérêts de la Sarre et ceux de la Lorraine. Alors que les Allemands désiraient accorder à la Sarre seule un régime d'exception, le Gouvernement Français avait déclaré dès le début des pourparlers qu'il ne saurait admettre une solution qui avantagerait la Sarre au détriment de la Lorraine. On discuta pendant plusieurs mois sur le compromis qui pourrait intervenir et on envisagea sérieusement la constitution d'une sorte de caisse de compensation qui opérerait une répartition suivant certains pourcentages entre les deux industries des droits de douane ristournés par les Allemands aux Sarrois. Cette question ne pût être tranchée, mais une réunion plénière eut lieu, à Luxembourg, le 16 juin 1925, au cours de laquelle un accord fut réalisé sur la formule suivante (1) : « Les métallurgistes allemands déclarent qu'ils soutiendront la proposition

(1) Article du Bulletin N° 15 de la Chambre de Commerce franco-sarroise, de l'auteur.

suivante à une réunion qui aura lieu à Dusseldorf, le jeudi 18 juin : L'industrie allemande reçoit des usines françaises, sarroises et luxembourgeoises un contingent annuel total de 1.750.000 tonnes de fonte, demi-produits et produits finis. Ce chiffre est établi sur la base d'une production d'acier brut de 100 % de participation totale de la Rohsthalgemeinschaft (Communauté allemande de l'acier brut, groupant presque toutes les aciéries du Reich et réglémentant leur production). Il augmente et diminue dans la même proportion que la participation de la R.S.G. En outre, il était indiqué verbalement que cette convention n'aurait qu'une durée de trois ans, ne pourrait fixer un tonnage annuel d'importation de fonte supérieure à 250.000 tonnes et pourrait être résiliée par chaque partie, en cas de modification unilatérale des droits de douane. Mis à part, le contingent ci-dessus, chaque pays se réservait son marché intérieur.

Dans la répartition entre les trois pays, la Sarre se voyait allouer :

53.000 tonnes de fonte;
53.000 tonnes de demi-produits d'acier;
636.000 tonnes de produits finis d'acier;

soit un total de 742.000 tonnes correspondant au coefficient de 100 % de la Rohsthalgemeinschaft.

Au point de vue des droits de douane, les conditions étaient les suivantes : la Sarre obtenait la franchise complète, la France et le Luxembourg obtenaient une ristourne acquittée par les syndicats métallurgiques allemands et égale à 50 % des droits de douane. De plus, les Sarrois devaient adhérer à la Rohsthalgemeinschaft et verser à une caisse de compensation une partie de leur ristourne au profit des Forges Lorraines. L'accord était subordonné à la signature d'un *modus vivendi* entre la France et l'Allemagne.

Le 11 juillet, était publié le texte de la convention franco-

allemande au sujet de la Sarre. Pour la métallurgie, les Forges Sarroises recevaient le même contingent que par l'accord de Luxembourg, auquel venaient cependant s'ajouter 40.000 tonnes de tuyaux en fonte. Cependant, il n'était fait nulle mention du coefficient de marche de la Rohtahlgemeinschaft, c'est-à-dire que les importations sarroises en Allemagne restaient indépendantes de la situation du marché allemand. Comme, nous l'avons déjà dit, cet accord était subordonné à la conclusion préalable d'une convention privée entre métallurgistes. On avait bon espoir de voir aboutir les négociations en cours, lorsque les Maîtres de Forges de Westphalie firent connaître à leurs collègues sarrois qu'ils opposeraient leur veto à la ratification par le Gouvernement allemand de l'accord du 11 juillet si ces derniers n'acceptaient pas leurs conditions qui étaient les suivantes :

1° Le contingent sarrois ne sera pas fixé uniformément à 742.000 tonnes, mais variera avec le coefficient de marche de la Rohsthalgemeinschaft;

2° Les Forges sarroises devront adhérer à tous les syndicats de vente allemands et participer à toutes leurs charges;

3° La ristourne à verser par les Sarrois aux Français ne devra pas dépasser le chiffre de 0,50 Reichsmark par tonne.

Ces conditions aussi sévères qu'inattendues allaient contre l'esprit du pacte de Luxembourg. En effet, elles limitaient tout d'abord à un taux infime la ristourne payée aux Lorrains et, de plus, en imposant aux Sarrois la participation à toutes les charges des syndicats de vente allemands, elles leur réclamaient un sacrifice très lourd par suite du système des primes d'exportation versées par les Usines métallurgiques aux transformateurs pour les produits destinés à l'exportation. Ces ristournes atteignent, en effet, 3 mark par tonne, soit 18 francs.

L'intransigeance des industriels de la Ruhr fit échouer les pourparlers qui furent arrêtés le 15 août. De ce fait, l'accord

commercial du 11 juillet devenait caduc, malgré sa double ratification. Le point capital qui préoccupait alors le plus les maîtres de forges allemand, et sur lequel on sentait que leur intransigeance serait absolue, était l'entrée des Sarrois dans les comptoirs de vente. Ils avaient même suggéré la création d'un « Stahlbund » sarrois qui aurait été une sorte de filiale de la Rohtahlgemeinschaft et aurait contrôlé étroitement la production et les ventes des Forges Sarroises. La métallurgie de la Ruhr voulait acquérir un droit de regard dans les affaires de sa voisine sarroise. Elle voulait rétablir la situation d'avant guerre, c'est-à-dire pouvoir influencer sur le développement des Forges Sarroises et les empêcher de devenir des concurrentes gênantes ou même de former un groupement qui pourrait être tenté de poursuivre une politique personnelle d'expansion. Il est bien connu qu'avant la guerre, la Sarre était une parente pauvre vis-à-vis de la Ruhr. Les industriels de cette dernière région tenaient essentiellement à ce que cette différence de régime fût rétablie.

La fondation de l'Entente Internationale de l'Acier

L'échec de ces premières négociations ne découragea pas les personnalités qui désiraient arriver à la conclusion d'un accord qu'elles estimaient profitables à tous et grâce, en particulier, à l'impulsion de M. MAYRISCH, le si regretté industriel luxembourgeois; les pourparlers purent être repris à la fin de 1925. Malgré de longues discussions et de nombreuses menaces de rupture, ils aboutirent enfin à la constitution de l'Entente Internationale de l'Acier qui commença à fonctionner le 1^{er} octobre 1926. Cette dernière, conclue pour une durée de trois ans, groupait les industries métallurgiques de France, d'Allemagne, du Luxembourg, de Belgique et de Sarre.

Son but était d'adapter la production aux besoins de la consommation de manière à éviter l'avilissement des prix, en particulier sur les marchés d'exportation. Le principe de son fonc-

tionnement peut se résumer brièvement ainsi : chaque pays reçoit une quote-part de production. S'il la dépasse, il verse 4 dollars par tonne d'excédent dans une caisse commune; s'il ne l'atteint pas, il reçoit 2 dollars de cette caisse. Tous les trimestres, le solde de la caisse est réparti entre les adhérents au prorata de leurs droits de produire. La Sarre ne formait pas un groupe autonome, mais ses intérêts étaient représentés par le groupe allemand et sa quote-part était égale à 12,75 % du total des participations allemande et sarroise.

Déjà très intéressante en elle-même, l'Entene Internationale de l'Acier (E.I.A) ne l'était pas moins par les conventions annexes qui en étaient à la fois les causes et les corollaires. Ces accords accessoires avaient trait aux questions si délicates qui avaient autrefois été causes de l'échec des pourparlers, c'est-à-dire à l'entrée en Allemagne des produits métallurgiques sarrois, lorrains et luxembourgeois. Elles sont au nombre de trois :

1° Convention germano-sarroise qui accorde l'entrée en franchise aux produits métallurgiques sarrois en Allemagne. Il est bien indiqué des contingents annuels, mais ils sont tellement vastes qu'ils correspondent à la franchise absolue;

2° Convention entre la France et le Luxembourg, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, du 29 septembre 1926, qui décide que les deux premiers pays auront le droit de vendre respectivement en Allemagne des tonnages de produits métallurgiques égaux à 3,75 % et 2,75 % de la consommation allemande. Ces tonnages seront pris en charge et placés par les syndicats de vente allemands s'il s'agit de produits syndiqués et seront vendus directement pour les autres produits. Il n'y a aucune ristourne prévue sur le droit de douane. L'accord est conclu pour la même durée que l'E.I.A., soit trois ans. Il est dit qu'il pourra être dénoncé à tout instant à partir du 1^{er} avril 1927 avec préavis de 3 mois, si à cette époque, un traité de commerce franco-allemand n'est pas conclu. Par la suite, le préavis de dénonciation

sera de trois mois à partir de l'expiration dudit traité de commerce supposé en vigueur. Cette dernière clause est valable pour le Luxembourg, en ce qui concerne le traité de commerce germano-belge. Il est, enfin, indiqué que la convention pourra être dénoncée avec préavis de trois mois si un des pays participants augmente ses droits de douane sur les produits sidérurgiques ou si un des gouvernements intéressés s'oppose aux stipulations reprises dans cet accord;

3° Convention franco-sarroise ayant pour but de limiter à 11,025 % de la consommation intérieure française le tonnage de produits métallurgiques introduit par les Forges Sarroises sur le territoire douanier français (France, Sarre et Colonies), au cours d'une année.

La situation qui résultait pour la Sarre de la signature de ces accords était très favorable en fait mais assez paradoxale en principe : en effet, tandis qu'elle jouissait, en théorie, de la franchise complète du côté de la France et devait supporter les droits de douane du côté du Reich, les conventions nouvelles lui accordaient, en fait, la franchise absolue vers l'Allemagne, mais limitaient ses livraisons en France dans de notables proportions. Cette dernière clause était, en somme, la contre-partie de l'accord germano-lorrain. Les métallurgistes lorrains n'ayant pu obtenir de réduction du droit d'entrée en Allemagne et ayant accepté de limiter leurs ventes dans ce pays avaient exigé, comme compensation que les Sarrois qui jouissaient de la liberté complète sur le marché allemand se retirent en partie du marché français. D'ailleurs, les deux accords étaient liés et il était prévu dans des lettres échangées entre le Comptoir Sidérurgique de France et la Röhstahlgemeinschaft que tout dépassement de livraisons sarroise en France serait compensé par une augmentation correspondante du quantum lorrain en Allemagne.

Enfin, les Forges Sarroises avaient fini par accepter les con-

ditions posées par les métallurgistes allemands et elles avaient, l'une après l'autre, donné leur adhésion à la Rohsthalgemeinschaft et aux syndicats de vente allemands au cours de l'année 1926. Elles avaient accepté de participer à toutes les charges de ces comptoirs et de supporter, en particulier, la lourde prime d'exportation versée à l'industrie dénaturatrice. Leurs contrats avec la Stahlwerksverband étaient d'ailleurs différents suivant les usines : tandis que Volklingen avait soumis toute sa production au contrôle des syndicats, les trois autres Forges avaient entendu conserver leur liberté complète pour leurs ventes en France et en Sarre et n'avaient apporté au S.W.V. que la part de production correspondante à leurs ventes en Allemagne et sur les marchés d'exportation.

Le pacte de l'E.I.A. signé, il était possible de compléter l'accord commercial franco-allemand pour la Sarre du 5 août 1926 et des négociations furent ouvertes en octobre, à Berlin, qui aboutirent à la conclusion de l'accord du 6 novembre, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Il ne nous reste plus, dans ce chapitre, qu'à examiner la composition des listes B 1, B 2 et B 3 relatives aux exportations de produits sidérurgiques sarrois en Allemagne.

Les Forges Sarroises ayant adhéré à la Rohsthalgemeinschaft et aux comptoirs de vente allemands, on distingue donc les produits syndiqués vendus par l'intermédiaire des syndicats des autres fabrications. Les premiers firent l'objet de la liste B 1 et bénéficièrent d'un contingent annuel de 1.310.000 tonnes, qui paraît considérable lorsqu'on remarque que la production totale sarroise de laminés, en 1926, était seulement de 1.430.846 tonnes, mais qui n'est en fait que théorique, car les livraisons réelles des Forges Sarroises en Allemagne sont réglées par leurs accords privés passés avec les différents comptoirs de vente.

Cette liste comprend les gros profilés, le matériel de voie, les demi-produits, les aciers marchands, les tôles fortes, les feuil-

lards et le fil-machine. Les produits non syndiqués de la grosse métallurgie étaient repris à la liste B 2 avec un contingent annuel de 153.500 tonnes pour les produits métallurgiques proprement dits (tôles moyennes et larges plats, constructions métalliques, boulons), tandis que les fontes et produits en fonte recevaient un quantum global de 75.000 tonnes et les scories Thomas de déphosphoration un contingent de 125.000 tonnes. Quant à la liste B 3, elle concernait les fabrications de l'industrie transformatrice.

L'accord commercial du 23 février 1928, qui est toujours en vigueur, n'apporte pour les produits métallurgiques aucune disposition nouvelle par rapport à celui du 6 novembre 1926. Seule, la convention franco-sarroise de 1926 destinée à limiter les livraisons d'aciers sarrois sur le marché intérieur français a été quelque peu modifiée en ce sens que l'on a tout d'abord substitué au coefficient de 11,025 % de la consommation française, le chiffre forfaitaire annuel de 500.000 tonnes d'acier en lingots; puis, ce tonnage ayant été jugé insuffisant par les Sarrois, en présence de l'amélioration du marché sidérurgique français en 1928, leur contingent a été finalement fixé au début de 1929 par la formule suivante : « Le groupe des Aciéries Sarroises peut livrer annuellement de façon directe ou indirecte un contingent de 500.000 tonnes-lingots d'acier sur le marché intérieur français lorsque la consommation annuelle de ce marché est comprise entre 4.000.000 et 5.000.000 de tonnes. Si la consommation effective annuelle du marché intérieur français est inférieure à 4.000.000 de tonnes-lingots, le contingent de 500.000 tonnes-lingots est diminué de 10 % de la différence en moins. Si la consommation effective annuelle du marché intérieur français est supérieure à 5.000.000 de tonnes-lingots, le contingent de 500.000 tonnes-lingots est augmenté de 10 % de l'excédent ». Etant donné le relèvement de la consommation d'acier en France depuis le début de 1928, on peut estimer que la Sarre

pourra désormais y importer près de 600.000 tonnes d'acier par an.

Malgré les avantages commerciaux, dont la métallurgie sarroise a été appelée à bénéficier, elle continue à supporter les conséquences de la guerre et de ses suites; l'ébranlement qu'elle a subi se fait encore sentir comme en témoigne le fait que de tous les pays affiliés à l'Entente Internationale de l'Acier, la Sarre est le seul qui n'ait pas, en 1928, dépassé sa production de 1913. Alors que dans tous les autres bassins sidérurgiques, on produit environ 30 % de plus qu'avant la guerre, on arrive péniblement en Sarre au niveau de 1913. Les chiffres suivants en témoignent:

Pays	Production 1913	Production 1928	Augmentation
Sarre	2.080.000	2.073.051	0
France (limites actuelles)	6.714.464	9.387.000	39%
Allemagne(limites actuelles)	12.184.678	14.517.165	19%
Belgique....	2.427.000	3.820.910	57%
Luxembourg	1.336.263	2.567.080	92%

Nous devons en conclure que les Forges Sarroises commencent à peine à retrouver l'équilibre nécessaire à une politique de développement. Déjà handicapées, par rapport à leurs voisines, par leur situation naturelle, elles se trouvent avoir souffert de la guerre plus que celles-ci. Elles commencent tant bien que mal à s'adapter après dix ans d'efforts à leurs conditions nouvelles d'existence et il semble qu'il faille souhaiter avant tout pour elles le maintien des conditions économiques actuelles.

IX. Les échanges commerciaux franco-sarrois

Estimation de la valeur du commerce franco-sarrois. — Maintenant que nous avons décrit le régime douanier de la Sarre, depuis le 10 janvier 1925, il nous reste à étudier les répercussions qu'a eues ce système sur les échanges commerciaux du Bassin avec ses deux grands voisins, la France et l'Allemagne. Nous commencerons par examiner la situation du côté de la France.

Jusqu'en 1924 inclus, nous possédons les statistiques douanières des échanges franco-sarrois. A partir de 1925, la suppression du cordon douanier Sud nous a privés de ces renseignements et nous ne possédons aucun chiffre précis. Certaines personnalités françaises ont mis en avant des approximations qui ont été aussitôt contestées par les Allemands. Tandis que l'on citait du côté français le chiffre de 2 milliards de francs d'importations françaises dans la Sarre, pour l'année 1927, les Allemands prétendaient que l'ensemble des échanges franco-sarrois n'atteignait que 600 millions de Reichsmarks, soit 1.800.000.000 de francs, se décomposant en 1.200.000.000 d'importations françaises en Sarre et 600.000.000 millions d'exportations sarroises en France. Ce sont les chiffres cités par M. LUETKE, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce allemande de Sarrebruck, dans une conférence prononcée à l'occasion de la session annuelle des Associations Economiques Sarroises (1). En présence des divergences considérables que présentent ces estimations, nous nous sommes efforcés d'établir par une méthode précise la valeur de ces échanges pour l'année 1927.

La tâche est assez ardue car, comme nous l'avons déjà dit, il n'existe pas de statistiques douanières. Cependant, nous possédons des renseignements assez détaillés sur le trafic des mar-

(1) *Saar-Wirtschaftszeitung*, N° 48 du 30 novembre 1928.

chandises entre France et Sarre. Tout d'abord, l'Administration des Chemins de Fer Sarrois publie chaque année un relevé des arrivages et expéditions reçus ou envoyées par son réseau. Ce relevé est établi par produits et par régions de départ ou de destination. Pour la France, on trouve des indications séparées pour chaque réseau français et de plus une statistique à part pour les échanges avec les grands ports. On englobe ainsi sûrement la totalité des échanges. Au point de vue du classement des marchandises, ces listes comprennent 116 postes. (L'ordre de classement paraît arbitraire, mais il est fait suivant l'ordre alphabétique des noms allemands).

Nous devons signaler, ici, que le trafic des Chemins de Fer sarrois se décompose en deux branches distinctes : le trafic ordinaire de beaucoup le plus important et le trafic commun ou « *Gemeinschaftverkehr* ». Ce dernier englobe les mouvements de marchandises des cinq gares de Voelklingen, Hostenbach, Bous, Dilling et Merzig, situées sur la frontière ouest de la Sarre et exploitées en commun par les Chemins de Fer Sarrois et par le réseau français d'Alsace et de Lorraine. Pour les relations avec la France qui nous intéressent ci, le trafic commun a une assez grande importance du fait que les gares de Voelklingen, Hostenbach, Bous et Dilling desservent des usines métallurgiques qui ont d'étroites relations avec la France. Pour obtenir un état exact du trafic ferroviaire franco-sarrois, il faudra donc tenir compte des deux trafics ordinaire et commun.

Pour les transports par eau, nous possédons les statistiques du passage des bateaux à l'écluse de Gudingen, située sur la Sarre, à 5 kilomètres en amont de Sarrebruck. Nous parlerons plus loin des transports par la route et du trafic postal. En englobant ces quatre branches de transport, on est sûr d'embrasser l'ensemble des échanges franco-sarrois.

Si ces statistiques sont étendues, elles présentent cependant pour le but que nous poursuivons le grave inconvénient d'être

établies uniquement en tonnage, sans donner aucune indication directe sur la valeur des produits transportés. Il nous a cependant été possible de transformer ces statistiques pondéreuses en statistiques de valeur. Il suffisait pour le faire de connaître la valeur moyenne à la tonne de chacune des matières transportées au cours de l'année 1927. Or, l'Administration des Douanes Françaises publie une statistique complète du commerce extérieur français (1), dans laquelle on trouve pour chaque position du tarif douanier le poids et la valeur totale des exportations et des importations au cours de chaque année : une simple division permet donc pour chaque produit de connaître sa valeur moyenne. Cette méthode a de plus l'avantage de nous donner les valeurs douanières c'est-à-dire non pas le prix du produit au sortir du lieu de production, mais sa valeur au moment du passage de la frontière qui comprend celle du transport incorporé.

Nous reproduisons dans les deux tableaux qui suivent les calculs que nous avons établis pour le transport par fer dans le sens France vers Sarre et dans la direction inverse. Dans un but de simplification, nous avons réuni en un seul les deux trafics ordinaire et commun de telle sorte que nos relevés embrassent tous les transports ferroviaires.

Les totaux auxquels nous sommes arrivés sont les suivants :

Importations françaises en Sarre : 3.672.355 tonnes valant 1.159.246.000 francs ;

Exportations sarroises en France : 4.762.402 tonnes valant 1.107.090.000 francs.

(1) Statistique du commerce extérieur de la France.

Importations françaises en Sarre

TABLEAU I

N ^o	MARCHANDISES	VALEUR à la tonne	TONNAGE	VALEUR en 1000 frs
1	Déchets de cornes, de peaux	1.000	31	31
2	Coton brut	6.000	172	1.032
3	Bière	1.200	9.264	11.117
4	Plomb et articles en plomb	3.000	578	1.734
5	Ecorce, tam, bois de tannerie	540	535	289
6	Briquettes de lignite	100	30	3
7	Ciment	230	44.392	10.210
8	Produits chimiques	600	8.497	5.098
9	Carton bitumé	900	525	472
10	Engrais	200	16.425	3.285
11a	Fonte et fer	330	201.211	36.400
11c	Ferrailles	220	140.100	30.822
12/13/14	Produits métallurgiques	800	60.826	48.200
16	Chaudières	6.000	5.837	35.022
19a	Articles en fer et acier	4.000	14.091	56.364
19b	Articles en métal	5.000	1.380	6.900
20	Minerai de fer	35	4.525.597	158.396
21a	Gravier et sable	13	17.600	229
21b	Argile	200	1.793	359
21c	Autres terres	—	—	—
22a	Minerai de plomb et de zinc	800	6	5
22b	Minerai de cuivre	6.000	211	1.266
22c	Autres minerais	500	63.030	31.515
23	Bois tinctoraux	—	—	—
24	Poisson, coquillages	3.500	204	714
25	Lin, chanvre, étoupe	3.000	6	18
26	Viandes et lard	10.000	1.088	10.880
27	Fils et cordons	10.000	148	1.480
28a	Froment, épeautre	2.500	8.349	20.870
28b	Seigle	1.200	5.179	6.215
28c	Avoine	1.300	9.397	12.216
28d	Orge	1.000	8.773	8.773
28e	Légumes secs	3.000	871	2.613
28f	Maïs	1.500	1.566	2.349
28g	Malt	2.000	7.750	15.500
28h	Graines, semences oléagineuses ..	3.000	66	198
28i	Autres semences	10.000	173	1.730
29	Verre et articles en verre	2.000	2.673	5.346
30	Peaux, pelages, cuirs, pelleteries..	50.000	1.548	77.400
31a	Bois en grumes	400	13.215	5.286
31b	Bois ouvrés	500	56.464	28.232
31c1	Bois combustible	130	1.761	229

N°	MARCHANDISES	VALEUR à la tonne	TONNAGE	VALEUR en 1000 frs
	<i>Report :</i>			
31c2	Traverses	440	1.895	834
31c3	Bois de mine	260	78.001	20.280
33	Houblon	15.000	31	465
34	Jute	5.000	49	245
35	Café, cacao, thé	6.000	1.880	11.280
36	Chaux	175	154.391	27.118
37	Pommes de terre	1.000	24.311	24.311
38	Os	600	59	35
39	Charbon d'os	—	—	—
40	Chiffons	2.000	526	1.052
41a	Farine	2.500	52.869	132.170
41b	Son	800	8.349	6.679
42	Fruits, légumes, plantes	3.000	14.529	43.587
43	Huiles (sauf minérales)	3.500	9.161	29.063
44	Tourteaux	1.000	1.140	1.140
45	Papier, carton	5.000	4.445	22.225
46	Pétroles et huiles minérales	2.000	8.045	16.090
47	Riz, farine de riz	1.700	1.136	1.931
48	Tuyaux en argile	100	5.357	536
49	Betteraves	140	736	103
50	Sirop de betteraves mélassé	800	2.345	1.876
51	Acide nitrique, acide chlorhydrique	1.000	1.439	1.439
52	Sels (sauf potasse)	1.000	10.134	10.134
53	Ardoises	600	429	257
54	Acide sulfurique	350	18.009	6.303
55a	Soude brute	500	7.755	3.877
55b	Soude caustique	1.300	948	1.232
56	Alcool dénaturé	4.000	708	2.832
57	Amidon féculé	250	714	178
58	Pierres simplement travaillées ..	120	619	74
59a	Pierres de construction cuites ..	90	37.810	3.403
59b	Pavés	120	2.711	325
59c	Agglomérés	50	132	6
59d	Pierres à chaux	100	596	60
59e	Pierres concassées, graviers	30	3.846	105
59f	Autres pierres	100	16.228	1.623
60a	Charbon	150	123.457	18.818
60b	Brique de houille	210	18	4
60c	Coke	175	17.782	3.112
61	Tabac, cigarettes	6.300	155	976
62	Goudron, brais, asphalte	600	3.366	2.019
63	Articles en argile et ciment	400	898	359

N°	MARCHANDISES	VALEUR à la tonne	TONNAGE	VALEUR en 1000 frs
	<i>Report :</i>			
64	Tourbe	500	108	54
65	Vins	8.000	3.974	31.792
66	Laines	20.000	69	1.380
67	Zinc	3.600	1.331	4.791
68a	Sucre brut	3.200	26	83
68b	Sucre raffiné	3.200	16.645	53.264
70a	Foin	460	5.894	2.711
70b	Pailles	200	4.326	865
71a	Eau minérale	1.000	784	784
71b	Lait	1.200	22.090	26.508
			3.672.353	1.159.246

Exportations Sarroises en France TABLEAU II

N°	MARCHANDISES	VALEUR à la tonne	TONNAGE	VALEUR en 1000 frs
1	Déchets de cornes, de peaux	1.000	56	56
2	Coton brut	6.000	4	24
3	Bièrre	1.200	3.311	4.200
4	Plomb et articles en plomb	3.000	149	447
5	Ecorce, tam, bois de tannerie	540	62	34
6	Briquettes de lignite	100	94	9
7	Ciment	230	3.428	785
8	Produits chimiques	600	3.739	2.243
9	Carton bitumé	900	229	206
10	Engrais	200	57.345	11.469
11a	Fonte et fer	330	41.466	13.700
11c	Ferrailles	220	13.397	2.950
12/13/14	Produits métallurgiques	800	347.490	277.992
16	Chaudières	6.000	2.321	13.926
19a	Articles en fer et acier	4.000	18.067	72.268
19b	Articles en métal	5.000	511	2.555
20	Minerai de fer	35	720	25
21a	Gravier et sable	13	8.239	107
21b	Argile	200	1.157	231
21c	Autres terres	—	—	—

N ^o	MARCHANDISES	VALEUR à la tonne	TONNAGE	VALEUR en 1000 frs
	<i>Report :</i>			
22a	Mineral de plomb et de zinc	800	—	—
22b	Mineral de cuivre	6.000	116	696
22c	Autres minerais	500	5.606	2.803
23	Bois tinctoraux	—	—	—
24	Poisson, coquillages	3.500	7	24
25	Lin, chanvre, étoupl.	3.000	—	—
26	Viandes et lard	10.000	40	400
27	Fils et cordons	10.000	5	50
28a	Froment, épeautre	2.500	123	330
28b	Seigle	1.200	284	340
28c	Avoine	1.300	76	98
28d	Orge	1.000	46	46
28e	Légumes secs	3.000	24	72
28f	Maïs	1.500	—	—
28g	Malt	2.000	89	178
28h	Graines, semences oléagineuses ..	3.000	2	6
28i	Autres semences	10.000	8	80
29	Verre et articles en verre	2.000	9.368	18.736
30	Peaux, pelages, cuirs, pelleteries ..	50.000	1.194	59.700
31a	Bois en grumes	400	4.928	1.971
31b	Bois ouvrés	500	2.835	1.417
31c1	Bois combustible	130	1.901	247
31c2	Traverses	440	8.242	3.750
31c3	Bois de mine	260	7.136	1.820
33	Houblon	15.000	3	45
34	Jute	5.000	25	125
35	Café, cacao, thé	6.000	45	270
36	Chaux brute	175	675	118
37	Pommes de terre	1.000	3.910	3.910
38	Os	600	655	393
39	Charbon d'os	—	—	—
40	Chiffons	2.000	415	830
41a	Farine	2.500	539	1.360
41b	Son	800	185	148
	Fruits, légumes, plantes	3.000	117	351
43	Huiles (sauf minérales)	3.500	518	1.820
44	Tourteaux	1.000	29	29
45	Papier, carton	5.000	985	4.925
46	Pétroles et huiles minérales	2.000	15.588	31.176
47	Riz, farine de riz	1.700	—	—
48	Tuyaux en argile	100	1.408	140
49	Betteraves	140	—	—

N ^{os}	MARCHANDISES	VALEUR à la tonne	TONNAGE	VALEUR en 1000 frs
	<i>Report :</i>			
50	Sirop de betteraves mélassé	800	15	12
51	Acide nitrique, acide chlorhydrique ..	1.000	20	20
52	Sels (sauf potasse)	1.000	—	—
53	Ardoises	600	6	4
54	Acide sulfurique	350	162	56
55a	Soude brute	500	—	—
55b	Soude caustique	1.300	2	2
56	Alcool dénaturé	4.000	6	24
57	Amidon féculé	250	10	2
58	Pierres simplement travaillées ..	120	—	—
59a	Pierres de constructions, cuites ..	90	45.985	4.138
59b	Pavés	120	1.840	220
59c	Agglomérés	50	55	3
59d	Pierres à chaux	100	30	3
59e	Pierres concassées, graviers	30	10.276	308
59f	Autres pierres	100	3.916	392
60a	Charbon		3.954.791	
60b	Briquette de houille	130	247	532.526
60c	Coke		141.317	
61	Tabac, cigarettes	6.300	367	420
62	Goudron, brais, asphalte	600	31.236	18.741
63	Articles en argile et ciment	500	1.433	710
64	Tourbe	400	37	15
65	Vins	5.000	16	128
66	Laines	20.000	9	180
67	Zinc	3.600	1.806	6.530
68a	Sucre brut	3.200	—	—
68b	Sucre raffiné	3.200	25	80
70a	Foin	460	28	13
70b	Pailles	200	30	6
71a	Eau minérale	1.000	—	—
	Lait	1.200	768	920
				1.107.090

Trafic du Bétail par Voie de fer

TABEAU III

ANIMAUX	Prix par Tête	Importations Françaises en Sarre		Exportations Sarroises en France	
		Nombre de têtes	Valeur en 1000 frs	Nombre de têtes	Valeur en 1000 frs
Chevaux	4.500	197	887	15	67
Bœufs	2.230	25.973	57.919	46	10
Vaches	1.700	17.294	29.399	26	44
Veaux	1.030	10.240	10.547	2	2
Moutons, chèvres	350	121	42	3	1
Porcs	700	68.731	48.041	179	1
Porcelets	190	9.126	1.733	13.400	2.545
Volailles	20	64	1	15.678	313
<i>Total :</i>			148.569		2.983

Trafic par eau (Ecluse de Guedingen)

TABEAU IV

MARCHANDISES	Prix à la tonne	Importations françaises en Sarre		Exportations Sarroises en France	
		Tonnage	Valeur en 1000 frs	Tonnage	Valeur en 1000 frs
Minerai de fer ..	35	338.120	11.834		
Déchets de fer ..		2.902	815		
Scories ferrugi- neuses	120	3.893			
Chaux	175	89.598	15.679		
Craie	100	2.614	266		
Gravier	13	130.751	1.700		
Bois	350	41.796	14.629		
Divers	200	34.975	6.995	21.558	431
Charbon, coke ..	130	644.649	52.018	576.049	74.886
Ciment, scories de laitier	10			1.470	15
<i>Total :</i>		644.649	52.018	599.077	75.332

Il y a lieu de remarquer dès à présent que nous avons laissé à part les postes « Groupages » et « Autres Marchandises », dont

la valeur n'est pas évaluable par la méthode que nous avons adoptés et que nous estimerons à part un peu plus loin.

Nous pouvons observer que le chiffre d'importation française que nous obtenons est légèrement supérieur à celui qui avait été indiqué par M. Paul François dans la *Journée Industrielle* du 23 février 1929, et qui était de 1.094.138.000 francs.

Nous avons laissé de côté dans ce qui précède le trafic du bétail car ses statistiques sont établies par têtes d'animaux et non en poids. La même méthode est applicable et nous donne les chiffres de 148.569.000 francs d'importations françaises dans la Sarre contre 2.983.000 francs d'exportations sarroises en France (Voir tableau III).

Pour ce qui est des transports par voie d'eau (voir tableau IV), nous arrivons aux résultats suivants :

De France vers Sarre 644.649 tonnes valant 52.018.000 francs.

De Sarre vers France, 599.077 tonnes valant 75.332.000 fr.

Le trafic routier comprend principalement les automobiles et les produits agricoles amenés dans la Sarre de la Lorraine avoisinante. Bien qu'il n'existe aucune statistique du transit (1), il est assez facile de se procurer des renseignements précis sur cette question. On sait, par exemple, qu'il est entré dans la Sarre, en 1927, au moins 1.000 automobiles françaises. En admettant une valeur moyenne de 28.000 francs par voiture, on arrive à 28 millions pour ce poste. Quant aux produits agricoles, on estime que la Lorraine envoie chaque jour en Sarre un tonnage correspondant à six wagons de 10 tonnes, soit 18.000 tonnes par an. En admettant une valeur moyennes de 3.000 francs par tonne, on arrive à 54 millions, de telle sorte que l'en-

(1) Ce calcul a été fait par M. Paul FRANÇOIS dans un article qu'il a publié dans la *Journée Industrielle* du 23 février 1929. Nous lui avons emprunté beaucoup de renseignements pour ce chapitre.

semble des importations françaises par la route en 1927 peut être évalué à 82 millions de francs.

Il nous reste maintenant à évaluer les postes « Autres Marchandises » et « Groupages » du trafic par fer ainsi que le trafic postal. Les deux premiers cités comprennent tout d'abord les marchandises chères et peu encombrantes : tissus, linge, confections, chapeaux, chaussures, cuirs, maroquinerie, parfumerie, objets de luxe, caoutchouc, articles de Paris, etc. D'après les renseignements que nous avons obtenus, ils comprennent de plus les emballages, les voitures de déménagement, les voitures foraines, etc.

Pour estimer la valeur globale de ces matières des plus diverses, nous allons tout d'abord calculer la valeur approximative des textiles, vêtements, confections et tissus. Nous procéderons pour cela de la manière suivante : les dernières statistiques douanières que nous possédons, celles de 1924, nous apprennent que la valeur totale des importations françaises de ces matières était alors de 164.552.000 francs, pour un poids de 3.212 tonnes. Or, pour cette même année 1924, le total de ces marchandises entrées en Sarre en provenance de France et d'Allemagne était de 4.785 tonnes. Pour 1927, nous connaissons le tonnage venu du Reich et égal à 362 tonnes. Comme il est certain que la consommation sarroise dans ce genre de produits n'a pas diminué de 1924 à 1927 et qu'elle a même certainement augmenté dans de fortes proportions, on peut admettre comme un minimum certain le chiffre de 4.425 tonnes d'importations françaises. Partant alors de la valeur de 1924 et multipliant par le coefficient 1,28 qui correspond au rapport des prix moyens de gros en France pour ces deux années, on arrive à un chiffre de 291.000.000 qui est certainement inférieur à la réalité.

Appliquant des méthodes analogues pour les cuirs et caoutchoucs, on trouve respectivement 48 et 22 millions.

Il reste, toutefois, encore un tonnage de 50.000 tonnes de

produits non spécifiés auxquels, il faut encore ajouter le trafic postal, peu important en poids mais dont la valeur n'est pas négligeable. Il n'est certainement pas exagéré d'admettre pour les marchandises en question une valeur de 6 francs au kilo qui est très en dessous de la réalité, sans aucun doute. Nous trouvons ainsi une nouvelle somme de 300.000.000 de francs.

Si nous récapitulons maintenant les différents postes que nous venons de calculer pour les importations françaises dans la Sarre, en 1927, nous avons :

Marchandises transportées par fer	1.159.246.000 fr.
Bétail	148.569.000 »
Marchandises transportées par eau	52.018.000 »
Marchandises venant par la route	82.000.000 »
Vêtements, tissus, linge, etc.	291.000.000 »
Cuirs et caoutchoucs	70.000.000 »
Marchandises non dénommées, trafic postal	300.000.000 »
<i>Total général:</i>	2.102.833.000 »

chiffre un peu supérieur à celui de 2.039.000.000 de francs que M. Paul FRANÇOIS avait trouvé dans son calcul.

Afin de prouver encore plus complètement que le chiffre établi précédemment correspond tout à fait à la réalité, nous allons estimer la valeur des importations françaises par d'autres méthodes beaucoup moins précises, mais qui ont cependant leur intérêt :

1° Nous possédons les statistiques de 1924 et nous y voyons que les importations françaises dans la Sarre se sont montées pour cette année-là à 3.782.201 tonnes valant 1.370.577.000 francs. Retranchons le minerai de fer qui est un produit très lourd et d'assez faible valeur et il nous reste 1.272.385 tonnes valant 1.314.208.000 francs, soit une valeur moyenne de 1.030 francs à la tonne. Or, l'indice moyen des prix de gros en France, pour 1924, était de 500, alors que le chiffre correspondant de 1927 était de 630, soit une augmentation de 26 %. Par consé-

quent, on peut considérer que le prix de gros moyen de tous les produits français, sauf le minerai de fer livrés en Sarre, en 1927, a été de 1.030 francs plus 26 %, soit 1.300 francs. Si l'on applique cette valeur moyenne aux 1.645.825 tonnes livrées en Sarre, en 1927 (abstraction faite de la minette), on trouve un total de 2.139.572.000 francs auxquels il faut ajouter 170.230.000 francs de minerai, soit un total de 2.309.802.000 francs supérieur de 200 millions environ au premier chiffre établi.

2° Employons maintenant un troisième mode de calcul : les importations en 1924 sans minerai ont atteint 1.272.386 tonnes et, en 1927, 1.645.825 tonnes, soit une augmentation de 29 %. La valeur correspondante au tonnage de 1924 ayant été de 1.314.208.000 francs, on aura une valeur approximative des importations françaises, en 1927, en augmentant d'abord ce dernier chiffre de 29%, ce qui donne 1.695.328.000 francs, en y ajoutant ensuite la valeur du minerai de fer, 170.230.000 francs, soit 1.865.558.000 francs et, en augmentant, enfin, ce dernier chiffre de 26 %, pour tenir compte de la hausse des prix, ce qui donne un total de 2.350.603.000 francs, très légèrement supérieur au précédent.

Nous pouvons donc affirmer que le chiffre de 2.100.000.000 d'importations françaises en Sarre, en 1923, est un minimum et que la valeur réelle de celles-ci ne doit pas être éloignée de 2.300.000.000.

En ce qui concerne les exportations sarroises en France, nous possédons déjà les chiffres relatifs au trafic par fer, au bétail, au transport par eau. Il nous reste à évaluer le reste et, en particulier, les postes « Autres Marchandises » et « Groupages ». Ces derniers représentent un tonnage total de 58.700 tonnes. Il faut y ajouter le trafic routier beaucoup moins intense dans ce sens que dans la direction inverse et le trafic postal. Les produits non dénommés envoyés par la Sarre, en France, ont certainement une valeur moins grande que ceux que la France

expédie en Sarre, car cette dernière ne possède pas d'industrie de luxe. Nous admettrons donc, pour toute cette catégorie de marchandises non définies le total global de 100.000.000 de francs, ce qui donne une valeur moyenne de l'ordre de 1,50 par kilogramme.

Le résumé d'ensemble est alors le suivant :

Marchandises transportées par fer	1.107.090.000 fr.
Bétail	2.983.000 »
Trafic par eau	75.332.000 »
Autres marchandises	100.000.000 »
<i>Total:</i>	1.285.405.000 »

chiffre très voisin de celui de M. Paul FRANÇOIS qui arrivait à 1.300.000.000 de francs.

Il résulte donc de ce qui précède que pour l'année 1927, le commerce franco-sarrois peut être estimé ainsi :

Importations françaises en Sarre	2.102.833.000 fr.
Exportations sarroises en France	1.285.405.000 »
<i>Total:</i>	3.388.238.000 »

Ces chiffres sont des minima et il est certain que si un contrôle douanier avait fonctionné régulièrement et permis l'établissement de statistiques, on serait arrivé à des totaux plus élevés.

Le commerce franco-sarrois comparé à celui de la France avec les autres pays

Les échanges commerciaux de la France avec les principales puissances étrangères pendant l'année 1927 s'établissent ainsi :

Pays étrangers	Importations	Exportations	Total
	(en milliers de francs)		
Grande-Bretagne....	6.472.729	10.190.600	16.663.329
Union Economique belgo-luxembourgeoi- se	3.790.014	7.584.214	11.374.228
Allemagne.....	4.204.299	6.551.899	10.756.198
Etats-Unis.....	7.065.836	3.610.148	10.675.984
Italie	1.065.577	2.045.472	3.654.049
Pays-Bas	1.997.158	1.775.171	3.772.329
Espagne	1.420.464	1.713.499	3.133.963
Suisse	777.341	3.424.025	3.501.366
Républ. Argentine..	2.338.405	1.139.468	3.477.973

On peut constater en examinant ce relevé que la Sarre se classe au sixième rang derrière la Grande-Bretagne, l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Suisse, pour les exportations françaises. Elle se place immédiatement derrière les puissances de tout premier plan ou les grands clients naturels de la France comme la Belgique et la Suisse, et devance de grands Etats comme l'Italie et l'Espagne.

Pour ce qui est des importations en France, elle vient au huitième rang; pour les échanges commerciaux dans les deux sens au septième rang *ex-æquo* avec la République Argentine.

Enfin, si l'on considère le solde positif de la balance commerciale, c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations, on constate que le classement est le suivant :

Union belgo-luxembourgeoise	3.794.000.000 fr.
Grande-Bretagne	3.718.000.000 »
Allemagne	2.747.000.000 »
Suisse	2.547.000.000 »
Sarre	817.000.999 »

Ainsi, à ce point de vue également, la Sarre occupe une place de choix, se classant au cinquième rang devant de grands Etats

et ses échanges commerciaux avec la France laissent à cette dernière un solde bénéficiaire qui est loin d'être négligeable.

Le développement des échanges franco-sarrois depuis 1922

Maintenant que nous avons réussi à donner une estimation très rapprochée de la valeur des échanges commerciaux franco-sarrois, il nous reste à examiner au moyen des statistiques pondéreuses que nous possédons, de quelle façon ceux-ci ont évolué depuis 1922.

a) *Importations françaises dans la Sarre* : Jusqu'à l'année 1924 incluse, nous possédons des statistiques douanières; à partir de 1925, nous ne disposons que des renseignements recueillis par les Chemins de fer et le Service de la Navigation. Le trafic routier nous échappe donc, mais il n'a pas une importance considérable, nous avons vu de quoi il se composait pour l'année 1927 et nous pouvons l'estimer en poids à 20.000 tonnes environ. Les importations françaises en Sarre, en tonnes, ont été les suivantes depuis 1922 :

Années	Trafic par fer	Trafic par eau	Trafic total
1922			3.314.860
1923			3.983.074
1924			3.715.699
1925	5.098.787	439.940	5.538.727
1926	5.302.840	528.459	5.831.299
1927	5.864.895	644.649	6.509.544

Par conséquent, on constate une progression continue et régulière (sauf un léger ralentissement en 1924), et on voit que le volume des importations françaises en Sarre a pratiquement doublé en cinq ans. On s'aperçoit, de plus, du changement de régime douanier en 1925 par le relèvement brusque des importations françaises à partir de cette époque, relèvement qui atteint 50 %.

Le poste le plus important en poids dans les importations françaises dans la Sarre est sans conteste le minerai de fer. Comme ce produit très lourd a une valeur assez faible, il nous a semblé intéressant de le mettre à part et de considérer les statistiques d'ensemble, déduction faite des livraisons de ce produit. On obtient alors le tableau suivant :

Années	Importations françaises totales (sans minerais)
1922	634.320
1923	1.245.890
1924	1.205.883
1925	1.498.334
1926	1.566.025
1927	1.645.825

En examinant ce relevé, on observe exactement la même progression régulière que sur le précédent, sauf le léger recul de 1924 qui se retrouve ici également, mais on peut constater que les importations françaises ont augmenté de 160 % de 1922 à 1927 et non de 100 % comme dans le cas précédent. Or, il est indubitable que ce dernier relevé est plus probant que le précédent en ce qui concerne l'activité du commerce franco-sarrois et il prouve nettement la manière continue dont ce dernier s'est développé et l'importance qu'il a prise actuellement pour la Sarre.

b) *Exportations sarroises en France* : Etablissons maintenant les mêmes comparaisons pour le trafic dans la direction opposée :

Années	Trafic par fer	Trafic par eau	Trafic total
1922			4.332.708
1923			4.044.861
1924			6.216.850
1925	5.186.425	644.404	5.730.829
1926	5.860.898	657.594	6.518.492
1927	4.821.102	599.077	5.420.179

Nous constatons ici une moins grande régularité que dans le sens inverse, mais, cependant, une notable augmentation du trafic depuis 1922. Du reste, en étudiant les chiffres de plus près, on s'explique très bien ces variations. Dans la direction Sarre-France, la majeure partie des tonnages transportés se compose de combustibles, charbons et cokes. Faisons donc ce que nous avons fait pour le minerai et retirons des chiffres ci-dessus les tonnages de combustibles; nous avons alors le relevé suivant :

Années	Trafic total sans combustibles
1922	724.098
1923	763.608
1924	938.023
1925	897.984
1926	972.233
1927	747.775

Nous constatons alors que jusqu'en 1926 inclus, la progression est continue, sauf la pointe de 1924 que nous avons aussi observée dans l'autre sens. En 1927, par contre, on trouve une subite dépression qui surprend au premier abord. Si, cependant, on se rappelle qu'au cours de cette année l'industrie sidérurgique sarroise qui profite de deux marchés intérieurs, la France et l'Allemagne, avait systématiquement négligé le premier à cause du niveau exceptionnellement bas des prix, on s'explique l'anomalie apparente. En effet, en examinant les chiffres, on voit que les exportations de produits métallurgiques sarrois en France ont été de 207.804 tonnes, en 1927, contre 446.582 tonnes, en 1926, soit une diminution de plus de moitié. Si, maintenant, on compare les exportations sarroises abstraction faite des combustibles et des produits sidérurgiques pour 1926 et 1927, on trouve les chiffres suivants :

1926	525.651 tonnes
1927	539.971 —

par conséquent, une augmentation. Donc, en mettant à part les charbons et les produits sidérurgiques qui sont des matières premières, dont la vente dépend essentiellement des conditions du marché mondial, on constate que les importations sarroises en France ont régulièrement augmenté depuis 1922. Par conséquent, dans une direction comme dans l'autre le commerce franco-sarrois a marqué de constants progrès.

Les réparations en nature. — Avant d'abandonner l'examen des importations sarroises en France, il ne faut pas omettre de signaler que la Sarre possède un important contingent de Prestations en Nature qu'elle est autorisée à livrer en France en exécution du plan Dawes. Un accord a, en effet, été conclu entre les Gouvernements français et allemand aux termes duquel, l'industrie sarroise est appelée à exécuter, sa part du programme des Réparations en Nature. Or, comme ce pays étant actuellement en union douanière avec la France, ses marchandises sont avantagées par rapport à celles qui viennent d'Allemagne et qui, à de rares exceptions près, doivent acquitter les droits du tarif minimum français. Il en résulte que les prestations sarroises sont particulièrement demandées et que le contingent est, chaque année, très rapidement utilisé. De plus, les grandes conventions métallurgiques internationales et, en particulier, l'E.R.M.A. (European Railway Merchant Association), qui est le comptoir de vente des rails de chemin de fer et groupe tous les producteurs européens, y compris les Forges Anglaises, réservent à chaque pays son marché intérieur et interdisant, par conséquent, aux Allemands de livrer les produits considérés en France et dans les colonies françaises. Il n'en est pas de même pour la Sarre qui peut fournir d'importants tonnages de produits métallurgiques et de rails sur le marché français.

Le contingent de prestations sarrois pour l'année 1928-1929 était de 110.000 tonnes de produits sidérurgiques et de 7.500.000

RM. d'autre matériel, ce qui représente une valeur globale de 110 millions de francs environ.

Les principaux produits échangés entre la Sarre et la France

a) *Importations françaises en Sarre.* — Nous commencerons par mettre à part, en abordant cette question, le minerai de fer dont nous avons déjà parlé et sur lequel nous aurons l'occasion de nous étendre davantage un peu plus loin. Ceci dit, les principaux produits français introduits dans la Sarre se répartissent ainsi :

1° Bétail et produits alimentaires : La France assure en très grande partie le ravitaillement alimentaire de la population sarroise grâce à ses livraisons de bétail et, en particulier, de porcs qui ont atteint une moyenne de 188 têtes par jour; de céréales, de lait, de légumes et de fruits. Le poisson de la région de Boulogne est actuellement amené en Sarre par des trains rapides spéciaux et s'y vend très facilement. De même, la région d'Avignon fait un gros trafic de fruits et de primeurs avec la Sarre et il existe un très fort courant d'affaires entre les deux régions. La Sarre achète également en France beaucoup de sucre, de café, de thé et d'autres produits de ce genre.

2° Matières premières : La France envoie dans la Sarre beaucoup de bois de toutes sortes, des ferrailles, des matériaux de construction, des huiles et graisses, de l'acide sulfurique.

3° Demi-produits : Les Forges Lorraines qui fournissaient avant guerre beaucoup de fonte à la Sarre, ont diminué peu à peu leurs livraisons, par suite de l'augmentation de la production locale et cette tendance ne fera que s'accroître. La sidérurgie française livre un tonnage assez important de produits laminés dans le Bassin, mais il y a là, également, tendance à la stabilisation, sinon à la diminution.

4° Produits fabriqués : Les constructeurs français conti-

nuent à livrer en Sarre des quantités importantes de machines et de moteurs, mais il est certain que le dernier accord commercial a rendu de la vigueur à la concurrence allemande. Cependant, pour les automobiles, les fabricants français restent les maîtres incontestés du marché sarrois, grâce aux prix et aux qualités de leurs voitures. Leur excellente organisation commerciale locale leur permet de plus de conserver un contact étroit avec la clientèle.

L'un des postes les plus importants en valeur des importations françaises dans la Sarre est certainement celui des vêtements, en général, en comprenant dans ce terme tout ce qui concerne l'habillement : linge, confections, chapeaux, chaussures, etc. Nous avons estimé sommairement à 300.000.000 de francs environ la valeur de ce poste, mais ce chiffre est certainement inférieur à la réalité. Il n'est besoin pour s'en convaincre, que de se rappeler ce qu'était le commerce du vêtement, à Sarrebruck, en 1920, et ce qu'il est maintenant. Les magasins se sont tous considérablement agrandis et modernisés en cherchant à copier les grands établissements de nouveautés de Paris et ont mis à la disposition de leur clientèle une grande majorité de produits français, en les déguisant, quelquefois au besoin, en marchandises allemandes, de manière à calmer les scrupules d'une clientèle trop nationaliste.

Dans l'industrie de luxe : parfums, articles de Paris, etc., les produits français tiennent également une grande place. Même dans les branches si jalousement gardées par les Allemands des produits chimiques et pharmaceutiques, les marchandises françaises ont réussi à prendre pied, sinon à s'imposer définitivement.

C) *Exportations sarroises en France.* — En dehors des combustibles, charbon et coke, que nous mettrons à part comme le minerai de fer tout à l'heure, nous trouvons la situation suivante :

1° Produits alimentaires : Les postes importants de cette catégorie intéressent exclusivement la bière et les vins locaux.

2° Matières premières : Les exportations les plus actives portent sur les engrais, les bois, les pavés et graviers ainsi que les sous-produits de la distillation de la houille : goudron, sulfate d'ammoniaque et benzol.

3° Produits métallurgiques : Les livraisons de produits sidérurgiques sarrois en France sont réglées par des accords internationaux qui fixent le contingent annuel pour la France et la Sarre à environ 500.000 tonnes par an, exprimées en lingots d'acier, soit environ 25 % de la production des Forges Sarroises. Il faut ajouter à ce chiffre les fournitures de tuyaux en fonte et de tubes en acier, de tôles minces, de fers blancs et d'aciers spéciaux.

4° Produits fabriqués : La Sarre livre en France les produits de l'industrie mécanique de transformation : charpentes métalliques, moulages d'acier, etc., des produits céramiques, de la faïence, des verres de toutes espèces, des thermomètres, des articles en cuir, des cartonnages.

Les relations commerciales du Territoire de la Sarre avec l'Alsace et la Lorraine

Jusqu'en 1919, l'Alsace et la Lorraine était incorporées comme la Sarre à l'Empire allemand et ces trois provinces contiguës entretenaient entre elles des relations commerciales d'autant plus suivies que, comme nous le verrons plus loin, leur industrie principale, la métallurgie, était pour son approvisionnement en matières premières et ses débouchés à cheval sur les deux régions. Le régime douanier actuel leur a permis de continuer à pouvoir commercer librement, mais il n'est pas définitif et nul ne sait quel sera le statut économique de la Sarre après 1935. Il nous a donc paru intéressant d'étudier spéciale-

ment les relations commerciales entre ces trois provinces au cours de la période actuelle. Grâce aux statistiques des Chemins de fer dont, nous nous avons déjà fait usage et qui sont établies suivant les réseaux français d'origine et de destination, nous pourrons avoir une idée très approchée de l'évolution des échanges commerciaux entre ces trois régions pendant les dernières années.

Il est regrettable que nous ne possédions pas de statistiques aussi détaillées pour le trafic par eau, mais les transports par fer nous donneront déjà des indications très suffisantes.

a) *Importations françaises dans la Sarre :*

	1925	1926	1927
Importations totales par fer	5.098.787	5.302.840	5.864.895
Importations de l'A.-L.	3.841.640	3.781.776	4.040.896
Pourcentage de l'A.-L.	69 %	66 %	61 %

Si l'on fait le même tableau sans tenir compte du minerai de fer, du charbon et du coke provenant de Lorraine, on a :

	1925	1926	1927
Importations totales	1.498.334	1.566.025	1.645.825
Importations d'A.-L.	965.752	948.043	969.223
Pourcentage de l'A.-L.	64 %	61 %	59 %

Au point de vue des conclusions à tirer, le deuxième tableau est plus instructif que le premier, car il élimine un produit qui représente plus de 75 % du tonnage total à lui seul, et dont le marché est soumis à des conditions économiques très générales dépassant le cadre des échanges franco-sarrois. On peut donc conclure du deuxième tableau ce qui suit :

1° Les ventes de produits alsaciens et lorrains en Sarre n'ont fait que croître en valeur absolue au cours des dernières années;

2° Le pourcentage de marchandises alsaciennes dans le

total des produits français tend à diminuer constamment, c'est-à-dire que la Sarre tend, de plus en plus, à entrer dans le système économique français, en général, et ne se borne plus à des échanges intenses avec les régions frontières; l'adaptation se fait peu à peu, mais de façon continue;

3° Malgré cela, les deux provinces désannexées restent les gros fournisseurs de la Sarre puisque leur part, dans les importations françaises, reste voisine de 60 %.

Il est également intéressant de considérer les importations de bétail Alsacien et Lorrain dans la Sarre :

	1925	1926	1927
Nombre de têtes de bétail importées de France	82.082	74.403	105.730
Nombre de têtes importées.. d'Alsace et de Lorraine ..	34.322	42.061	83.407
Pourcentage	41 %	56 %	80 %

Ici, on voit que la part de l'Alsace et la Lorraine a augmenté considérablement au cours de 1927 en valeur absolue et en valeur relative.

b) *Exportations sarroises en France :*

	1925	1926	1927
Exportations totales p. fer..	5.186.425	5.860.898	4.821.102
Exportations en A.-L.....	1.331.843	1.686.124	1.557.596
Pourcentage de l'A.-L.	23 %	26 %	28 %

Suivant la même méthode, que nous avons adoptée pour les importations, mettons à part les combustibles, charbon et coke :

	1925	1926	1927
Exportations totales	897.984	972.233	747.775
Exportations en A.-L. ..	387.225	410.050	346.283
Pourcentage de l'A.-L. ..	43 %	42 %	46 %

Nous observons, ici, une courbe moins régulière que pour les importations, mais cela s'explique par les mêmes raisons que nous avons déjà fait valoir, c'est-à-dire par la diminution anormale des livraisons de produits métallurgiques en France, en 1927. Quant à la part de l'Alsace-Lorraine, elle reste sensiblement constante et égale à 45 % environ du volume total des exportations. La conclusion que nous pouvons tirer de ceci, c'est que l'industrie et le commerce sarrois ont trouvé des débouchés dans toute la France et non seulement dans les régions limitrophes où leurs produits étaient connus avant la guerre. La suppression de la frontière douanière Sud leur a permis de conquérir des marchés nouveaux et éloignés de leurs lieux de production. En 1927, combustibles mis à part, la Sarre a livré sans tenir compte du trafic par eau, plus de 400.000 tonnes de marchandises dans les limites de la France de 1914 alors qu'avant la guerre, elle ne commerçait pratiquement pas avec ces régions.

L'importance du débouché sarrois pour le commerce français

Nous avons vu que la France avait importé en Sarre, en 1927, pour plus de 2.100.000.000 de francs de marchandises, cette estimation pouvant être considérée comme très modérée. Il est bon que l'on se rende compte de l'importance de ce chiffre et des avantages très sérieux que l'économie française retire de l'union douanière franco-sarroise.

Pour l'année considérée, les exportations françaises totales ayant été de 55.224.717.000 francs, si l'on y ajoute les 2.100.000.000 de francs vendus en Sarre, et ne figurant pas dans les statistiques, on arrive à 57.300.000.000 de francs, et on constate que la part de la Sarre représente 3,7 % de l'ensemble : ce pays qui ne compte que 700.000 habitants se classe dans la liste de nos clients avant l'Italie qui en possède 40 millions.

Si l'on estime, d'autre part, au taux très modeste de 10 % du chiffre d'affaires le bénéfice réalisé sur ces fournitures, on arrive au chiffre respectable de 200 millions de francs. Si l'on admet, enfin, que les salaires entrent en moyenne pour un tiers dans le prix des différentes marchandises, on constate qu'il y en a environ pour 650 millions de francs incorporés dans les produits livrés en Sarre. En estimant à 33 francs par jour, le salaire moyen d'un ouvrier en France, on trouve que les ventes en Sarre correspondent à environ 20 millions de journées d'ouvrier, c'est-à-dire fournissent du travail pendant une année à 66.000 ouvriers.

Il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, que les produits que la France livre dans la Sarre sont, du fait de l'union douanière, placés sur le marché intérieur et non à l'exportation, c'est-à-dire qu'il n'y a pas lieu de consentir pour les vendre, les concessions qu'imposent, en général, les ventes dans un pays étranger. En effet, pour exporter ses marchandises, une nation doit accepter, en général, des sacrifices de tous ordres :

1° Diminuer le prix de vente et l'abaisser même quelquefois au-dessous du prix de revient pour pouvoir lutter contre la concurrence locale protégée par les droits de douane;

2° Accorder par un traité de commerce au pays intéressé des réductions de droits d'entrée pour certains de ses produits qui font souvent une concurrence sévère aux marchandises nationales : tel est le cas, par exemple, pour les machines électriques et les produits chimiques allemands ainsi que pour les vins espagnols que la France doit laisser pénétrer sur son territoire à un tarif douanier réduit afin d'obtenir des compensations pour l'exportation de ses propres marchandises;

3° Courir certains risques au point de vue des paiements du fait des variations du change et des longs délais de règlement souvent accordés à la clientèle étrangère.

Or, les exportations françaises dans la Sarre ne sont grévées

d'aucune de ces charges, en particulier, en ce qui concerne les paiements, ils sont effectués, en général, à 30 jours de fin de mois de livraison; quelquefois à 90 jours, mais jamais le terme n'est plus éloigné. Bien au contraire, au lieu de faire l'objet de contre-prestations gênantes, les livraisons françaises en Sarre sont compensées en très grande partie par des fournitures de matières qui manquent à l'industrie nationale. Viennent tout d'abord les combustibles (charbons et coke), dont nous sommes gros importateurs et qui entrent dans le total de 1.285.000.000 de francs de 1927 pour près de 700 millions. Nous trouvons ensuite les produits métallurgiques avec 395 millions dont l'entrée en France est compensée par un contingent de vente en Allemagne pour les Forges lorraines. L'ensemble de ces deux postes représente déjà près de 1.100.000.000 de francs de telle sorte qu'il ne reste que 200 millions environ d'autres produits sarrois, soit moins du dixième des importations françaises dans la Sarre.

Nous avons établi, plus haut, que le balance commerciale franco-sarroise pour 1927 se soldait par un excédent d'importations françaises dans la Sarre de 817 millions de francs, mais ce qui précède prouve que ce chiffre n'a qu'une valeur nominative et que les bénéfices réalisés par l'économie française dans ses relations avec le Bassin de la Sarre sont beaucoup plus élevés qu'un tel chiffre ne pourrait le laisser croire. C'est dire quelle est la valeur énorme du débouché sarrois pour les produits français. Une fermeture de la frontière Sud serait très vivement ressentie dans toute la France et, en particulier, dans les départements limitrophes de la Moselle et du Bas-Rhin, qui écoulent dans la Sarre une forte partie de leur production agricole, sans parler des produits industriels. Le rétablissement d'une barrière douanière entre France et Sarre aurait sa répercussion immédiate sur la balance commerciale de notre pays qui est déjà très déficitaire depuis mars 1928.

X. Le charbon et le minerai de fer

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons toujours séparé des autres produits échangés entre la France et la Sarre les combustibles (charbons et coke) et le minerai de fer. Nous avons procédé ainsi à cause de la part importante en tonnage qu'ils représentent dans le volume total des échanges et aussi parce que le marché de ces matières premières est soumis à des réactions causées par des facteurs économiques d'ordre général et dépassant le cadre des échanges franco-sarrois. Nous allons constater maintenant qu'outre les raisons que nous venons de citer, nous avons un autre motif de traiter ces produits à part; ils forment, en effet, la base des échanges franco-sarrois; ils en sont l'essence et c'est sur eux qu'est bâtie toute la vie économique du Bassin de la Sarre.

1° *Le minerai de fer.* — Nous avons vu dans le chapitre consacré à la métallurgie, que le bassin sidérurgique sarrois comptait cinq grandes forges, possédant 31 hauts fourneaux et ayant produit en 1928, 1.936.184 tonnes de fonte. Nous avons vu également que les Usines de la Sarre se trouvaient dans une situation désavantagée par rapport à leurs concurrentes de Lorraine et de Westphalie, à cause de leur éloignement des mines de fer, d'une part et de la mer, d'autre part. Par conséquent, il serait inutile pour cette industrie de songer à pouvoir vivre si ses prix de revient venaient à augmenter. Or, il faut bien reconnaître que, bien qu'il soit déjà fort coûteux pour les Forges Sarroises, le minerai de fer lorrain est le seul avec lequel elles puissent songer à travailler. Les minerais d'autre origine, malgré leur teneur en fer plus forte, seraient grévés de tels frais de transport qu'ils seraient absolument inutilisables dans la Sarre. Comme nous le verrons plus loin, certaines usines achètent depuis quelques années du minerai de Normandie, mais cette

manière de faire n'est supportable pour elles que par suite du faible tonnage sur lequel elle porte.

D'après les chiffres que nous avons relevé dans la « Statistik der Saarindustrie 1913-1918 », les livraisons de minerais de fer à la Sarre, au cours des dernières années avant guerre et en 1927, ont été les suivantes :

Origine des minerais	1910	1912	1913	1927
Lorraine	3.080.866	3.221.616	3.368.642	4.130.017
Allemagne	6.404	113.620	177.929	127.519
France	397.763	404.968	551.178	121.582
Divers	18.713	16.847	19.506	395.761
<i>Total :</i>	3.554.746	3.896.770	4.245.518	4.774.879
Pourcentage de minette lorraine ..	87%	82%	79%	86%

Nous devons faire remarquer ici que les tonnages de minerais français, lorrains ou non, avant et après guerre ne sont pas exactement comparables entre eux car avant guerre le poste « France » comprenait le minerai siliceux de la région de Nancy, tandis qu'à partir de 1919, cette catégorie a été passée au poste « minette lorraine ». Nous n'avons fait cette remarque que dans un but de précision, car elle ne change rien à notre conclusion, à savoir que la métallurgie sarroise tire près de 90 % de son minerai de la Lorraine avoisinante et que l'appoint de minerais étrangers est infiniment faible.

Avant de continuer notre exposé, nous croyons intéressant d'ouvrir une parenthèse relative aux chiffres de minerais français livrés en Sarre, car ceux que nous avons cités plus haut ne sont pas exactement les mêmes que ceux que nous avons utilisés au chapitre IX pour le calcul des importations françaises dans la Sarre. En effet, la « Statistik der Saarindustrie » indique 4.251.599 tonnes de minerais français livrés en Sarre, en 1927, tandis que nous avons fait état de celui de 4.863.728

dans nos calculs. Nous estimons que notre chiffre est plus près de la vérité que l'autre pour la raison suivante : il est admis en métallurgie qu'en employant la minette lorraine, il faut en moyenne 3,4 tonnes de minerai de fer pour faire une tonne de fonte. Or, la production de la Sarre en fonte, en 1927, a été de 1.770.718 tonnes. Si l'on n'avait utilisé que du minerai lorrain, il aurait donc fallu en importer environ 6.000.000 de tonnes. Pour tenir compte des autres sortes de minerais plus riches en fer, des ajoutes de ferrailles, de scories ferrugineuses, etc., nous ramènerons la mise au mille de 3,4 à 3, ce qui correspondrait à un tonnage de 5.310.000 tonnes, or, si nous ajoutons aux 4.863.728 tonnes de minerai français que nous avons trouvées les 523.280 tonnes de minerai étranger indiqués dans la « Statistik der Saarindustrie », nous arrivons à un total de 5.387.000 tonnes qui correspond presque exactement à la production de fonte, alors que le chiffre de 4.251.599 tonnes est trop faible par rapport à celle-ci. Nous estimons donc que nos chiffres sont les plus près de la réalité.

Quoi qu'il en soit, nous avons établi que la métallurgie sarroise est construite pour travailler avec le minerai lorrain et qu'il lui est impossible d'envisager l'utilisation de minerai d'une autre provenance.

Qu'on ne vienne pas objecter maintenant que si la Sarre doit acheter de la minette lorraine, les propriétaires de minières doivent vendre leurs minerais aux Forges Sarroises s'ils ne veulent pas s'exposer à être contraints de stocker une forte partie de leur extraction. La métallurgie sarroise est évidemment un gros client pour elles, mais il ne faut pas oublier que le bassin minier lorrain ne peut plus suffire aux demandes et que si les Forges Sarroises sont servies de préférence, c'est parce que les sociétés auxquelles elles s'adressent ont des intérêts dans les dites Forges ou des relations d'affaires étroites avec elles.

On ne doit pas perdre de vue que le gisement lorrain a des

réserves relativement assez limitées et que l'on a déjà épuisé, dans une partie des concessions, les couches riches facilement exploitables; la teneur moyenne en fer des minerais calcareux de la région d'Hayange a nettement baissé depuis quelques années et l'on utilise maintenant des minerais à moins de 30 % de fer alors qu'avant la guerre on ne descendait jamais au-dessous de cette limite. La même chose se produit au Luxembourg et ce pays, qui doit acheter à l'extérieur de gros tonnages de minette pour suffire à la consommation toujours plus forte de ses forges, garde maintenant pour lui la presque totalité de sa production, comme en témoigne, par exemple, la diminution constante de ses livraisons à la Sarre. Sa production totale a d'ailleurs plus tendance à diminuer qu'à croître puisqu'elle est passée de 7.756.000 tonnes, en 1926, à 7.244.200 tonnes, en 1927, et à 7.026.800 tonnes, en 1928. On voit donc que tout le bassin lorrain-luxembourgeois peut songer sérieusement à ménager ses réserves et que la perte d'un client qui lui a acheté, en 1927, 4.860.000 tonnes sur une extraction totale de 43.000.000 de tonnes, soit 11 %, ne saurait, en aucun cas, être dangereuse pour lui.

2° *Le charbon.* — La production des Mines de la Sarre (Mines Domaniales et Société de Frankenholtz), en 1928, a été de 12.661.797 tonnes de houille et de 267.400 tonnes de coke. Sur ce total, les Mines ont vendu 11.786.388 tonnes de charbon et 258.898 tonnes de coke. La répartition des livraisons a été la suivante :

Pays de destination	Charbons	Coke
Industrie sarroise	3.804.071	64.861
Autres consommateurs sarrois	847.286	47.629
France, limites de 1914	3.305.186	14.232
Alsace et Lorraine	1.167.440	31.845
Allemagne occupée	618.606	745
Allemagne non occupée	666.878	53
Exportation	1.386.921	79.533
<i>Total :</i>	<i>11.786.388</i>	<i>238.898</i>

Autrement dit, les expéditions de combustibles sarrois, en 1928, se sont partagées comme suit :

Destinations	Charbons	Coke
Sarre	39 %	27 %
France	38 %	15 %
Allemagne	10 %	13 %
Exportation	13 %	45 %

Par conséquent, 77 % de la production des Mines de la Sarre sont restées à l'intérieur du territoire douanier français. La proportion est plus réduite pour le coke, mais ce dernier est fabriqué par les Mines Domaniales en quantité si faible qu'il joue un rôle tout à fait accessoire dans la question qui nous intéresse.

Nous avons également sous les yeux une statistique comparative des livraisons de charbons sarrois en Allemagne, en 1913 et en 1927, qui est des plus caractéristiques (« Saar-Wirtschaftszeitung », n° 19, du 5 mai 1929) :

Régions allemandes	1913	1927
Rhénanie	444.162	126.013
Hesse-Nassau	395.013	8.995
Hesse	319.281	38.491
Mannheim et Ludwigshafen	125.541	47.800
Palatinat	869.425	426.738
Bavière du Nord	228.291	76.430
Bavière du Sud	244.940	51.689
Grand-Duché de Bade	665.356	270.307
Wurtemberg	671.109	157.388
<i>Total :</i>	<i>3.963.118</i>	<i>1.203.851</i>

Par conséquent, les expéditions de houille sarroise en Allemagne n'étaient plus, en 1927, que 30 % de ce qu'elles étaient en 1913, et on peut dire que certaines régions comme la Hesse l'ont complètement éliminée. Elle a été remplacée par celle de Westphalie qui profite de tarifs de transport plus réduits par

fer et a l'avantage de pouvoir être amenée par voie d'eau. Cette véritable expulsion du charbon sarrois de l'Allemagne du Sud et de l'Ouest se serait d'ailleurs très certainement produite également si la Sarre était restée incorporée au Reich car les charbonnages de la Ruhr beaucoup plus puissants et mieux outillés que leurs concurrents s'efforçaient dès avant la guerre de prendre pied sur cet important marché. Les modifications territoriales de l'après guerre n'ont donc fait que précipiter un mouvement qui se préparait. Il n'en reste pas moins que les Mines de la Sarre ont perdu un de leurs plus importants débouchés qu'elles auront les plus grandes difficultés à reconquérir car leurs concurrentes de Westphalie n'hésiteront pas à consentir des sacrifices pour conserver ce précieux marché.

Par contre, le charbon sarrois se vend beaucoup en France et, non pas surtout dans la région frontière, mais beaucoup plus loin, en Meurthe-et-Moselle, dans la région parisienne, dans le Sud-Est. Les Mines Domaniales ont passé d'importants marchés avec plusieurs grandes compagnies de chemins de fer, avec des sociétés gazières, etc., et possèdent ainsi un certain nombre de gros clients qui leur assurent l'écoulement d'une notable partie de leur extraction. Si la Sarre ne pouvait plus vendre son charbon en France, les Mines seraient immédiatement obligées de réduire considérablement leur production. Les débouchés perdus à l'Ouest ne se retrouveraient pas ailleurs : il ne faut pas oublier, en effet, que le charbon sarrois n'est pas de première qualité; il est très riche en matières volatiles et si la catégorie des « gras » trouve à se placer facilement, il n'en est pas de même de celle des « flambants » qui représente environ 30 % de l'extraction actuelle et une bien plus forte proportion des réserves facilement accessibles. Déjà à l'heure actuelle, les Mines Domaniales Françaises éprouvent à certaines époques de sérieuses difficultés à placer toute leur production de charbons flambants et il leur arrive d'en vendre d'importants tonnages à

perte à grande distance. Pour remédier en partie à cet état de choses et améliorer, d'autre part, l'approvisionnement des cokeries métallurgiques du Bassin qui laisse fortement à désirer depuis que la consommation des Forges a augmenté, les Mines Domaniales ont mis au point la fabrication d'un semi-coke qui est obtenu au moyen de fines flambantes et dont le mélange en proportions déterminées avec les fines grasses donne un coke métallurgique de très bonne qualité.

Les organismes économiques du Territoire de la Sarre connaissent si bien la situation qu'ils étudient depuis quelques années la construction d'un canal à travers le Palatinat qui permettrait aux charbons de gagner le Rhin et l'Allemagne du Sud par voie d'eau. Malheureusement pour eux, les premières études ont démontré que la réalisation de ce projet présenterait de grandes difficultés techniques et le Gouvernement allemand n'a pas fait preuve d'un grand enthousiasme pour l'exécution de ce travail très coûteux qui n'amènerait, sans doute, que des déboires.

Les milieux ouvriers sarrois eux-mêmes qui savent qu'un retour pur et simple de la Sarre au Reich amènerait immédiatement une terrible crise de chômage se sont aussi saisis de la même question. A la réunion des syndicats chrétiens qui eut lieu à Neunkirchen le 26 mai 1929, le secrétaire du syndicat des métallurgistes, M. Pick fit voter, entre autres, la résolution suivante :

« Les délégués des syndicats métallurgistes chrétiens de la
« Sarre supérieure et du Palatinat sarrois, réunis à Neunkir-
« chen, réclament à nouveau, avec la plus grande énergie, la
« construction du canal sarro-palatin qui présente un si grand
« intérêt pour l'avenir économique de la Sarre. La réduction
« des frais de transport qui en résultera apparaît à la classe
« ouvrière sarroise comme un moyen particulièrement efficace
« de reconquérir et conserver les marchés de l'Allemagne du

« Sud et du Sud-Est, en particulier, en ce qui concerne le charbon et les produits métallurgiques ». Cette résolution contient l'aveu bien net que la houille sarroise a perdu son débouché de l'Allemagne méridionale et qu'elle doit le reconquérir.

Reste maintenant l'autre face de la question : la France pourrait-elle se passer du charbon sarrois ? A première vue, on est tenté de répondre catégoriquement, non en pensant qu'un pays qui doit importer chaque année 20 millions de tonnes de houille ne doit pas se priver d'un apport de 4 millions de tonnes. En y regardant de plus près, la réponse ne paraît pas aussi nette. En effet, du jour où les Mines Sarroises ne seraient plus en possession de l'Etat français, ce dernier n'aurait aucune raison particulière d'acheter leur charbon qui serait pour lui désormais d'origine étrangère et n'aurait donc plus d'intérêt au point de vue de la balance commerciale. Il pourrait, par contre, faire l'objet de prestations en nature qui seraient absorbées principalement par les nouvelles cokeries de Lorraine, grosses consommatrices de fines sarroises. En dehors de cela, il reste à savoir si le charbon sarrois est intéressant au point de vue prix pour certaines régions françaises. Or, il est de fait qu'il a du mal à lutter en Meurthe-et-Moselle contre la concurrence belge et dans le Sud-Est contre celle de l'Angleterre : la question de qualité joue un grand rôle et le consommateur préfère souvent payer un peu plus cher et recevoir un meilleur combustible. Restent les régions avoisinantes : Alsace et Lorraine. Pour les charbons industriels, les arrivages par eau au port de Strasbourg de houille de la Ruhr font déjà beaucoup de tort au charbon de la Sarre et il serait facile de développer ce trafic. De plus, les compagnies houillères lorraines (Sarre et Moselle, Petite-Rosselle, La Houve), sont en plein développement et leur production totale est passée de 3.796.000 tonnes, en 1913, à 5.680.000 tonnes, en 1928, soit une augmentation de 50 % et il suffirait de relever de 75 % le chiffre de l'extraction pour rem-

placer les 4.500.000 tonnes de charbons sarrois vendues actuellement sur le marché français. Or, la chose n'est nullement impossible, étant données les possibilités de développement des compagnies existantes et le très grand nombre de concessions non encore exploitées de la région Faulquemont-Saint-Avold, sur lesquelles les sondages ont donné des résultats très satisfaisants. On signale même que les travaux préparatoires à l'exploitation sont commencés en plusieurs endroits.

Nous ne devons donc pas hésiter à conclure que, tout en reconnaissant les très grands avantages que la France retire de la propriété des Mines de la Sarre, elle pourrait éventuellement, si besoin était, se passer de cette source d'approvisionnement en charbon, sans gêner pour cela sa situation économique générale, même dans ses provinces de l'Est.

3° *Conclusion.* — Nous avons étudié successivement le problème du minerai de fer et celui du charbon. Les conclusions que nous en tirons sont absolument de même sens et peuvent se résumer ainsi : La Sarre ne peut se passer de la France, tandis que cette dernière, malgré le très grand intérêt qu'offre pour elle le débouché sarrois (1) peut se passer du Bassin de la Sarre. Contrairement à une opinion souvent entendue : la France doit absolument trouver des débouchés pour sa minette lorraine et a un besoin absolu de charbon sarrois; nous dirons au contraire : Le minerai lorrain, dont la France, doit ménager les réserves est indispensable à la métallurgie sarroise si celle-ci ne veut pas disparaître rapidement; le charbon sarrois, par contre, que la France peut remplacer aisément par de la houille d'une autre provenance, doit se vendre en grande partie en France, sinon les Mines seront forcées de réduire leur extraction car elles ne pourront remplacer le débouché perdu. En un mot, la cessation brusque des échanges minerais-charbons entre

(1) Voir page .

France et Sarre toucherait à peine la première, tandis qu'elle serait irrémédiablement fatale à la seconde.

XI. Le commerce germano-sarrois

L'étude du commerce germano-sarrois est beaucoup plus facile que celle des échanges par la frontière Sud car il existe des statistiques douanières en poids et en valeur qu'il suffit de considérer. Les chiffres du trafic par la frontière Nord, au cours des dernières années, ont été les suivants :

Importations allemandes dans la Sarre

Années	Tonnes	Milliers de marks
1922	1.732.015	—
1923	304.250	116.564
1924	204.848	70.035
1925	986.936	70.733
1926	1.046.294	54.236
1927	1.020.565	80.781
1928	1.153.863	115.481

Exportations sarroises en Allemagne

Années	Tonnes	Milliers de marks
1922	1.938.651	—
1923	397.748	60.779
1924	640.256	70.682
1925	1.811.760	133.954
1926	1.821.459	138.762
1927	2.611.047	230.325
1928	2.624.472	221.193

Nous donnons ci-après le détail, par catégories, de produits de ces échanges.

Importations Allemandes en Sarre (1000 MK)

PRODUITS	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Animaux vivants	578	137	1.120	83	1.055	2.643
Aliments et boissons ..	16.916	6.239	8.513	6.286	9.859	11.918
Matières premières et 1/2 produits	10.341	6.984	23.779	26.940	28.279	32.020
Produits fabriqués	88.789	56.674	37.297	20.927	41.588	68.900
<i>Total :</i>	116.624	70.034	70.709	54.236	80.781	115.481

STATISTIQUE EN TONNES

Animaux vivants	620	137	1.147	76	914	2.038
Aliments et boissons ..	42.879	13.839	50.000	33.462	29.965	47.878
Matières premières et 1/2 produits	206.249	157.491	896.321	991.756	952.263	1.057.750
Produits fabriqués	54.502	33.381	34.452	21.000	37.423	46.198
<i>Total :</i>	304.250	204.848	981.920	1.046.294	1.020.565	1.153.864

Exportations Sarroises en Allemagne (1000 MK)

PRODUITS	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Animaux vivants	—	130	993	882	26	515
Aliments et boissons ..	398	1.766	1.764	1.700	1.131	785
Matières premières et 1/2 produits	7.521	17.834	46.906	44.449	62.948	63.057
Produits fabriqués	52.860	59.946	84.290	91.717	166.220	156.807
<i>Total :</i>	60.779	79.676	133.953	138.748	230.325	221.164

STATISTIQUE EN TONNES

Animaux vivants	—	—	106	395	18	554
Aliments et boissons ..	735	2.264	3.666	4.701	3.108	2.021
Matières premières et 1/2 produits	160.703	384.457	1.377.106	1.261.631	1.619.828	1.792.858
Produits fabriqués	236.310	253.535	430.903	554.732	988.092	829.040
<i>Total :</i>	397.748	640.256	1.811.781	1.821.459	2.611.046	2.624.473

En examinant ces statistiques, on constate que les importations allemandes en Sarre ont tendance à augmenter et se sont même assez sérieusement relevés pour l'année 1928, ce qui est une conséquence immédiate du Traité de Commerce franco-allemand tandis que les exportations sarroises vers le Reich ont plutôt tendance à la stabilité. On doit donc en conclure que les abaissements importants de droits d'entrée consentie par la convention commerciale de février 1928 ont eu un effet d'autant plus direct sur les expéditions de marchandises allemandes en Sarre que la population et les commerçants avaient le plus grand désir de s'approvisionner le plus possible en Allemagne. Le même phénomène ne s'est pas produit en sens inverse, car les produits sarrois, grâce au système de la « Stundung » pouvaient depuis 1925 pénétrer en Allemagne en franchise.

Afin de nous mieux rendre compte du détail des échanges germano-sarrois, nous allons séparer les exportations de produits métallurgiques et de sous-produits venant des Forges (Scories Thomas, goudron, sulfate d'ammoniaque, benzol), qui représentent une fraction très importante des livraisons de la Sarre dans le Reich :

Exportations sarroises en Allemagne (1.000 Mk)

Années	Demi-produits	Produits métallurgiques	Fonte et ferrailles	Sous- produits	Total
1923	2.267	43.197	1.797	875	48.146
1924	3.751	43.136	3.516	3.258	53.661
1925	3.607	56.751	1.888	9.093	71.339
1926	5.346	66.746	1.455	12.167	85.714
1927	6.335	126.212	2.331	17.435	152.313
1928	6.149	107.761	2.068	14.448	130.246

Si nous mettons ces chiffres en face de ceux du commerce général, nous constatons les pourcentages suivants :

Années	Exportations totales	Exportations des forges	Différence	Pour- centages
1923	60.779	48.146	12.633	80 %
1924	79.676	53.661	26.015	67,5 %
1925	133.953	71.339	62.614	53 %
1926	138.748	85.714	63.034	62 %
1927	230.325	152.213	78.012	66 %
1928	221.164	130.246	90.818	58 %

Il résulte de ce tableau que les produits de la sidérurgie représentant en moyenne 60 % des exportations sarroises en Allemagne et que l'augmentation brusque de 1927 était due, en particulier, à ce que par suite du marasme du marché français, les Forges Sarroises avaient envoyé la presque totalité de leur production en Allemagne.

Nous devons cependant constater que les exportations des autres produits vers l'Allemagne progressent lentement, mais régulièrement. Cela n'est pas dû, à notre avis, à ce que la Sarre tend, de plus en plus, à chercher des débouchés vers le Reich, mais cela correspond à l'augmentation continue du volume d'affaires et n'implique nullement que les livraisons en France ont dû diminuer d'autant. De reste, les statistiques pondéreuses que nous avons citées plus haut, prouvent l'exactitude de cette opinion.

Nous devons d'ailleurs faire remarquer que les exportations sarroises en Allemagne comprennent des produits français entreposés en Sarre, car l'Administration des Douanes allemandes considère toujours comme pays d'origine d'un produit le dernier pays où il a séjourné. Donc le relèvement des exportations à la frontière Nord provient aussi de ce que le Traité de Commerce franco-allemand du 17 août 1927 a augmenté l'activité des échanges entre les deux pays.

Parmi les autres principaux postes des exportations sarroises en Allemagne figurent les combustibles avec 33 millions de RM.

en 1928, la porcelaine et la verrerie avec 19 millions, les machines électriques ou autres et les objets en métal pour 18 millions de telle sorte que l'ensemble de tous les autres produits exportés ne représente que 20 millions de RM au total. Signalons particulièrement l'importance relative des expéditions de bœufs (550.000 RM), de Malt (278.000 RM.) et de viandes et charcuterie (151.000 RM.).

Importations allemandes dans la Sarre

Les produits du Reich les plus importés dans la Sarre sont les suivants : porcs (2.540.000 RM), fromages (1.000.000 RM), margarine et graisses (1.530.000), bois (5.316.000 RM), matériaux de construction (3.784.000 RM), meubles (5.402.000 RM), papiers (3.103.000 RM), produits chimiques (2.120.000 RM), machines (2.468.000 RM), matériel électrique (5.145.000 RM). Nous devons signaler à part les articles de vêtements qui ont repris une place importante dans la Sarre depuis la signature de l'accord commercial franco-allemand, au détriment des produits français correspondants. Les chiffres suivants montrent combien la concurrence allemande est redevenue vive :

	1927	1928
Linge, tissus, confections	1.459.000	7.105.000
Chapeaux	11.000	232.000
Cuirs et souliers	1.613.000	3.126.000

Ceci ne signifie pas que les vêtements d'origine française ont disparu du marché sarrois : ils y restent encore en grande majorité par rapport aux marchandises allemandes, mais ils ont perdu le véritable monopole dont ils ont joui pendant trois ans de 1925 à 1928, grâce à la protection douanière. Là encore, ce ne sont pas seulement les questions de prix et de qualité qui jouent le rôle prépondérant, mais celles du goût local et de

l'origine de la marchandise. Pour satisfaire sa clientèle un magasin de nouveautés de Sarrebruck préfère acheter des marchandises plus chères en Allemagne et pouvoir présenter des produits « Made in Germany ». Ne raconte-t-on même pas que certains commerçants offrent comme venant d'outre-Rhin des marchandises achetées sur le marché français : ils trouvent même à cette manière de procéder l'avantage supplémentaire d'augmenter leur bénéfice.

XII. Vue d'ensemble sur le commerce extérieur de la Sarre

Maintenant que nous avons examiné les relations commerciales de la Sarre successivement avec la France et avec l'Allemagne, il nous est possible de nous rendre compte de la situation d'ensemble de ce Bassin entre ses deux grands voisins. Tout d'abord si l'on considère les échanges globaux par la frontière Nord et Sud, qui sont assez près de représenter le total des échanges commerciaux de la Sarre, on constate que le total des importations en Sarre atteint 2.587.000.000 de francs et celui des exportations de produits sarrois 2.667.000.000 de francs pour l'année 1927. Il y a donc un léger excédent d'exportations, de telle sorte que la Sarre est un des rares pays européens ayant une balance commerciale positive. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'il n'en a pas toujours été ainsi et qu'en 1924, dernière année pour laquelle nous possédons des statistiques douanières officielles pour les deux frontières, la Sarre avait exporté pour 1.525.000.000 de francs et importé pour 1.791.000.000 de francs, soit un déficit de 266 millions. Par conséquent, le changement de régime économique a non seulement eu pour effet de relever de 58 % le total du commerce extérieur, avec la

France et l'Allemagne, mais il a transformé en excédent le solde déficitaire de la balance commerciale. Il y a lieu, de plus, de remarquer que, si comme le prétendent les Allemands, les importations françaises en Sarre, en 1927, n'avaient pas atteint les chiffres que nous citons, le solde positif s'augmenterait d'autant.

On ne manquera certainement pas de nous objecter que les chiffres que nous venons de citer ne représentent pas exactement le commerce extérieur sarrois et on nous fera remarquer, en particulier :

a) Que nous n'avons pas tenu compte des échanges directs du Bassin avec les pays étrangers autres que la France et l'Allemagne;

b) Que nous avons compris dans les importations françaises dans la Sarre certaines marchandises venant d'outre-mer et importées par des ports français (voir Conférence de M. LUETKE, dans la « Saarlwirtschafstzeitung », du 30 novembre 1928).

Nous répondrons à cela :

1° En ce qui concerne la balance du commerce extérieur, les importations en Sarre qui viennent d'outre-mer et dont nous ne possédons pas de statistique directe sont reprises dans les chiffres du commerce franco-sarrois. Quant aux exportations, elles se composent principalement de combustibles et de produits métallurgiques. Or, nous savons qu'en 1927 la Sarre a vendu à l'exportation :

1.240.721	tonnes	de	charbon.
79.164	»	»	coke.
179.958	»	»	produits métallurgiques.

dont la valeur globale peut être estimée à 270 millions de francs. Par conséquent, on peut ajouter cette somme au solde positif de la balance commerciale qui devient ainsi très important.

2° Pour ce qui est des importations françaises dans la Sarre, qui seraient indûment augmentées de marchandises n'ayant fait que transiter par la France, la remarque est admissible car la Sarre fait, en effet, venir, en particulier, d'outre-mer un tonnage assez fort de minerai de manganèse ainsi que des denrées coloniales. Mais, comparé aux importations totales, le chiffre est de peu d'importance (32 millions pour le minerai de manganèse). Et si l'on se sert de cet argument pour diminuer la valeur des importations françaises, par rapport à celle de produits allemands, nous nous bornerons à répondre que les statistiques d'importation par la frontière Nord comprennent aussi des marchandises allemandes destinées à la France et transitant seulement par la Sarre : en effet, l'Administration des Douanes Allemandes ne tient de contrôle spécial des importations en Sarre que pour les produits repris à l'accord commercial du 28 février 1928, tandis que pour les autres marchandises aucune distinction de destination n'est faite. Nous estimerons donc que les erreurs doivent se compenser et que l'objection n'a pas de valeur sérieuse.

Ayant examiné l'ensemble des échanges commerciaux de la Sarre avec ses deux voisins, il est intéressant de voir de quelle manière ils se répartissent entre les différentes sortes de produits. Pour les matières premières, on constate que le trafic le plus important se fait avec la France à cause du charbon et du minerai de fer; du côté du Reich aucun courant important. De même, pour les produits agricoles et le bétail, dont la Sarre est fortement importatrice, c'est de l'Ouest qu'ils viennent en majeure partie. Pour les produits industriels semi-ouvrés ou fabriqués, qu'il s'agisse d'importations ou d'exportations, la Sarre est à cheval sur les deux pays et profite de la situation très privilégiée de posséder deux marchés intérieurs,

Le commerce franco-sarrois comparé au commerce germano-sarrois

Si nous prenons l'année 1927, qui est la dernière pour laquelle nous possédions des statistiques complètes, nous constatons que les échanges commerciaux de la Sarre avec ses deux grands voisins se présentent ainsi :

	France	Allemagne
Importations dans la Sarre..	2.102.833.000 fr.	80.781.000 RM.
Export ⁿ de produits sarrois	1.285.405.000 »	230.325.000 »
	3.388.238.000 »	311.106.000 »

Si l'on opère la conversion en francs français en comptant 1 Reichsmark pour 6 francs, on trouve en milliers de francs :

	France	Allemagne
Importations dans la Sarre..	2.102.833 fr.	484.686 RM.
Export ⁿ de produits sarrois	1.285.405 »	1.381.950 »
	3.388.238 »	1.866.636 »

Par conséquent, d'un part, les échanges commerciaux totaux avec l'Allemagne ne sont que les 55 % de ceux avec la France et, d'autre part, on remarque que la Sarre vend autant sur le marché français que sur le marché allemand, mais qu'elle achète quatre fois et demie plus en France qu'en Allemagne. Nous pouvons faire observer, de plus, que nous parlons de valeur et non de poids et que, par conséquent, le minerai de fer lorrain tient une place relativement très faible dans les importations françaises puisqu'il ne représente que 170 millions de francs environ, soit moins de 10 % du trafic global. Il ne faut donc pas croire que l'importance des importations françaises est due spécialement à la minette.

Mais, ne manqueront pas d'objecter les Allemands, les chiffres sont antérieurs à la mise en vigueur de l'accord commercial

de février 1928 et il faudrait au moins faire la comparaison pour l'année 1928 qui a marqué un fort relèvement des importations allemandes dans la Sarre. Or, pour cette dernière aussi, nous ne possédons pas d'estimations sûr le commerce franco-sarrois. Nous leur répondrons donc ceci :

1° En ce qui concerne les exportations sarroises vers le Reich, l'année 1928 marque un recul sur la précédente, recul dû, en particulier, à la diminution des envois de produits métallurgiques. Or, ces produits ont été, par contre, dirigés vers la France en plus fortes quantités qu'en 1927 et il est infiniment probable que le calcul des exportations sarroises en France, pour 1928, donnerait une valeur totale plus grande que pour 1927 et que cette valeur arriverait à égaler sinon à surpasser celle des exportations vers l'Allemagne.

2° Pour ce qui est des importations dans la Sarre, il est certain que les produits allemands ont gagné du terrain depuis que la convention commerciale fonctionne et que les produits français ont dû légèrement reculer, mais d'une quantité très inférieure à l'augmentation des importations allemandes car il y a un relèvement continu de la consommation. Les livraisons allemandes en Sarre sont passées de 80 millions de RM. en 1927, à 115 millions, en 1928, soit une plus-value de 35 millions de RM ou de 210 millions de francs français. Admettons, pour être très larges, que les importations françaises aient reculé de 150 millions; il n'en resterait pas moins que l'on aurait encore 1.950 millions pour la France contre 694 millions pour l'Allemagne, c'est-à-dire que les ventes de produits français dans la Sarre resteraient encore près de trois fois plus fortes que celles des marchandises allemandes. Et on peut considérer que c'est là un état stable car la transformation consécutive à la mise en vigueur de l'accord commercial de février 1928 est faite depuis longtemps et qu'il n'a pas lieu de prévoir de nouvelle modifications des relations économiques de la Sarre avec ses voisins.

Les échanges commerciaux avec la Sarre comparés à ceux que le Reich entretient avec les autres pays

D'après les statistiques officielles du commerce extérieur allemand pour les années 1927 et 1928, le Territoire de la Sarre occupait le dix-neuvième rang en 1927 et le vingtième rang en 1928, au point de vue des importations en Allemagne, tandis qu'il n'arrivait qu'au vingt-cinquième rang en 1927 et au vingt-septième rang en 1928, pour les exportations de produits du Reich. On est loin de la position correspondante qu'il tenait en 1927 pour ses échanges avec la France : huitième rang pour les importations et sixième pour les exportations. Si l'on examine les chiffres de l'ensemble des transactions commerciales, on voit que la Sarre avec 311 millions de RM, en 1927, a participé pour 1,3 % au commerce extérieur du Reich qui s'est monté à 24.711.000.000 de RM, tandis qu'elle avait une part de 3 % aux échanges commerciaux de la France pour la même année, ceux-ci arrivant à un total de 108 milliards.

On pourra faire observer avec raison que la valeur totale du commerce extérieur allemand atteignant environ 148 milliards de francs est nettement supérieure à celle des échanges commerciaux de la France, mais il n'en est pas moins que la Sarre tient une place beaucoup plus importante dans l'économie française que dans l'économie allemande au point de vue du commerce extérieur. La France doit donc avoir des raisons purement économiques de lui accorder un régime de faveur tandis que le Reich ne doit agir de même que pour des motifs d'ordre politique car, au point de vue de son intérêt personnel, la Sarre ne compte pas pour lui en ce qui concerne le trafic commercial international. Elle a moins d'importance que le Danemark, le Canada, la Chine, l'Espagne et la Suède, et le régime préférentiel accordé par la convention de février 1928 qui a donné un énergique coup de fouet au commerce germano-sarrois ne l'a

pas empêchée de perdre un rang pour les importations et deux pour les exportations de 1927 à 1928.

Nous ne méconnaissons nullement l'importance primordiale que présente pour la Sarre le débouché allemand et le maintien de relations économiques étroites avec le Reich, mais nous devons nous rappeler que contrairement à ce qui se passe du côté de la France où la communauté d'intérêts économique est réciproque. Le Reich n'a lui-même aucun besoin de la Sarre dans ce domaine. Ce sont seulement des intérêts d'ordre politique qui l'amènent à vouloir la réincorporer le plus vite possible. Il y a là une nuance bien nette dont l'importance peut paraître très secondaire à l'heure actuelle mais dont les Sarrois seront peut-être les premiers à s'apercevoir le jour où ils seront rentrés sous la domination politique du Reich. Qu'ils n'oublient pas qu'avant la guerre, la Sarre était la parente pauvre de la Ruhr et que le Gouvernement allemand veillait à ce qu'une différence de prospérité subsistât toujours entre ses deux bassins industriels, au profit de la Westphalie. La Sarre se maintenait, cependant alors car elle gardait l'avantage en Allemagne du Sud et en Alsace-Lorraine pour l'écoulement de ses charbons et de ses produits métallurgiques. Maintenant, l'Alsace et la Lorraine sont réincorporées à la France et le charbon sarrois a été pratiquement chassé de l'Allemagne du Sud par la houille de la Ruhr : en un mot la situation relative de la Sarre, par rapport à la Westphalie est très inférieure à ce qu'elle était en 1913; la réalisation du vœu unanime des Sarrois depuis 1919 pourrait donc leur amener de cruelles désillusions.

XIII. Comment résoudre pour l'avenir la question économique sarroise

Il résulte de tout ce qui précède que depuis l'incorporation du Bassin de la Sarre au système douanier français, les échanges commerciaux entre les deux pays ont pris une ampleur considérable. Si l'on admet même que l'année 1927 a été plus brillante à ce point de vue que l'année 1928, qui a vu, à la fois, l'entrée en vigueur du Traité de Commerce définitif et un effort très vigoureux de propagande en faveur des marchandises allemandes des organismes économiques sarrois alarmés par les progrès incessants du commerce franco-sarrois, il n'en subsiste pas moins que la valeur des échanges commerciaux reste à l'ordre 3 milliards et que, pour certaines matières comme le minerai de fer et le charbon, la solidarité économique franco-sarroise est un fait bien démontré. Comme le régime politique actuel de la Sarre n'est que provisoire et qu'il devra être confirmé ou modifié au plus tard au début de 1935, on peut se demander quelle pourra être la meilleure solution à adopter pour le statut définitif du seul point de vue de la prospérité économique du Bassin.

Avant d'examiner cette question, rappelons tout d'abord les dispositions du Traité de Versailles sur ce sujet : le paragraphe 54 du chapitre III de l'annexe à la section IV s'exprime ainsi :

« A l'expiration d'un délai de 15 ans, à compter de la mise
« en vigueur du présent traité, la population du Territoire du
« Bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté
« comme il suit : un vote aura lieu par commune ou par dis-
« trict et portera sur les trois alternatives suivantes : a) main-
« tien du régime établi par le présent traité et par la présente
« annexe; b) union à la France; c) union à l'Allemagne... »

Il ne nous appartient pas de discuter ici la solution qui du point de vue politique semble la meilleure, ni de chercher à

établir quelle est celle qui a le plus de chance de triompher. Nous voulons uniquement nous efforcer, comme nous venons de le dire, de trouver le régime économique qui, étant donnée la situation de fait actuelle, serait le plus favorable à la prospérité du pays.

Nous avons vu dans le chapitre consacré au charbon et au minerai de fer que la Sarre était essentiellement dépendante de la France pour ces deux matières premières fondamentales. Il est bien certain que son retour pur et simple au Reich n'entraînerait pas « *ipso facto* » l'interruption des échanges de ces matières, mais les Sarrois ne doivent pas se dissimuler qu'il aurait pour résultat de les compromettre très gravement à bref délai. En effet, au point de vue du minerai d'abord, il ne serait pas nécessaire que le Gouvernement français édictât une interdiction d'exportation pour que les Forges Sarrois soient rapidement privées de minette lorraine : vu la faiblesse relative des réserves du gisement lorrain, les exploitants français, qui sont en même temps consommateurs, seraient amenés sans doute assez vite à ne plus céder de minerai aux usines étrangères voisines dans lesquelles ils ne posséderaient aucun intérêt financier et qui seraient au contraire des concurrentes sérieuses.

D'autre part, pour ce qui est du charbon, il est bien certain que ce n'est pas le droit de douane français qui pourrait empêcher éventuellement la houille sarroise d'entrer en France, mais, on peut dire qu'elle n'y pénétrera que dans la mesure où le Gouvernement français le voudra. Il suffira à ce dernier de ne plus accorder aux charbons sarrois de tarifs de transports préférentiels, pour que la concurrence belge et lorraine vienne les chasser même de la région de l'Est, exception faite, peut-être pour les fines à coke que les nouvelles cokeries lorraines consomment actuellement en grande quantité, mais qu'elles pourraient, toutefois, si besoin était, remplacer par des charbons d'autres provenances. Donc, réincorporation brutale de la Sarre au Reich

signifierait par la force des choses disparition des échanges des deux grandes matières premières fondamentales. Or, nous avons vu dans le chapitre X, combien la Sarre était dépendante de la France à ce point de vue et les conséquences désastreuses qu'une interruption de ces courants aurait pour sa situation industrielle. C'est une vérité fondamentale que tous les Allemands compétents connaissent et beaucoup d'entre eux pensent d'ailleurs qu'il faudra bien trouver un *modus vivendi* économique avec la France le jour où l'on règlera la question sarroise. Aussi pénible que cela puisse leur paraître, ils n'ignorent pas que le retour pur et simple au Reich, en coupant les ponts vers l'Ouest est impossible, car il aurait pour conséquence directe la disparition de l'industrie sidérurgique et partant de celle des mines. En effet, la situation n'est plus celle d'avant guerre, car l'Alsace et surtout la Lorraine, régions liées étroitement à la Sarre au point de vue matières premières sont maintenant réincorporées à la France.

Il ne faut d'autre part pas oublier que, comme nous l'avons établi au chapitre IX, la France tire de son côté de très grands avantages de son union douanière avec le Territoire de la Sarre et qu'elle doit s'efforcer de conserver cet important débouché le plus complètement possible. Nous avons déjà parlé des liens économiques entre la Sarre, l'Alsace et la Lorraine; nous répèterons encore une fois que la disparition du débouché sarrois aurait une répercussion très sérieuse sur l'activité agricole industrielle et commerciale de ces deux provinces.

La France et la Sarre possèdent donc des relations très étroites et ont tout intérêt à les conserver. Examinons maintenant sur quelles bases on pourrait aménager le régime économique définitif du Bassin.

Quoique nous nous soyons promis de ne toucher ici en rien à la question politique en jeu, nous devons cependant en dire un mot car toute solution d'ordre économique quelle qu'elle soit

dépend intimement du régime politique en vigueur.

On peut envisager pour l'avenir trois souverainetés possibles sur la Sarre : la souveraineté française, la souveraineté allemande et, enfin, le maintien d'une souveraineté autonome contrôlée ou non par la Société des Nations. Or, il faut dire très franchement que quiconque a suivi depuis 10 ans la politique sarroise sait pertinemment qu'il ne faut ni envisager, ni même souhaiter que la France obtienne la souveraineté politique sur le Bassin de la Sarre. Restent les deux autres solutions : l'autonomie ne serait, en somme que le maintien du *statu quo*, dans ses grandes lignes tout au moins, et dans ce cas, il n'y aurait pas lieu de changer quoi que ce soit au régime douanier et économique actuel de la Sarre qui lui est si grandement favorable. Même si au lieu d'être sous la tutelle de la Société des Nations, la Sarre devenait complètement indépendante elle pourrait fort bien rester en union douanière avec la France. Le Grand-Duché de Luxembourg qui a toujours été un Etat indépendant faisait partie avant la guerre du Zollverein et a formé depuis la guerre avec la Belgique, l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise. On peut même ajouter que le maintien de la communauté douanière ne pourrait empêcher les Sarrois d'abandonner le cas échéant le franc français pour revenir au Reichsmark qu'ils réclament avec tant d'insistance depuis des années. En effet, la différence de monnaies n'empêche pas la communauté économique comme le prouve encore l'exemple de l'incorporation du Luxembourg au Zollverein avant 1914.

Il faut examiner maintenant le cas où le Reich retrouverait sa souveraineté politique sur la Sarre, il est bien certain qu'alors l'union douanière avec la France ne serait plus possible. Mais cela ne signifierait pas qu'on ne pût trouver pour le Territoire sarrois un *modus vivendi spécial*. Au lieu de lui appliquer le régime général des échanges franco-allemands, on pourrait envisager pour lui des mesures d'exception tendant à favoriser

ses relations économiques avec la France; le faire, par exemple, profiter d'un traité de commerce élargi du genre de celui qui existe actuellement entre la France et l'Allemagne pour les échanges germano-sarrois. Il est bien certain qu'il n'y aurait plus alors de cordon douanier sur la frontière Nord actuelle pour procéder au contrôle des échanges, mais on pourrait le remplacer par un système de certificats d'origine et de destination permettant d'établir que les marchandises transportées viennent de la Sarre ou lui sont destinées. En résumé, la situation dans ce cas serait exactement l'inverse de ce qu'elle est actuellement, c'est-à-dire union douanière avec l'Allemagne et régime spécial contractuel du côté de la France permettant d'actifs et importants échanges commerciaux.

Il est à remarquer, du reste, que la Sarre a déjà eu en fait, sinon en principe, un régime douanier analogue de 1920 à 1925. En effet, si à cette époque elle vivait déjà en union douanière avec la France, ses échanges avec ce pays n'étaient pas absolument libres, tandis que ses relations commerciales, avec l'Allemagne l'étaient pratiquement tout à fait. Il existait alors un cordon douanier à la frontière Sud, tandis que le contrôle à la frontière Nord était beaucoup plus relâché. Comme nous l'avons vu dans le chapitre premier, on vivait sous le régime des certificats d'origine et de destination. Par conséquent, la solution que nous examinons est des plus facilement réalisable dans la pratique.

Nous pouvons ajouter que la mise en œuvre d'un tel système supposerait une volonté d'entente et de collaboration économique de la France et de l'Allemagne dans la Sarre et qu'elle serait vraisemblablement accompagnée d'accord industriels privés. Ces derniers seraient de deux ordres : d'ordre financier en ce sens que les industriels français seraient sans doute amenés à conserver des capitaux investis dans la Sarre; d'ordre commercial ensuite par le maintien ou le développement d'ententes

industrielles internationales comme celles qui sont déjà en vigueur pour l'acier, les tubes, le ciment, etc. Il ne faut, du reste, pas se dissimuler que l'existence de ces grands cartels internationaux qui ont déjà fait leurs preuves et dont on peut dire qu'ils reposent tout d'abord sur une collaboration franco-allemande, est une raison d'espérer que l'on parviendra à doter la Sarre d'un régime économique largement ouvert du côté de la France car la réincorporation pure et simple de la Sarre au Reich amènerait de telles modifications dans leur composition que leur maintien en activité serait fortement menacé. Comme cela s'est produit déjà pour le premier accord commercial franco-allemand sur la Sarre dont la conclusion a été subordonnée à celle de conventions métallurgiques privées, le sort économique définitif du Territoire de la Sarre dépendra sans doute de la solidité des grandes ententes industrielles européennes.

Ce n'aura pas été un des côtés les moins curieux de l'histoire éphémère du Bassin de la Sarre que ce rôle de trait d'union économique et de terrain d'expériences pratiques qu'il aura joué entre la France et l'Allemagne. Il ne faut pas oublier, en effet, que c'est le seul endroit où aussitôt après l'armistice, Français et Allemands se soient trouvés contraints de collaborer sur le terrain économique alors que partout ailleurs ils se regardaient encore comme d'anciens ennemis et n'osaient seulement se tendre la main. Ce travail en commun rendu plus difficile par les polémiques continuelles d'une presse excitée à outrance par les pangermanistes a fini par porter ses fruits comme en témoigne l'indiscutable prospérité actuelle du pays.

Pourquoi ne pas continuer dans cette voie en aménageant d'une façon définitive dans le cadre politique nouveau les organisations provisoires actuelles ? Il serait d'autant plus coupable de refuser de suivre ce chemin qu'un retour en arrière aurait des répercussions beaucoup plus sérieuses qu'on ne peut le

penser au premier abord et toucherait non seulement les pays directement intéressés : France, Allemagne et Sarre, mais aussi la Belgique et le Luxembourg. Le changement brusque du régime économique du Territoire de la Sarre donnerait une violente secousse à l'équilibre économique de l'Europe occidentale dont celui-ci n'a vraiment nul besoin. La question dépasse de beaucoup les seuls intérêts de la France et il est à souhaiter pour la continuation de la politique de paix qu'elle soit résolue dans un sens de vaste collaboration internationale.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés

- Alexandre ALLOT. — *Le Bassin de la Sarre*. (Berger-Levrault 1924.)
Jean PRIOU. — *Le Territoire de la Sarre*. (Berger-Levrault 1923.)
Angel MARVAUD. — *Le Territoire de la Sarre*. (Plon-Nourit.)
Robert HERLY. — *Les conditions de production de la métallurgie sarroise depuis 1815*. (Berger-Levrault 1926.)
Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes 1927.
Statistik der Saareisenindustrie 1923-1928.
Statistique mensuelle du commerce extérieur de la France.
Recueil des circulaires de l'Administration des Douanes Françaises.
Collection des bulletins de la Chambre de Commerce franco-sarroise.
Collection de la Saarwirtschaftszeitung, organe de la Handels-Kammer de Sarrebrück.
Journée Industrielle du 23 février 1929. (Article de M. Paul FRANÇOIS sur le commerce franco-sarrois.)

Vu le Président de la thèse:

Jean LESCURE.

Vu le Doyen:

A. BERTHELEMY.

VU

ET PERMIS D'IMPRIMER:

Le Recteur
de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur:

l'Inspecteur de l'Académie.

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

- I. — *Le régime douanier du Territoire de la Sarre avant le 10 janvier 1925.*
 - II. — *Le régime douanier à partir du 10 janvier 1925.*
 - III. — *La fermeture de la frontière Nord.*
 - IV. — *La position adoptée par les milieux économiques sarrois au sujet du changement de régime douanier.*
 - V. — *Les premières négociations franco-allemandes au sujet de la Sarre et l'accord du 11 juillet 1925.*
 - VI. — *Les accords commerciaux des 5 août et 6 novembre 1926 et du 31 mars 1927.*
 - VII. — *La mise en vigueur du Traité de Commerce franco-allemand du 17 août 1927 et l'accord commercial sarrois du 23 février 1928.*
 - VIII. — *La métallurgie de la Sarre et son importance pour le commerce extérieur du pays.*
 - IX. — *Les échanges commerciaux franco-sarrois.*
 - X. — *Le charbon et le minerai de fer.*
 - XI. — *Le commerce germano-sarrois.*
 - XII. — *Vue d'ensemble sur le commerce extérieur de la Sarre.*
 - XIII. — *Comment résoudre pour l'avenir la question économique sarroise.*
-

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES, 45, rue de Maubeuge, PARIS IX°
Ateliers de Verdun (Meuse)

IX-29

Achevé d'imprimer. Octobre 1929.

